

LE PROLETAIRE

Abonnement :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an 2 fr. 00
Six mois 1 » 00
Trois mois 0 » 50

LE JOURNAL

est expédié franco

Par la poste.

Plus de Privilège.

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Coulon, rue de Middeleer, 18.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Bishop's head Court Gray's Inn lane Holborn.

Tout par le travail.

Pour la province :

Un an 3 fr. 00
Six mois 1 » 50
Trois mois 0 » 80
Pour la Suisse et l'Angleterre,
5 francs par an.

MM. les abonnés de la province
peuvent en envoyer
le montant en timbres postes.

AVIS.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Proletaire* doivent être expédiés franco, Rue de Middeleer, 18, chez le citoyen Coulon.

Nous prions nos confrères d'envoyer désormais les journaux à la nouvelle adresse ci-dessus indiquée.

Année 1860, salut!

Les valets de tous rangs et de tous grades, attendent ton apparition avec une fébrile impatience, le premier jour de chaque année étant plus particulièrement consacré au mensonge et à l'imposture.

Nos souhaits, à nous, ne seront ni longs ni importants :

Aux peuples, nous souhaitons plus de clairvoyance et d'énergie.

Aux révolutionnaires, plus d'audace et surtout moins de prudence.

Et à toi, année 1860, nous te souhaitons d'être la vengeresse, la réparatrice de toutes les iniquités, de tous les crimes commis sous le règne de tes sœurs aînées.

Bruxelles, 3 Janvier 1860.

De quels hommes, dans les relations de la vie habituelle, faut-il se méfier le plus, au point de vue de la probité? De ceux qui parlent davantage de cette qualité. — Ne vous méfiez pas moins de ceux qui parlent le plus du progrès, en se posant comme ses sectateurs les plus ardents, qui vous en entretiennent comme de leur plus cher calcul, et semblent occupés à en résoudre les questions.

Ceux-là sont des conservateurs moins sincères que les absolutistes, et partant plus dangereux.

Voyez, les parlementeurs dans nos meetings; ils n'ont pas sans doute de sabre au côté; ce sont, à les voir, de bons amis du peuple; la sympathie de l'auditeur est gagnée promptement par leur air de bonhomie; leurs fraîches couleurs, leur abdomen ordinairement arrondi, constatent qu'ils ne ressentent ni le froid, ni la faim. — Entendez-les jusqu'au bout, vous êtes perdus dans leurs suppositions, leurs principes, leurs théories. — Mais, sans hésiter, ravisez-vous et dites-leur : il fait froid; j'ai besoin de vêtements chauds, pareils aux vôtres, d'une habitation saine, propre et convenablement aérée et éclairée; j'ai besoin d'un lit

garni; il me faut du linge; une nourriture appropriée à mon organisation; il est connu que les aliments doivent être variés selon les tempéraments, les occupations et la somme de forces que nous dépensons dans notre travail; je n'ai pas moins besoin d'alimenter mon intelligence; son développement régulier peut seul m'assurer la satisfaction de concourir par mes œuvres, manuelles ou autres, à créer des produits utiles. On parle de grands peintres, de grands poètes, de savants, de chimistes, de médecins fameux et d'autres grands esprits versés dans les sciences, qu'il serait trop long de nommer; hé bien, mon penchant pour les arts, les sciences et leurs applications révèlent ma destinée; pourquoi, moi et tous les autres prolétaires, sommes-nous privés d'alimentation intellectuelle et rendus ainsi impuissants dans les travaux d'art et de sciences? Nos tendances cependant nous révèlent nos destinées, comme nos formes dentaires, comme notre construction organique déterminent notre race et notre classe zoologique.

A en croire vos théories de progrès, et malgré que je sois jeune, je n'aurai jamais le bonheur de prendre ma part de la vie; vos paroles sont plus désespérantes encore, s'il est possible pour les prolétaires plus âgés. Vos discours ne peuvent dès lors s'offrir à moi que semblables à un rêve, après lequel la réalité n'est que plus dure.

Cependant, il y a des mines de charbon inépuisables, de vastes forêts suffisantes au chauffage de tous; il y a des logements sains, actuellement construits, capables de loger confortablement la population entière; les manufactures de draps et autres tissus sont en activités; les magasins d'étoffes de toutes sortes contiennent de quoi fournir à tous les besoins. Chaque année, la nature avec ou sans le travail de l'homme et de ses machines, avec ou sans transformation industrielle, donne la soie, la laine, le coton, le café, le sucre, le chanvre, le lin, le houblon, le vin, les légumes et autres produits variés, appropriés aux besoins nés des climatures; toutes ces richesses de la nature, de la science, de l'art et du travail, proviennent d'éléments fournis par la terre, l'air, l'eau et les substances qu'ils contiennent, sous l'action de la lumière, de la chaleur et d'autres forces évidentes quoique jusqu'à présent indéterminées par la science de l'homme.

C'est l'action composée convenablement de la consommation, de l'emploi, de la jouissance de toutes ces richesses constitutives du domaine commun, qui assurerait l'éclosion des germes intellectuels et affectifs que nous apportons en naissant,

et peut seule donner un développement à notre être. C'est ce développement qui est la vie, et la vie ne peut exister sans la liberté.

Nous en avons besoin sans délai; vos théories de progrès la donnent-elles? Chaque jour voit périr des milliers de prolétaires, épuisés, tués par la privation, l'excès du travail et la misère. Tous ceux qui assistent à ces meetings perdront leurs cheveux, leurs dents, la finesse des sens, leurs forces et le peu d'énergie qu'ils ont. Ils vous maudiront; après quoi leur cadavre sera jeté en terre, dans un creux, jusqu'au moment où quelque riche spéculateur progressiste obtienne la concession de ces charniers qu'on nomme cimetières, où la mort, cette grande et nécessaire écarisseuse, enfuit les corps des pauvres trépassés; ce spéculateur extraira les ossements recouverts de quelques pelletées de sable pour les livrer aux raffineries de sucre, puis, ou d'abord à l'agriculture, à titre d'engrais, comme nous le voyons se pratiquer aujourd'hui pour les os de ces centaines de mille prolétaires russes, anglais, français, piémontais, turcs, enterrés ou non enterrés dans le grand charnier de Sébastopol, et comme cela va se voir bientôt pour les os de ces 60 ou 80 mille autres malheureux prolétaires français, autrichiens et italiens, que les idées napoléoniennes et les inspirations ambitieuses des signors Garibaldi, Farini, Ricasoli, Buoncompagni et tutti quanti bourgeois, en ti et en ni, ont fait périr et s'entretuer si stupidement et comme des brutes à Magenta et à Solferino.

L'on sait donc à quoi s'en tenir sur les idées de progrès au point de vue militaire, économique ou autre. Messieurs du progrès ne peuvent être vus par le prolétaire que comme des niais, prétentieux, ou des jongleurs et des ambitieux dangereux.

Il n'est qu'une voie qui conduise à l'unité humaine, dans laquelle chacun prenant sa place marquée par ses tendances et ses aptitudes fonctionnera en liberté. D'autres l'on compris et dit déjà.

« Je regarde, a dit Prudhon, la société, le groupe humain, comme un être *sui generis*, constitué par le rapport fluidique et la solidarité économique de tous les individus, soit de la nation, soit de la localité ou corporation, soit de l'espèce entière; lesquels individus circulent librement les uns à travers les autres, s'approchent, se joignent, s'écartent tour à tour dans toutes les directions; — Un être qui a ses fonctions à lui, étrangères à notre individualité, ses idées qu'il nous communique, ses jugements qui ne ressemblent point aux

notres, sa volonté en opposition diamétrale avec nos instincts, sa vie qui n'est point celle de l'animal ou de la plante, bien quelle y rencontre des analogies; un être enfin, qui, sorti de la nature, semble le Dieu de la nature, dont il exprime à un degré supérieur (surnaturel) les puissances et les lois.

Quelques parties de cette définition sembleraient-elle susceptibles de contrôle? Qu'importe; nous y voyons l'unité humaine suffisamment retracée.

Mais c'est assez sur le progrès bourgeois. Il est connu dans son origine et sa fin; il est jugé. Posons une question en terminant à une certaine classe de révolutionnaires, leur réponse éclairera nos dispositions à les reconnaître pour notres; nous leur disons: Le prolétariat à vos yeux est ignorant, aveugle et incapable de se conduire révolutionnairement. Tout mouvement qu'il ferait en ce sens, serait vain et sa chaîne serait promptement de nouveau rivée, si une main intelligente et énergique, ne sauvegardait l'avenir au moyen d'une dictature dont elle serait armée.

Voyons, connaissons-nous! Votre dictature, absolutisme et césarisme pur sang, qu'entendrait-elle faire ou instituer?—Ou mieux, qu'entendez-vous qu'elle ferait ou instituerait? Prenons garde, une institution quelconque est l'enchaînement de la liberté. Soyons francs, dites votre pensée, vos intentions, vos vues; nous parlerons ensuite de bonté du moyen.

Assassinat juridique.

Le crime est enfin consommé. John Brown et ses intrépides compagnons viennent d'être — au nom de la loi! — lâchement et froidement assassinés.

Eh quoi? exclameront, à ce mot « assassinat » nos honnêtes boutiquiers *légalitomanes*, gens toujours prêts à applaudir à tous les crimes, à toutes les infamies, — pourvu que crimes et infamies soient consommés au nom de la loi, et par des personnages toujours bien rosés, frisés, gantés beurre-frais et de blanc cravaté, et surtout préposés tout exprès par les privilégiés pour l'exécution de ces sortes de choses;—quoi! vous osez donner le nom d'assassinat à une exécution parfaitement légale et qui n'a eu lieu que d'après un jugement régulier, rendu selon les formes ordinaires de la justice! Mais c'est le renversement de toute notion acquise, c'est l'abomination de la dissolution, mais c'est à n'y pas croire.

Cela est bien possible, dirons-nous à notre tour, mais cela est ainsi pourtant. — Oh! nous le savons, lorsqu'il s'agit de cette grande prostituée qu'on appelle la justice, accompagnée de ce monstrueux attirail qu'on nomme lois, tous les forfaits sont permis et même sanctifiés: innocents ou coupables, elle condamne ou acquitte à sa convenance, et toujours impunément (les exemples ne sont pas rares).—Elle peut, à son gré, envoyer au bagne ou à la mort le pauvre diable qui tend la main, le malheureux qui, pressé par la faim, dérobe une bribe de nourriture, et l'héroïque citoyen qui lutte avec l'énergie du désespoir contre la barbarie de maîtres impitoyables.

Oh! oui, nous savons cela, et bien d'autres choses encore; et n'en déplaise à l'honorable corporation des pansus, s'ils ont leurs raisons, eux, pour adorer un tel état de choses, nous avons les

notres, nous, pour le maudire de toute la puissance de notre âme, pour le combattre, sans paix ni trêve, par tous les moyens possibles et de toute la force de notre indomptable énergie.

Nous reprenons notre dire. La mort de Brown et de ses compagnons, a été sous tous les rapports un lâche et froid assassinat; pour s'en convaincre, il ne faut que lire l'extrait suivant, emprunté à un journal qui se publie là-bas, et qui, lui, n'est pas payé pour altérer la vérité.

« Les planteurs de la Virginie, les esclavagistes du Sud ont, je ne dis pas jugé, mais condamné à la potence les auteurs de la protestation contre les propriétaires de chair humaine, pasteurs et bouchers d'esclaves noirs. Jamais dans les plus mauvais jours des plus mauvais gouvernements d'Europe, jamais on n'avait violenté le torse de la justice avec plus de brutalité. Les vaincus ont été traînés saignants pour ainsi dire, avec leurs blessures encore béantes et humides devant le tribunal d'inquisiteurs légaux (Brown avec un coup de sabre à la tête et trois sur le corps, Stephens avec trois coups de fer à la tête, un au bras et deux à la poitrine...); ils y ont comparu étendus sur chacun un matelas, comme des torturés du moyen-âge à qui l'on vient de broyer les os et que l'on se dispose à soumettre de nouveau à la question. Deux valets de bourreaux avaient ordre de les soulever sur leur séant pendant qu'on faisait lecture de l'acte d'accusation. Tout sursis, même de quelques heures, pour obtenir un défenseur de leur choix, leur fut impitoyablement refusé! Le refus en a été motivé en termes aussi odieux qu'impudents :

« Les jurés, a dit, ou à peu près, le président des tortionnaires, s'ennuient d'être séparés de leur femme, de leur boutique et de leurs enfants; ils désirent en finir au plus vite avec les coupables, afin de retourner en paix à leur famille et à leurs affaires. » Et puis, a-t-il ajouté, « le pays n'est pas tranquille; le procès entretient l'agitation; la sûreté publique exige que l'on fasse bonne et prompte justice. »

Et pour couronner ces lâches et cruelles paroles par des paroles plus affreuses encore, avant de clore la séance, il a ordonné aux geôliers préposés à la garde des prisonniers dans leurs cellules, de les égorger tous à la moindre tentative faite pour les délivrer... »

Comment qualifier, après cela messieurs *les grands journaux* nous racontant le crime juridique comme ayant été accompli dans les conditions les plus rationnelles?

Si jamais le mensonge et la calomnie venaient à être bannis de tout le reste du monde, on serait toujours certain de les retrouver intacts chez les journalistes *de haut étage*.

Du reste, le plus ou moins de légalité dans la procédure nous importe fort peu quand à nous; et en admettant même que toutes les règles, toutes les formes judiciaires eussent été scrupuleusement observées dans cette affaire, nous n'en persisterions pas moins à la qualifier ainsi que nous l'avons fait plus haut, car nous ne reconnaissons à aucun tribunal le droit de juger des hommes tels que les héroïques insurgés de la Virginie. Quand le crime et l'iniquité gouvernent et dominant le monde, à chacun des membres de la race humaine, incombe l'impérieux devoir d'employer toutes les forces, toute l'énergie qui lui ont été départies par la nature, à secouer, à briser ce joug honteux autant qu'infâme. Lors, donc que des citoyens, comme cela vient d'avoir lieu à Happer's-Ferry, se lèvent au nom de la justice, au nom de la liberté, ils se mettent par ce seul fait au-dessus des lois et des tribunaux; et aussi longtemps que lois et tribunaux, — au lieu de fonctionner au nom de l'équitable justice de la vérité, de la dignité humaine, — continueront de

fonctionner au nom et pour le compte de l'arbitraire, du privilège et de l'exploitation, on pourra bien s'emparer des victimes mutilées par les balles de l'ordre; on pourra bien les attirer par devant les cours d'assises ou autres juridictions; les envoyer à la mort même, mais les juger, jamais! Combattant pour l'humanité, vainqueurs ou vaincus, ils ne sont justiciables que de leur propre conscience. Ce sont des héros, ils ont droit au respect de tous; ceux qui les accusent sont des lâches, ceux qui les frappent sont des assassins, quelque soit d'ailleurs, l'arme dont il se servent à cet effet. Aux folliculaires à gages, aux écrivains faméliques, à toute la meute des aboyeurs soudoyés et patentés, la triste mission d'épandre la bave de la calomnie sur des héros vaincus.

Prolétaires de toutes nations et de toutes couleurs, esclaves de tout degré et de toute condition, le sphinx révolutionnaire a posé ce terrible dilemme: « Vivre libre ou mourir! » Les héroïques combattants de Happer's-Ferry sont tombés martyrs de la liberté. A nous les héritiers naturels de toutes les grandes entreprises révolutionnaires de venger leur mémoire, de ramasser le fer échappé de leurs mains, et de le, conserver, — sanglant et glorieux trophée, — pour le jour des grandes, des nécessaires représailles!!!

Candeur et naïveté.

Racontant l'arrestation d'un individu, prévenu d'attentat aux mœurs, un journal de cette ville, s'écrie—avec cette pudibonde indignation, qui sied si bien aux suppôts de l'ordre social qui nous régit:—« il est effrayant de voir comment les crimes de cette nature se multiplient! »

Bons et candides bourgeois, vous serez donc toujours les mêmes? Vous vous attaquez donc toujours aux effets sans remonter aux causes?

Quoi! vous êtes étonnés dans une société où la démoralisation est érigée en principe, une société où le vice s'insinue par tous les pores, vous êtes étonnés de voir se multiplier les crimes les plus abjects? Vraiment, nous le répétons, vous êtes par trop candides. La seule chose dont nous serions surpris, nous, c'est de n'en pas voir se commettre tous les jours davantage. En effet, quand l'immoralité et la débauche se prélassent, se vautrent sous les lambris dorés des somptueux palais; quand de ces *hautes sphères sociales*—où grouille et s'ébat, au milieu de sales et dégoûtantes orgies, la crapule bourgeoise, — cette corruption vient s'abattre, se répandre, — hideuse émanation aristocratique, — au sein des populations ignorantes et souffreteuses, quoi d'étonnant d'y voir se commettre journellement des actes, dont le premier mérite n'est pas précisément de valoir à leurs auteurs le prix établi autrefois par le bonhomme Monthyon,

La dépravation, les vices de toutes sortes, sont à pleines mains répandus, semés dans le champ social, et vous êtes surpris jusqu'à l'ébahissement de voir que la vertu n'en soit pas l'unique récolte!!!

O NAÏFS BOURGEOIS! NAÏFS BOURGEOIS!

Faits qui n'ont pas besoin de commentaires.

Doineau, cet ex-capitaine condamné par la

cour d'assises d'Alger, convaincu de prévarication, de vol, d'assassinat, vient d'être rendu à la liberté, Sa Majesté française ayant trouvé tout naturel d'étendre son *inépuisable clémence* sur cet honnête et infortuné mortel.

On annonce comme devant bientôt jouir de la même faveur, le sieur de Mercy, cet autre ex-capitaine, condamné pour avoir assassiné son camarade.

Qu'on dise après cela que M. n° 3 manque de prévoyance et de discernement! Deux soudards qui savent si jouer de la dague et du poignard, diable! mais ce n'est pas à dédaigner, cela; et par le temps qui court, de pareils sacripants peuvent, à certains moments critiques, être d'une grande utilité.

On assure même que ces honorables gentlemen vont prendre part à l'expédition chinoise; tiens! pourquoi pas? Ils en reviendront peut-être avec le grade de général et le « signe de l'honneur » sur la poitrine.

Qu'on ramasse ces *sortes de distinction* dans la boue ou dans le sang, c'est toujours la même chose.

Au rédacteur du *Prolétaire*.

Bruxelles le 26 décembre 1859.

Les partis embrigadés sont de véritables compagnies d'assurance mutuelle contre les peines et châtements que prononce le code envers les coupables de tous les genres de crimes et délits.

Soyez enrôlé sous le drapeau libéral ou sous le drapeau clérical tout vous est permis par les vôtres. Il est même convenu, de part et d'autre, que les plus honteux méfaits des hauts fonctionnaires, méfaits de nature à conduire de simples mortels aux travaux forcés, doivent jouir du bénéfice de l'impunité, à droite comme à gauche, tant la peur des récriminations et des représailles est égale des deux côtés.

Aucun organe de la presse *grave* (quotidienne et empesée) n'a pu, osé ou voulu insérer mon double réquisitoire contre le clérical M. Ducpétiaux et le libéral M. Tesch, convaincus l'un de corruption ou complicité de corruption, l'autre de préculat et de pot de vin.

Nulle part je n'ai pu obtenir la constatation seulement d'un refus d'insertion.

J'espère, dans l'intérêt de la vindicte sociale, suspendue en faveur des prévaricateurs de haute futaie, trouver une impartiale hospitalité dans la presse de *bas étage* (hebdomadaire) également indépendante de Tartufe et de Macaire.

Ce terme de *bas étage* est une plaisante expression de M. Frère Orban (né dans un *rez-de-chaussée*) pour distinguer les journaux qui éveillent leurs lecteurs une fois par semaine de ceux qui les endorment tous les jours.

Mais encore ce dédain des couches inférieures de la société me paraît-il peu séant chez un fils de portier, qui se vante de ne pas avoir été *hercé sur les genoux d'une duchesse*.

Légitime orgueil, assurément, chez un homme qui a fait son chemin par lui-même, mais qui, par cela même, devrait moins dédaigner les écrivains qui n'ont à demander pour vivre ni les subsides du cardinal-archevêque, ni ceux du grand-orient.

Si je m'adresse au *Prolétaire*, de préférence à tout autre, c'est que la franchise de ses allures est assez connue et que sa rédaction ne reculera pas devant les tracasseries qu'on pourrait lui susciter, bien qu'assurant sous mon pseudonyme fort transparent toutes les conséquences d'un procès que MM. Ducpé-

tiaux et Tesch seraient assez imprudents pour m'intenter.

Ceci, dit, il me reste à formuler en bien peu de mots mes accusations contre MM. Ducpétiaux et Tesch, en réservant les développements pour la nécessité éventuelle d'une défense devant le jury.

Par leurs propres aveux, MM. Tesch et Ducpétiaux sont convaincus :

Le premier, d'avoir commis, de complicité avec Sir William Magnay, lord maire dégradé de Londres, et trois autres financiers anglais, des malversations plus sérieuses que celles de M. Teste, ministre de Louis-Philippe, condamné sous son règne avec MM. Pellaprat et Parmentier, à plusieurs années de réclusion.

Le second, d'avoir abusé de ses fonctions salariées par l'Etat, en fermant complaisamment les yeux sur les attentats d'immondes scélérats envers de malheureux enfants dont ils étaient les tuteurs naturels et officiels, par honneur et par devoir.

VINDEX.

L'auteur de cette lettre écrivait il y a quelque temps dans le *Beffroi*, que le *Prolétaire* inspiré par les régénérateurs Edgar Quinet, Felix Pyat, etc. faisait le même office que le *Bien Public*, en provoquant au *renversement de la constitution Belge*, moyen infaillible d'amener chez nous nos voisins du Sud pour nous mettre d'accord en nous muselant tous.

« Il est bon, disait-il, il est instructif pour tous, que ces *hideuses* doctrines soient exposées au grand jour. Les *flétrir* c'est dégager la solidarité de la vraie religion, du vrai libéralisme. »

Ce citoyen aura sans doute reconnu depuis, que le *Prolétaire* n'est inspiré par aucune coterie, et que les idées révolutionnaires qui y sont émises ne sont pas aussi *hideuses* qu'il s'est complu à l'écrire il y a un an à peine.

Note de la rédaction.

Chronique judiciaire.

L'affaire des ouvriers cigariers, accusés du délit de coalition, vient d'avoir son dénouement devant le tribunal correctionnel d'Anvers.

Deux de ces ouvriers ont été condamnés à 45 jours d'emprisonnement, à 50 francs d'amende, d'autres à 25 fr. d'amende et tous solidairement aux frais.

Dans notre prochain numéro, nous traiterons la question des coalitions, question qui prend actuellement une si grande importance.—Nous reviendrons en même temps sur l'affaire d'Anvers.

Contraste.

Bien que peu avancé dans la saison, l'hiver par sa rigueur est encore venu ajouter aux privations dont souffrent déjà tant de prolétaires, de qui le froid arrête les travaux et leur impose le chômage.

Pour le monde bourgeois et aristocratique au contraire, c'est l'époque où les fêtes se succèdent sans interruption; et tandis que la misère et la faim établissent domicile dans la demeure du travailleur, de l'homme utile, les plaisirs abondent chez les exploités et les oisifs improductifs dont la mission ici bas consiste à dévorer les produits dûs aux efforts constants de ceux qui n'en consomment presque pas.

Pour comble d'ironie, les *grands* journaux sont remplis des comptes-rendu des fêtes où le riche s'amuse et danse au profit du malheureux, et cherchent à prouver que les *classes élevées* com-

patissent vivement aux maux des *classes infimes* et sont animées à leur égard de sentiments charitables, parce que quelques miettes du festin tombent de leurs tables somptueuses pour tromper la faim de quelques malheureux.

N'est-ce pas une amère dérision ?

Société d'affranchissement.

Le comité a l'honneur de prévenir les membres de l'association, que l'assemblée générale annuelle aura lieu le lundi 9 janvier, à 8 1/2 heures du soir, dans son local, au *petit lion blanc*, rue du Singe.

Le secrétaire,
PELLERING.

L'enquête

Les débats relatifs à l'enquête ordonnée par la majorité libérale sont enfin clos. Après une longue suite de discussions qui promettaient de se prolonger tout le cours de la session, nos honorables ont prononcé l'annulation des élections de l'arrondissement de Louvain, pour cause de corruption.

Est-ce à dire que c'est d'aujourd'hui seulement que les moyens employés, les influences mises en jeu, signalés par l'enquête, sont mis en œuvre ?

Evidemment non.

Mais la mise en pratique de ces moyens de corruption s'est produite d'une façon si scandaleuse, la pression exercée par le confessionnal sur les électeurs est si patente, qu'il a bien fallu faire un exemple et passer outre malgré les récriminations des cléricaux, démontrant que leurs adversaires usent aussi, eux, de moyens d'influence, que la loi électorale réprouve.

On parle de nous faire de nouvelles lois pour prévenir les abus qui se commettent en matière électorale, afin de rendre à la représentation nationale le respect, la considération nécessaire, le prestige nécessaire, à ceux qui tiennent en main les destinées du pays.

Vaines précautions. Le mal est dans l'essence même du régime représentatif, système corrupteur par excellence, n'importe de quel degré se compose le nombre des électeurs appelés à former la représentation et à faire partie du *souverain*.

Le système représentatif, de même que la papauté à fait son temps. Nous ne sommes plus à l'époque des délégations de pouvoirs; et tout ce qui est tenté pour raffermir l'échaffaudage branlant de l'*autorité* ne fait que hâter sa chute, en ouvrant les yeux aux trop crédules populations qui, jusqu'à ce jour, s'étaient soumis à ses décrets sans examen.

Vous avez beau faire, vous n'arrêterez point les progrès du ver rongeur qui mine vos institutions; et les remèdes que vous y appliquez ne sont que des remèdes empiriques. Le jour n'est pas loin où le prolétariat fondera la liberté sur les ruines de vos institutions basées sur le privilège et la corruption.

Coup d'œil sur la situation politique.

Le temporel et le spirituel sont en lutte. Au moment où l'on supposait que les affaires d'Italie allaient être réglées selon le vœu de l'Autriche, et

que les décisions à prendre seraient favorables à Pie IX, en ce qui concerne son pouvoir temporel, voilà qu'une brochure, émanant de la même source que celles publiées lors de la guerre d'Italie vient remettre tout en question.

C'est là une de ces surprises comme la glorieuse Majeste sait en faire et comme elle en a tant procuré depuis que la divine providence la prise par la main pour faire le bonheur de la France. Et puis, on a beau s'appeler Bonaparte, compter les journées de décembre au nombre de ses états de service; se trouver le maître absolu des destinées de 36 millions d'hommes; avoir toujours à sa disposition un demi million de bayonnettes etc., il faut bien un peu compter avec l'esprit de son siècle. Afin de prouver à ceux qui avaient eu foi dans les promesses faites avant la guerre, et qui croyaient voir bientôt l'Italie « libre jusqu'à l'Adriatique; » il faut prouver que le sang versé à Solferino, n'a pas coulé en pure perte.

Les conclusions de cette brochure sont que, afin que le pape puisse conserver intacte la souveraineté temporelle, il doit abandonner ce que l'on appelle le domaine de Saint-Pierre et ne conserver que la ville de Rome.

Qu'on en juge par les extraits suivants :

« Le pouvoir temporel du Pape est-il nécessaire à l'exercice de son pouvoir spirituel? La doctrine catholique et la raison politique sont ici d'accord pour répondre affirmativement. Au point de vue religieux, il est essentiel que le Pape soit souverain. Au point de vue politique, il est nécessaire que le chef de deux cents millions de catholiques n'appartienne à personne, qu'il ne soit subordonné à aucune puissance, et que la main auguste qui gouverne les âmes, n'étant liée par aucune dépendance, puisse s'élever au-dessus de toutes les passions humaines.

En résumé, il y aura en Europe un peuple qui aura à sa tête moins un roi qu'un père, et dont les droits seront plutôt garantis par le cœur de son souverain que par l'autorité des lois et institutions. Ce peuple n'aura pas de représentation nationale, pas d'armée, pas de presse, pas de magistrature. Toute sa vie publique sera concentrée dans son organisation municipale.

Si les sujets du Pape sont soustraits à l'activité de la vie politique, ils en seront dédommagés d'un autre côté par une administration toute paternelle, par des exceptions d'impôts, par la grandeur morale de leur patrie, qui est le centre de la foi catholique, et par la présence d'une cour dont l'éclat, nécessaire à la double majesté du Pontife et du prince, sera entretenu au moyen de tributs que payeront généreusement les puissances catholiques de l'Europe. Ces compensations ont bien quelque valeur, et après tout, sous un pareil régime, avec de tels avantages et avec de grands Papes, comme il y en a eu dans l'histoire, il y aura toujours de l'honneur à se dire citoyen romain — *civis romanus*.

La Romagne est séparée de fait, depuis quelques mois, de l'autorité du Pape. Elle a vécu sous un gouvernement provisoire. Elle est administrée aujourd'hui par un gouverneur dont les pouvoirs s'étendent sur tous les Etats de l'Italie centrale. Ainsi cette séparation a pour elle l'autorité du fait accompli.

Faut-il rendre la Romagne au Pape?

Pour résoudre cette question, nous ne voulons que consulter l'intérêt de la Papauté. Comme nous l'avons dit déjà, c'est en catholique que nous écrivons, et nous cherchons uniquement ce qui peut profiter à l'Eglise et assurer à son auguste chef la sécurité et la grandeur que la France, plus que toute autre nation, est tenue de lui donner.

Ainsi, nous n'avons point à nous préoccuper ici de l'intérêt des populations des Romagnes, du droit qu'elles peuvent avoir de se donner un autre gouvernement, des plaintes qu'elles élèvent contre l'administration pontificale, de la sincérité plus ou moins sérieuse des votes qui ont prononcé l'annexion au Piémont. — Cela

n'est pas de notre sujet. Est-il utile, oui ou non, à la gloire de l'église, à l'autorité de son chef, que la Romagne soit rendue au patrimoine de saint-Pierre? Voilà seulement ce que nous avons à examiner.

L'importance du Pape ne se constate pas par les 21 provinces qu'il possède aujourd'hui. Bologne, Ancône et Ravenne, séparées de Rome par une chaîne de montagnes, le caractère de ses habitants et les souvenirs historiques n'ajoutent rien à l'éclat et à la puissance du Saint-Siège. Le Pape, trônant à Rome et siégeant au Vatican, est ce qui frappe le monde. On aperçoit à peine le souverain des Etats romains.

Toutefois, nous en convenons, si la Romagne appartenait librement au Pape par l'adhésion, la confiance et l'attachement des populations, comme elles lui appartiennent par le droit de l'histoire et des traités, elle ne pourrait être considérée comme un embarras pour lui. Les faits prouvent qu'il n'en est pas ainsi. — Depuis les traités de 1815, cette partie des Etats de l'Eglise n'a pas subi moins de vingt années d'occupation autrichienne. L'Autriche était encore à Bologne, lorsque le drapeau de la France a paru sur les Alpes. C'est sa retraite qui a entraîné le départ du légat et le renversement de l'autorité pontificale. Sans elle, cette autorité ne peut ni se relever, ni se maintenir. Tout cela est malheureusement d'une évidence incontestable.

En rendant les Romagnes au Saint-Père, on ne lui donnerait donc pas des sujets respectueux, soumis et dévoués, prêts à s'incliner sous sa main. On ne lui donnerait que des ennemis de son pouvoir, décidés à lui résister et que la force seule pourrait contenir. Qu'y gagnerait l'Eglise? Elle serait obligée de voir des fils infidèles dans des sujets rebelles et d'excommunier ceux qu'elle devrait frapper! Pour rester souveraine, elle devrait renoncer peut-être à son plus beau titre, à celui de mère! Ce n'est pas ce qu'elle veut. Ce n'est pas ce que veulent les évêques et les catholiques. Une reprise de possession qui s'achèterait par de tels sacrifices serait un désastre et non en triomphe. Pour quelques centaines de mille habitants qu'elle rendrait à l'autorité temporelle du Pape, elle porterait à son autorité spirituelle une atteinte dont la protection de Dieu et la sagesse de l'Europe sauront la préserver... »

On ne peut pas prier plus poliment, mais en joindre d'une façon plus impérative à Sa Sainteté d'avoir à vider les lieux.

Aussi, grand émoi dans tout l'épiscopat à l'apparition de cet ouvrage publié sous les auspices du gouvernement de Bonaparte.

Les journaux ultramontains ont protesté; l'*Univers* a écrit les lignes suivantes :

« L'importance de cet écrit, dit-il, ne consiste pas dans la force intrinsèque et dans la nouveauté des raisons qu'il expose. Si ces raisons peuvent être soumises à la discussion, elles n'y résisteront pas : l'histoire, le droit des peuples chrétiens, l'honneur des couronnes, les repoussent également. S'il est arrêté qu'elles domineront dans le Congrès, nous sommes à la veille des plus grands et des plus redoutables événements que puissent voir les hommes, et le XIX^e siècle léguera de longues épouvantes à la postérité. »

Puis, une adresse au Pape, insérée dans le même journal et signée Veuillot, a été l'objet d'un avertissement à l'*Univers*.

Le légat a fait des démarches au ministère des affaires étrangères pour obtenir un désaveu, en déclarant que le gouvernement papal ne prendrait point part au futur Congrès, si le gouvernement français ne répudie point cette publication. Jusqu'à présent, il n'a pu l'obtenir.

Voici maintenant dans quels termes proteste M. Dupanloup, évêque d'Orléans :

Vous croyez le Pape vaincu, parce que depuis trois mois on a fait se révolter contre lui ces provinces? Vos

pensées sont courtes et, permettez-moi de vous le dire, vos prévoyances grossières. Nous ne nous rendons pas si vite. Les Papes en ont bien vu d'autres et tiennent encore. Vous croyez le Pape ruiné, parce les révolutionnaires, après avoir ajouté à toutes ses charges, déclarent ses finances en mauvais état; en conséquence, vous lui offrez une pension alimentaire. Eh bien, non ce n'est pas de vos mains qu'il la recevra; un jour peut-être, vous lui reprocheriez vos bienfaits, ou vous les lui feriez payer trop cher.

Une aumône! Ah! si le Père des fidèles doit en être réduit à il la recevra plus noblement de la main des pauvres que de vous. Cinq cents évêques, qui dans le monde entier, ont fait pour lui entendre leurs voix, recueilleraient encore au besoin l'antique denier de Saint-Pierre; et le monde catholique lui donnerait même des soldats, s'il le fallait.

Croyez-vous donc que le sang chrétien ait oublié de couler dans nos veines, et que nos cœurs ne battent plus dans nos poitrines? Prenez-y garde : vous finirez par vous blessez, je ne sais si nous avons besoin d'être réveillés, mais vous réussissez à merveille à nous ouvrir les yeux.

Quoiqu'il en soit, nous attendons et nous prions; pleins d'amertumes, voyant tout ce que les hommes préparent, pleins de confiance, sachant ce que peut la Providence.

Ce matin, mon ami, saint jour de la naissance du Sauveur du monde dans une étable, tandis que je méditais ces tristes choses, j'entendais des voix innocentes et pleines de vie redire dans une cathédrale : *gloria in excelsis Deo*; et je me disais avec joie; cela se chantera toujours sur terre; mais à ces paroles : *Et in terra pax hominibus bonæ voluntatis*, je me disais avec douleur : les hommes n'ont pas la paix, et ne la donnent pas, parce qu'ils ne sont pas des hommes de bonne volonté; daigne le ciel la leur donner, et avec elle courage d'accomplir l'œuvre de Dieu, et leur propre destinée.

C'est assez mon ami, sur cette brochure, mais en finissant, je demanderai à l'auteur, s'il le permet, de se faire connaître tout à fait. On n'écrit pas de telles pages sans dire son nom; on n'essaie pas de telles entreprises sans lever son masque. Il faut un visage ici, il faut des yeux dont on puisse connaître le regard, un homme enfin à qui on puisse demander compte de ces paroles.

Orléans, 25 décembre 1859.

On comprendra que les autres questions à l'ordre du jour dans le domaine politique, s'effacent devant l'importance de celle soulevée par Bonaparte relativement à la papauté, et quels en peuvent être les résultats.

Allons, messieurs les despotes, vous marchez bien; continuez à vous démolir mutuellement, et soyez vous-même les instruments de votre dégringolade prochaine.

LE LIBERTAIRE,

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL,

Publié à New-York,

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au *Libertaire* se font, — non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros. — Prix de 5 numéros 1 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du *Prolétaire*.

LE PROLÉTAIRE

Abonnement :

Plus de Privilège.

Tout par le travail.

Pour la province :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an 2 fr. 00

Six mois 1 » 00

Trois mois 0 » 50

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

Un an 3 fr. 00

Six mois 1 » 50

Trois mois 0 » 80

Pour la Suisse et l'Angleterre,
5 francs par an.

LE JOURNAL

est expédié franco

Par la poste.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Bishop's head Court Gray's Inn lane Holborn.

MM. les abonnés de la province
peuvent en envoyer
le montant en timbres postes.

AVIS.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Prolétaire* doivent être expédiés franco, Rue de Middeleer, 18, chez le citoyen Coulon.

Nous prions nos confrères d'envoyer désormais les journaux à la nouvelle adresse ci-dessus indiquée.

Bruxelles, 5 Février 1860.

On nous communique la pièce suivante avec prière d'insertion.

Nous ne pouvons qu'applaudir à la résolution prise par les prolétaires d'exposer au public leur sentiment sur la question qui agite les ouvriers, et aux idées émises dans cet appel au bon sens de leurs frères.

Aux ouvriers.

Camarades!

Il est certaines époques dans la vie des peuples où toute action, tout mouvement, acquièrent une importance d'autant plus grande pour l'avenir, que l'objet qui motivé cette action, qui détermine ce mouvement, se trouve plus en évidence et de façon à frapper tous les regards.

Nous sommes à une de ces époques. — Une transformation de la société est imminente. — Le vieux monde agonise. — La société privilégiée succombe écrasée sous le poids de ses iniquités.

Le prolétariat, lui, pauvre Lazare, attend avec anxiété l'heure qui sonnera sa résurrection et le rendra à la liberté.

Nos maîtres ne l'ignorent pas, eux.

Et c'est précisément ce moment que l'on choisit pour opérer une diversion dans les idées, en provoquant un pétitionnement contre les articles du code pénal qui frappent l'ouvrier lorsqu'il refuse le travail sous certaines conditions.

Nous considérons comme un devoir de vous dire : prenez garde à vous!

Camarades, en nous adressant à vous, nous venons faire appel à votre raison, à votre jugement, pour leur soumettre les motifs pour lesquels nous ne partagerons point l'avis de ceux qui font tant de vacarme pour obtenir des signatures, aux pétitions demandant aux chambres l'abrogation des articles de lois sur les coalitions.

Nous avons l'intime conviction d'être compris par le plus grand nombre parmi les prolétaires à qui le bon sens fera découvrir le piège qui leur est tendu.

En effet, quel bien peut-il résulter pour le prolétariat de ce mouvement, à qui l'on cherche à donner de grandes proportions, à grands renforts de meetings et d'articles de journaux.

Aucun, évidemment.

« Ces articles de lois qui empêchent le travailleur de disposer de ses bras comme il lui plaît sont iniques, odieux; ils ne sont plus en rapport avec les progrès de la civilisation moderne, disent les agitateurs. »

Sans aucun doute ils sont odieux; nous ne l'ignorons pas. — Mais sont-ils plus iniques, plus odieux que les milliers d'autres articles dont sont émaillés les cinq codes — monuments monstrueux — qui consacrent notre état d'infériorité, de misère, de servitude, et qui nous mettent à la merci des castes privilégiées.

D'ailleurs, en admettant la réalisation des vœux des pétitionnaires, — ce qui est fort douteux — en serons-nous moins désarmés devant les exigences du capital? La lutte entre le producteur et l'exploitant aura-t-elle cessé? Ne devons-nous pas toujours subir les conditions imposées par le coffre-fort, par le détenteur de l'instrument de travail?

Que les promoteurs répondent à ces questions; qu'ils nous démontrent, — et quelque soit le résultat de leur entreprise, — ce que le prolétariat belge aura conquis à la suite de cette agitation et des espérances trompeuses qu'ils lui suggèrent.

C'est toujours ça de gagné, pourront-ils dire.

Ecoutez, camarades :

Il est un pays, l'Angleterre, dont on vante beaucoup les institutions; là, il est vrai, aucune entrave n'est apportée aux coalitions d'ouvriers; ils sont libres de quitter les ateliers quand c'est leur bon plaisir; là encore, les différents qui surgissent entre les patrons et leurs employés sont presque toujours réglés à l'avantage de ces derniers. Hé bien! la condition des prolétaires anglais est-elle moins misérable que la nôtre? Récemment encore, une grève qui avait pris au début des proportions formidables (celle des ouvriers en bâtiments) n'a-t-elle pas dû cesser parce que les fonds manquaient? Et les ouvriers qui avaient quitté les travaux, n'ont-ils pas été forcés de les reprendre en s'en remettant à la « GÉNÉROSITÉ DE LEURS EXPLOITEURS? »

Et il n'en saurait être autrement. Entre le prolétariat et la classe des exploités, la lutte sur le terrain légal ne peut tourner qu'à l'avantage de ces derniers.

Ces choses sont connues de tout le monde, or, sachant parfaitement qu'il ne peut en résulter

que d'immenses déceptions pour les travailleurs, quel motif peut donc pousser les *faiseurs* à battre la grosse caisse pour recueillir des signatures?

Quel motif? il est bien facile à saisir. Par la rapidité avec laquelle se répandent aujourd'hui les idées rénovatrices, elles se sont fait jour dans le prolétariat. De toute part, les travailleurs sentent le besoin de se rapprocher afin de se communiquer leurs aspirations; vite les so-disants *hommes de progrès*, de se fauffer pour régler et diriger à leur gré le mouvement qui se fait dans les idées. Ils ont trouvé pour complices quelques vanités boursoufflées, comme il s'en rencontre parmi les ouvriers *intelligents, honnêtes ET SURTOUT TRÈS-MODÉRÉS*: imbéciles plus bourgeois que les bourgeois, et qui servent d'instrument aux vues ambitieuses des *habiles* qui, eux, ne veulent, en définitive, que le maintien de ce qui existe sous un autre nom; coureurs de popularité qui, dans la prévision d'un changement prochain dans les sphères gouvernementales, se disposent à escalader le pouvoir pour se vautrer dans ses moëlleux fauteuils, et se déclarent tous prêts à se *dévouer* pour *sauver* le prolétariat. En attendant et — pour que le peuple n'en perde pas l'habitude, — le convient à aller s'incliner respectueusement devant les hommes du gouvernement, afin qu'ils daignent prendre en sérieuse considération les vœux de leurs *très-humbles et très-obéissants serviteurs!*

Méfiez-vous! méfiez-vous, camarades, de ces hommes qui font de l'agitation *quand même*. Toute leur propagande se borne à faire des mécontents; quand à travailler à former des citoyens, à faire des hommes libres, des champions de l'égalité, ils s'en gardent bien; ce n'est point cela qu'ils veulent. Ce qu'il leur faut c'est que le prolétariat reste, comme par le passé, un troupeau de brebis qu'ils puissent faire mouvoir à volonté.

Une dernière raison vous prouvera, plus que tout le reste, qu'elle importance vous devez attacher à cette question qui fait aujourd'hui l'objet de cette agitation chez nous, c'est que tous les journaux conservateurs, sans distinction de nuances, prônent le pétitionnement, et invitent la législature à abolir les articles du Code pénal qui ont trait aux coalitions.

Croyez-nous, occupez-vous de choses sérieuses. Au lieu de vous amuser à signer des pétitions qui ne peuvent produire que des résultats négatifs; car vous le savez, les gouvernements ont toujours en réserve, le cas échéant, quelques lois de *prud'hommes*, où quelque *caisse de retraite*, afin de

donner un semblant de satisfaction aux *légitimes* réclamations des masses, puis on s'empresse de faire ressortir leur *sollicitude paternelle* pour les *classes deshéritées*.

C'est ainsi que l'esclavage se perpétue; et à force d'entendre chanter, sur tous les tons et sur toutes les gammes que nous sommes libres, sous la constitution la plus libérale du continent, un certain nombre finissent par le croire, du moment qu'ils ont la faculté de former une société pour jouer aux *palets* ou au *valet de pique*.

Travailleurs !

Puisque vous avez commencé à discuter vos intérêts, au lieu de laisser à d'autres le soin de vous entretenir pendant des heures et de rester bouche close, provoquez donc la controverse; considérez comme ennemi quiconque refuse la discussion; posez vous-même des questions de principes; discutez-les; de cette manière, vous pourrez vous éclairer, vous préparer à régler plus tard vos affaires sans intermédiaire, et à jouir de la *vraie* liberté qui, seule peut faire de nous tous des hommes, tandis que nous ne sommes aujourd'hui que des machines, tout au plus bonnes à produire pour engraisser les fainéants.

Un meeting aura lieu lundi 6 février, à 6 heures du soir, à la salle *Navalorama*, rue des Brigittines, afin de développer les motifs que nous n'avons pu qu'indiquer ici.

Des ouvriers.

En avant! marchez donc! messieurs les grands, les plus puissants économistes, messieurs aux idées napoléoniennes.

Après ce progrès, il n'en est plus qu'un, et il faudra que la France y passe; il faudra que le bourgeois le plus bourgeois, se lève à la diane, endosse l'uniforme de son grade, déjeune à la cantine, fonctionne en tout par exercices réglés jusqu'à l'heure de la retraite.

Vous teniez la fortune, messieurs du protectionisme; cette fortune, quoi qu'à vos yeux, elle vous fut propre et complètement personnelle, se paraît néanmoins hypocritement dans vos brochures, dans vos traités, dans vos discours, dans vos rapports officieux et officiels, académiques ou non académiques, de *richesse générale*. Jongleurs du parlementarisme, auteurs du code civil tant honoré, tant prôné, tant célébré comme monument de science du droit, de la famille, de l'ordre et de l'autorité, vous jouiez sur un calembourg, et vous avez dominé, conduit le monde avec ce jeu de mots, depuis les scènes d'opposition de 89 jusqu'aux séances et aux inspirations des grands révolutionnaires, de 92 et de 93; à plus forte raison de 1830 et de cette triste et douloureuse expérience de 1848 jusqu'à 1852. C'est ce même jeu de mots, cette même perfidie de cette même équivoque, qui fait éternellement les frais de notre parlementarisme et de nos meetings économistes.

Mais enfin, les grands inventeurs de cet éclectisme économique, — né des théories saint-simoniennes, phalantériennes, proudhoniennes et autres, — qui se nomment fastueusement *idées napoléoniennes*, vont entrer en pratique sur une de leurs assises, le *libre échange*. Cette œuvre vient au besoin exciter l'espoir et le courage du prolétariat,

qui ne suit et ne voit comme guide, vers sa vie complète, que cette force irrésistible, cette aspiration, le vœu de commandement de la nature, l'amour de la liberté; non pas celle de l'échange plus que le protectionisme, mais la liberté de toutes les forces humaines naturelles, et comme moyen unique de la conquérir, la révolution.

O! Cobden, le plus spirituel, le plus fin, le plus prudent, le plus rusé, véritable Ulysse des anglais, tu triomphes! La Grande Bretagne te doit et tu auras des autels; tu as vaincu le puissant protectionisme français. La révolution prolétarienne te devra à son tour quelque chose; si l'un de ses premiers actes ne devait pas être l'abolition de l'eau bénite, elle t'en inonderait; tu viens d'ébranler un des obstacles qui gênaient sa marche.

Mais en quoi, mais comment pourrait-on dire?

La réponse est facile: la constitution française de 48 a été violée; un serment solennel a été jeté aux balayures; les citoyens ont été violentés, transportés, livrés aux excès climatériques des régions tropicales, à la fièvre jaune, à la souffrance, à la mort. — Les industries, les fonctions, les offices, propriétés privées suivant ce qui se nomme droit commun, civil et militaire, ont été confisqués; les propriétés immobilières, que le même droit, le code civil consacrent, ont été confisquées et vendues; le contrat de rente sur l'Etat, n'a pu prévaloir contre le caprice d'abaisser le taux de cette rente; la puissance judiciaire a été atteinte dans son bien le plus cher, l'immovibilité. La papauté, cette institution suprême, la plus immédiatement divine, au dire des théologiens, est traitée ni plus ni moins qu'une servante mercenaire qu'on relègue à la basse cour; cette banque hypothécaire, ou crédit foncier, malgré l'appui que prêtaient à cette conception économique, des hommes qui se croyaient des progressistes habiles, mais que l'usurier n'a jamais tenue pour œuvre sérieuse, le crédit foncier, disons-nous, n'est qu'une baliverne, utile seulement à l'administration rongeuse, créée pour le gérer; l'équilibre des budgets ordinaires, 1800 millions de dépense et 1803 millions de recette, ne sont plus qu'une dérision, dure pour la France et inquiétante pour ceux qui mangent au ratelier de l'Etat; les amis de l'ordre qui se consolaient en s'enrichissant du travail du prolétaire, dansaient, buvaient, se gaudissaient à ses dépens, en applaudissant aux faits et gestes gouvernementaux, pourvu que la protection demeurât intacte, sont à leur tour atteints dans leur plus chère préoccupation; ils s'agitent, se réunissent, pétitionnent, rappellent des promesses que l'on méconnaît; ils essayent un peu de colère; qui sait! Mais, messieurs, leur répond-on, vous n'êtes que des mandrins, des vieux! L'enquête est close, et silence dans les rangs!

Et la farce est jouée.

La morale de tout ceci: c'est que vraiment ce respect millénaire pour certaines institutions, le droit civil de propriété privée, la papauté; le respect séculaire pour d'autres, n'étaient qu'une naïveté, ou mieux qu'une naïserie pour quelques économistes et croyants, et une hypocrisie effrontée et cynique pour le plus grand nombre, dans lequel se classent les théoriciens de la science sociale et du progrès.

La cause de notre joie de l'institution du *libre échange*, c'est que bientôt, comme les prétendus

progrès, ses devanciers, il ne sera plus vu que comme une ordure et jeté à l'égout; on ne nous le présentera plus comme une terre promise, et bon nombre de prolétaires auront cessé d'être des dupes, en cessant d'y croire.

Mais ne nous bornons pas à affirmer; examinons.

Le *libre échange* va-t-il ou peut-il diminuer ou supprimer, pour la propriété immobilière, le morcellement, la dette hypothécaire, les procès, la saisie, l'expropriation? Evidemment non. Pour le boutiquier, le loyer, la traite, le protêt, le jugement et la faillite? Non.

Pour le contribuable, le commandement, la saisie et la vente du mobilier? Non.

Modifiera-t-il le principe du libéralisme, soi-disant jeune, prêchant le crédit à bon marché aux niais qu'il séduit par son langage, que le prêt d'argent est un service rendu, qui autorise soit le prêteur, soit l'usurier, à mettre à ce service un prix arbitraire ou même limité? Non, toujours non.

Le *libre échange* donnera-t-il au prolétaire l'instruction de son choix et le bien-être matériel en nourriture, vêtement, logement et chauffage, aussi bien qu'un travail approprié à ses forces et à ses tendances. Non, toujours et nécessairement non.

Mais quel peut donc être son bon côté?

C'est celui d'une étape fournie dans la voie des désillusions, au terme de laquelle est la liberté, et avant la liberté, une révolution qui en finisse avec les théories de toutes sortes.

Le drame se déroule, il n'y a plus longtemps à attendre pour voir du nouveau.

Nous recevons la lettre suivante:

Citoyen rédacteur,

Vous m'obligeriez en donnant place dans les colonnes du *Prolétaire*, à la lettre ci-jointe adressée au *Bien-être social*.

Salut fraternel,

P. KEVELS.

Au rédacteur du *Bien-être social*.

Citoyen,

Dans votre numéro du 29 janvier, on lit:

L'Affranchissement a organisé dans son local des assemblées où le travailleur est éclairé sur tous les points qui intéressent son avenir, et où des hommes chaleureux et convaincus leur indiquent GRATIS et ce qu'ils sont dans la société et ce qu'ils sont appelés à y devenir.

Vous avez, sans aucun doute, citoyen, dû croire que votre assertion était conforme à la vérité; il n'en est rien pourtant, et je regrette qu'on vous ait si mal renseigné au sujet de notre association.

Chez nous, personne ne vient « éclairer le travailleur », il s'éclaire lui-même; aucun hotame « chaleureux et convaincu » ne vient nous « indiquer GRATIS » ce que nous sommes et ce que nous devons être dans l'avenir. Nous nous chargeons de nous enseigner cela nous même et réciproquement.

Que Messieurs les marchands d'orviétan politique aiment à discourir au milieu de la foule ébahie et silencieuse, sur des idées qu'ils ne comprennent pas eux-mêmes, c'est-à-dire sur la pratique de la liberté; de la part de ces aspirants au professorat démocratique, nous le comprenons; mais que nous consentions, nous, à jouer le rôle de comparses dans ces parades politico-burlesques, c'est autre chose.

Pour tout dire en un mot, citoyen, dans la société d'*Affranchissement*, il n'y a pas de cathégorie; nous y

discutons des questions d'avenir, au point de vue le plus large et le plus radical; mais entre nous, librement et sans aucune espèce de contrainte; nous acceptons et provoquons même la discussion avec tous sans distinction; mais nous empresserions d'indiquer la porte à tout homme assez « *chaleureux*, » assez « *convaincu* » pour venir nous débiter « *GRATIS* » des fleurs de rhétorique.

Telles sont, citoyen rédacteur, les quelques réflexions que j'ai cru devoir vous soumettre, au nom de la société d'*Affranchissement*. Je compte que vous ne vous refuserez pas à leur donner place dans votre prochain numéro.

Dans cette attente, veuillez agréer mes sincères salutations,

P. KEVELS.

Bruxelles, 3 février 1860.

Voici un fait entre mille autres qui prouve que l'autorité, de quelque nom qu'on la pare, théocratie, monarchie ou république, ne peut produire que le mal.

Les journaux américains publient dans une correspondance les faits suivants :

Par suite d'une décision prise récemment par le maître général des postes des Etats-Unis, tous les documents « incendiaires » (c'est-à-dire contre l'esclavage) peuvent être arrêtés par les directeurs des bureaux de postes dans les Etats à esclaves. Un directeur de postes dans l'Etat de la Virginie a donc refusé de remettre les numéros du *New-York Tribune* aux abonnés de ce journal; en même temps, il adressait à la rédaction la lettre suivante :

« Bureau de poste de Lynchburg, 2 décembre.

« Monsieur, j'ai l'honneur de vous informer qu'à l'avenir je ne distribuerai pas la *Tribune*, parce que je crois que cette feuille est de la nature des écrits incendiaires dont la circulation est contraire aux lois du pays et à la sécurité de la société. — Veuillez donc cesser de l'envoyer.

« Je suis avec respect,

« B.-H. CLASS. »

Le rédacteur, M. Greeley, a fait la réponse suivante :

« Monsieur, je prends la liberté de vous assurer que je n'en ferai rien. Les abonnés de la *Tribune* ont payé pour recevoir leur journal; nous avons pris l'argent et nous voulons le gagner conformément à nos engagements.

« Si les abonnés nous donnent l'ordre d'adresser leur journal à quelque autre bureau de poste, nous obéirons à leur requête, sinon nous continuerons à envoyer le journal à la destination qui nous a été indiquée. Si vous et vos employés volez ou détruisez le numéro de notre journal, c'est vous que cela regarde, ce n'est plus notre affaire. Si les lois de la Virginie ne punissent pas le vol, tant pis pour la Virginie et tant pis pour les abonnés volés.

« Si l'administration fédérale, dont vous êtes l'instrument, après avoir monopolisé le service des postes, devient complice d'un pillage de la malle, je présume que cet attentat devra être tranquillement enduré jusqu'à ce que des personnes plus honnêtes et moins serviles puissent être placées au pouvoir à Washington, ou jusqu'à ce que le peuple recouvre son droit de transporter ses lettres et ses journaux sans l'autorisation du gouvernement. Marchez en avant dans votre voie pleine de bassesse, moi je resterai fidèle à la liberté humaine et à la protection des droits naturels.

« Je suis avec froideur,

« HORACE GREELEY. »

Certes, tout homme de cœur, tout véritable ami de la liberté applaudira à l'énergique résolution de M. Greeley; mais que dire de cette ré-

publique américaine où peuvent se produire de semblables faits.

Allons, messieurs les républicains bourgeois, rouges ou bleus, messieurs les révolutionnaires gouvernementaux, venez encore nous prêcher les bontés du régime autoritaire et surtout, tâchez de nous persuader qu'entre la république et la monarchie, et aussi longtemps que le prolétariat sera à la merci de l'exploitation capitaliste, il y aura d'autre différence qu'un nom; et que là où règne la pièce de cent sous et le sabre, la liberté ne peut être autre chose qu'une affreuse blague.

Bibliographie.

Le titre de cet article paraîtra, sans doute, assez étrange à bon nombre de nos lecteurs, et nous le comprenons sans peine. Nous n'avons pas pour habitude, en effet, de nous amuser à ces balivernes pédagogiques, vrais délices des écrivains à creuses cervelles, qui consistent à épiloguer les phrases plus ou moins bien alignées d'un livre, afin de se passer ensuite la gérontocratie fantaisie d'en recommander ou d'en défendre la lecture au public. Non, nous laissons ce soin aux journaux « graves et sérieux, » à ceux qui tiennent avant tout à suivre les « saines traditions du journalisme. »

Nous qui n'avons et ne voulons avoir rien de commun avec cette ridicule façon d'agir, et qui tenons essentiellement à ne ressembler en rien à ce qu'on est convenu d'appeler « des journalistes, » nous nous bornerions, — si nous avions le temps de nous occuper de revues bibliographiques, — à mentionner le titre des ouvrages et en recommander indistinctement la lecture. Tous les livres sont bons à lire, dirions-nous à nos camarades; ceux-ci, parce qu'ils renferment de bonnes et excellentes choses, ceux-là, parce qu'ils ne renferment que des mauvaises. Les uns vous inspireront l'amour du beau, du vrai, du juste; les autres vous inspireront l'horreur du mensonge et de la perfidie, la haine des fripons et des intrigants : lisez, méditez, jugez tout, et votre bon sens éclairé par votre raison, saura bien distinguer l'ivraie du bon grain; et surtout repoussez comme vos bien cruels ennemis cette race bourgeoise, cette engence écrivassière et blagueuse, véritable plaie humaine qui vise à l'éternelle tâche de vous mesurer la nourriture intellectuelle, comme d'autres, hélas! vous mesurent la nourriture matérielle. C'est en exerçant son jugement au contact de toutes les lumières que le travailleur deviendra un homme véritablement libre et utile à la cause de ses frères.

Aujourd'hui, nous allons déroger à nos habitudes pour nous permettre quelques réflexions sur un livre qui nous est tombé sous la main, ayant pour titre : *Le livre de l'ouvrier*. Dire le Chenedolet qui en est l'auteur nous serait impossible; la seule chose que nous sachions, c'est qu'il est signé par M. J. Dauby, ouvrier typographe.

On a vraiment peine à croire qu'un ouvrier ait pu consentir à prêter son nom à un tel ouvrage, car il est impossible de rien produire d'aussi monstrueusement ridicule, d'aussi grossièrement bête. Que le lecteur en juge lui-même par les citations que nous en extrayons au hasard.

Mentionnons d'abord que l'auteur établit que l'ouvrier, « absorbé par l'incessant souci de pourvoir à ses besoins quotidiens, » ne peut rien pour

améliorer sa condition; que son salut repose dans les « généreux efforts des hommes éminents et bien placés pour apprécier ses véritables besoins, et qui ont fondé le congrès international de bienfaisance. »

Puis il continue en ces termes :

Page 7. « Ouvrier moi-même et appréciant toute l'importance de ces généreux efforts, j'ai cru de mon devoir d'y contribuer pour ma part.

« Cette résolution m'a inspiré l'idée d'un livre destiné à diriger l'ouvrier dans la voie féconde dont je viens de parler. »

Page 8. « Je crois superflu de faire remarquer qu'en l'écrivant je n'ai eu d'autre motif que le plaisir que l'on éprouve en faisant UNE BONNE ACTION. »

Page 12. « N'oubliez pas qu'en vous confiant le dépôt précieux d'une famille, Dieu vous a imposé l'obligation morale d'y veiller avec une constante sollicitude. »

Page 14. « Efforcez-vous donc de faire de vos fils des hommes vraiment utiles et actifs, de vos filles des compagnes d'ouvriers, capables d'inculquer à leur tour à leurs enfants les bons principes qui doivent assurer leur dignité et leur bien-être dans l'humble position où la Providence les a placés. »

Page 26. « En règle générale, soyez respectueux et obéissants envers vos supérieurs. Ne tournez jamais en plaisanteries les ordres ou les conseils que vous pourriez recevoir. »

Des droits et des devoirs de l'ouvrier.

Page 32. « En même temps qu'il a des droits à revendiquer, l'ouvrier a aussi des devoirs à remplir :

1° « Non-seulement ne point nuire, mais encore être utile aux autres. — Voilà le devoir.

2° « Empêcher que les autres ne nous nuisent et s'efforcer de nous les rendre utiles. — Voilà le droit. »

Page 36. « Les devoirs des ouvriers correspondent aux droits des patrons, et les devoirs de ceux-ci sont corrélatifs des droits des ouvriers.

1° « Pour l'ouvrier :

« Il doit obéissance aux ordres de son maître. Il lui doit le respect; ce respect il le manifestera, non-seulement à lui-même, MAIS ENCORE A SA FAMILLE ET A SES PRATIQUES. »

Page 37. « Il ne doit point s'ériger en censeur de la conduite ni des actes de son patron. »

Page 39. « Pour le patron :

« Ne jamais souffrir que les ouvriers méconnaissent son autorité. Dans l'intérêt même de ceux-ci il ne doit pas hésiter à renvoyer ceux qui se permettraient quelque infraction à cet égard. »

Page 42. « L'homme est né pour vivre en société. Or, la société n'est possible que sous un gouvernement quelconque, tout comme l'atelier ne saurait exister sans une direction, sans un maître, tout comme la famille ne saurait se maintenir sans un chef. »

« Il y a trois formes de gouvernement : la monarchie absolue, la république et la monarchie constitutionnelle. C'est cette dernière, réunissant les avantages sans avoir les inconvénients des deux autres, qui a été sagement adoptée par notre patrie. »

Page 43. « Cette incontestable nécessité d'un gouvernement pour régir les hommes étant ainsi reconnu, dans quelle condition pourra-t-il subsister ?

« Pour vous protéger, pour vous garantir une sécurité complète, pour sauvegarder enfin votre honneur et votre bien, il lui faut :

« 1° LE RESPECT ET L'OBÉISSANCE. — 2° LA FORCE. — 3° LE POUVOIR. — 4° LES MOYENS. Or, les quatre conditions indispensables à l'existence de l'Etat, embrassent en même temps les principaux devoirs du citoyen. C'est le cas de répéter ce que nous avons déjà dit de l'ordre social : Il n'y a pas de droits politiques sans devoirs correspondants. »

« Pourriez-vous exiger que votre ménagère vous soignât, préparât vos aliments et entretint vos vêtements, si vous ne lui rapportiez pas votre salaire quotidien? Evidemment non! »

Page 44. « Eh bien ! il serait tout aussi injuste, tout aussi impossible de vouloir que le gouvernement GARANTIT VOTRE LIBERTÉ ET VOTRE EXISTENCE, ÉTENDIT SA PROTECTION SUR VOUS ET SUR VOS FAMILLES, SANS lui donner en retour le tribut de votre reconnaissance et de votre gratitude. »

Page 45. « Mais pour pouvoir exercer avec fruit son AUTORITÉ PATERNELLE, il lui faut l'ordre et la sécurité, l'obéissance aux lois et aux règlements qu'il établit dans l'intérêt de tous. »

Si après une aussi intelligente définition des droits et des devoirs, les prolétaires ne sont pas contents, ils sont bigrement difficiles.

L'auteur, après avoir consacré deux chapitres à recommander aux travailleurs d'observer le silence le plus absolu pendant les heures de travail, après avoir vanté les efforts des fondateurs du congrès international de bienfaisance établi à Bruxelles en 1856, s'écrie en parlant de Mrs Dupétioux et compagnie :

« Je crois me faire l'interprète des sentiments des ouvriers de toutes les industries, en exprimant notre profonde gratitude pour les GÉNÉREUX ET FÉCONDS EFFORTS DE CES HOMMES DE BIEN. »

Puis il ajoute :

« L'ouvrier absorbé par son labeur quotidien est par lui-même impuissant à s'en occuper; il ne peut contribuer à assurer l'efficacité des mesures qui sont prises en vue d'améliorer son sort, que par sa patience, sa bonne conduite, son ardeur au travail, qualités dont il donne chaque jour de si éclatantes preuves. Aussi, NE L'OUBLIE-T-ON PAS : qu'il en sort bien convaincu. »

Page 74. « EN ATTENDANT, IL DOIT CHERCHER A S'ACCOMMODER AUX CIRCONSTANCES. »

De l'égalité des conditions sociales.

Page 103 et suivantes :

L'égalité des conditions sociales est sans contredit la plus déplorable de toutes les chimères qui puisse entrer dans la cervelle des ouvriers. Autant vaudrait demander le nivellement de la pensée, des passions, des désirs, des aptitudes, des âges, enfin, de ce qu'il y a de plus impossible.

« Voyez plutôt : que demain on opère un partage général de toutes les richesses publiques et privées — et notez que je ne parle pas ici de l'inqualifiable injustice, qu'il y aurait d'ôter à ceux qui ont gagné une certaine aisance à LA SUEUR DE LEUR FRONT. — Comment s'exécutera ce partage? — Egalement, me répondrez-vous. »

« Comment ! vous ne ferez aucune distinction entre l'enfant au sein de sa mère et l'homme fait ? Vous donnerez autant à l'ouvrier vigoureux, capable de se suffire à lui-même, qu'à ce pauvre vieillard, à ce paralytique, incapables de gagner leur pain quotidien, qu'à ce malheureux orphelin, abandonné sans ressource sur le pavé des rues ? En un mot, vous ferez la part égale entre l'ouvrier fait et l'apprenti, entre l'homme instruit et l'ignorant ? Entre l'homme laborieux et rangé, le prodigue et le débauché ? »

Hélas ! Hélas ! Hélas !!!

« L'égalité des conditions sociales, c'est le nivellement de la mort. Il n'y a qu'une égalité vraie et possible : C'EST CELLE DE LA JUSTICE ÉGALEMENT APPLIQUÉE A TOUS. »

« C'est à ce résultat que doivent tendre tous les efforts des ouvriers, car avec l'égalité que beaucoup d'entre eux rêvent, il n'y aurait pas de société possible : Tout le monde voudrait commander, et personne ne

voudrait obéir. Ce serait l'anéantissement complet du progrès, la condamnation des peuples à un PERPÉTUEL ESCLAVAGE, A LA PLUS PROFONDE ET LA PLUS COMPLÈTE DÉGRADATION. »

Plus loin, pages 120 et 122, l'auteur a écrit ces lignes, sur lesquelles nous appelons toute l'attention du lecteur :

« Vous êtes sans travail, dites-vous, la misère va vous étreindre vous et votre famille, mais combien de malheureux ne se trouvent-ils pas dans une position pire que la vôtre ! et CEPENDANT ILS PATIENTENT. »

« Quelque soit la position qui vous est faite, efforcez-vous de l'améliorer par votre bonne conduite et votre patience. SI VOUS SUCCOMBEZ, CE SERA HONORABLEMENT, AVEC LA CONSCIENCE D'AVOIR FAIT VOTRE DEVOIR JUSQU'AU BOUT. »

Ces maximes sont superbes et surtout très-consolantes.

Page 124 à 125. « Dans tous les cas, n'ambitionnez jamais parmi vos camarades le titre de bon enfant. Pour être bon enfant aux yeux de ces gens-là, il faut se dépouiller de son dernier sou, de son dernier vêtement, au profit de leurs habitudes de débauche; il faut savoir sacrifier son pain, ses occupations à leurs idées d'indépendance outrée, qui consiste à se moquer du patron et du travail, tant qu'il reste un brin de crédit au cabaret. C'est parmi ces esprits forts qui ne travaillent guère que vous entendez incessamment invoquer le droit au travail. »

La question religieuse est également traitée par l'auteur. Voici ce qu'il en dit :

Page 135. « Prêcher d'exemple devant leurs enfants en s'acquittant toujours des devoirs que leur état leur impose, EN ACCOMPLISSANT RÉGULIÈREMENT LEURS DEVOIRS RELIGIEUX. »

Page 137. « Veillez enfin à ce que leurs enfants remplissent fidèlement leurs devoirs religieux et se conforment à cet égard aux conseils et PRESCRIPTIONS DES MINISTRES DES CULTES. »

Nous aurions voulu borner là nos citations, mais nous ne pouvons résister à la tentation de mettre sous les yeux du lecteur le passage suivant :

Page 139. « Vous gagnez trop peu vivre, dites-vous; c'est une raison de plus pour vous ingénieur à tirer le meilleur parti possible de vos moindres ressources. »

Et c'est un ouvrier ! un ouvrier qu'on dit être intelligent qui a signé cela ! De quel limon la nature a-t-elle pétri l'âme de cet homme ?

« Ce livre, est-il dit sur la couverture de la 2^e édition, a valu à son auteur (M. Dauby) la médaille d'honneur à l'exposition d'économie domestique. »

Que les privilégiés récompensent de pareils services, nous le comprenons sans peine ; mais qu'un prolétaire ose l'accepter !!! Ah ! M. Dauby, nous ne vous envions pas ce triste honneur, et nous sommes persuadés que peu de nos camarades voudraient l'avoir mérité, car c'est bien trop lourd à porter pour la conscience d'un homme de cœur !

Quoi qu'il en soit, nous conseillons fortement à nos lecteurs la lecture de ce factum; ils y verront d'abord avec quelle perfidie, l'odieuse caste bourgeoise cherche à faire rentrer, à maintenir le travailleur dans cette dégradante abjection, cet abrutissant esclavage dont il cherche, lui, à se débarrasser; ensuite, jusqu'où peut descendre l'ou-

vrier, lorsqu'il se laisse circonvenir par cette corruptrice engeance de mangeurs de peuples.

Le pape vient d'employer la forme la plus solennelle pour exprimer ses doléances et pour faire appel aux fidèles en faveur de Son pouvoir menacé : il a lancé une encyclique.

Ce document respire d'un bout à l'autre une humilité toute chrétienne, toute évangélique. Le pape qui s'intitule le vicaire de celui qui a dit : « Quiconque s'élèvera sera abaissé » ne parle que de Ses droits, de Sa souveraineté.

Pour l'édification de tous, il est utile de remarquer combien ces orgueilleux dominateurs, qui ont l'audace de se dire détachés des biens de la terre, qui ont fait vœu d'abnégation et de pauvreté, font des efforts pour conserver honneurs et richesses ; tous les moyens leur sont bons pour maintenir leur despotisme et, au besoin, ils ne reculent pas devant des torrents de sang versé.

L'histoire nous retrace ces sanglants épisodes, où après avoir fait égorger des milliers de citoyens, « pour la plus grande gloire de Dieu » le pouvoir spirituel, de même que le pouvoir temporel, rendait des actions de grâces au tout-puissant qui l'avait « si visiblement protégé. »

Cet heureux temps est passé. Les peuples guidés par la raison, se soucient fort peu des foudres de l'Eglise. Le successeur de St-Pierre n'a plus qu'à faire ses paquets pour se préparer à quitter le Vatican ; mais cette fois le déménagement sera définitif; il ne pourra plus y rentrer.

Le bonapartiste enragé, le fougueux défenseur de l'ultramontanisme, le pourfendeur des mécréants, le père Veillot, enfin, vient d'être réduit au silence : le journal l'Univers est supprimé.

La guerre est donc déclarée ouvertement entre l'Empire Français et la Papauté.

Petite correspondance.

Au Libéraire. — Veuillez nous adresser deux exemplaires en plus.

Nous avons le placement de cinq numéros depuis le premier janvier.

LE LIBÉRAIRE,

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL,

Publié à New-York,

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au Libéraire se font, — non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros. — Prix de 5 numéros 4 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du Prolétaire.

LE PROLETAIRE

Abonnement :
 Payable d'avance pour Bruxelles.
 Un an 2 fr. 00
 Six mois 1 . 00
 Trois mois 0 . 50

Plus de Privilège.

Tout par le travail.

Pour la province :

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

Un an 3 fr. 00
 Six mois 1 . 50
 Trois mois 0 . 80
 Pour la Suisse et l'Angleterre,
 5 francs par an.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Coulon, rue de Middelée, 18.

LE JOURNAL
 est expédié franco
 Par la poste.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Cecile street, Mile-end-Road.

MM. les abonnés de la province peuvent en envoyer le montant en timbres postes.

AVIS.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Proletaire* doivent être expédiés franco, Rue de Middelée, 18, chez le citoyen Coulon.

Nous prions nos confrères d'envoyer désormais les journaux à la nouvelle adresse ci-dessus indiquée.

Bruxelles, 4 Mars 1860.

Prolétaires, lisez et jugez.

De toutes les polémiques soulevées à propos de la fameuse brochure : *Le pape et le congrès*, la plus curieuse et en même temps la plus instructive, sans contredit, est celle entreprise par MM. Dupanloup, évêque d'Orléans, et Grandguillot, le très-catholique rédacteur du *Constitutionnel*.

Nos lecteurs comprendront qu'il n'entre pas dans notre intention de leur retracer un à un tous les édifiants coups de gueule dont se gratifient mutuellement, avec une onction, une charité toute catholique, ces pieux personnages. Non, ce que, pour l'instruction de nos camarades, nous tenons à faire ressortir, ce sont les faits mis en relief par ces deux fervents catholiques, touchant la vie des « saints prélats » passés et présents qui « furent et sont encore la gloire et l'orgueil de la catholicité. »

L'évêque d'Orléans ayant publié une violente épître contre la brochure impérialiste, le *Constitutionnel* s'est chargé de la réfuter. — Nouvelle lettre de l'évêque, non plus à l'adresse de la brochure, mais à l'adresse du journal. — Cette fois, M. Grandguillot (qui jusqu'à lors ne s'était pas fait connaître), au lieu de répondre à M. Dupanloup, s'est amusé à lui opposer la conduite tenue sous le premier empire par un de ses prédécesseurs, Monseigneur Rousseau, qu'il appelle « un saint évêque, un des plus illustres prélats de l'église de France. »

A cela M. Dupanloup répond que, loin d'être « un saint prélat, » monseigneur Rousseau, était au contraire, « un bien pauvre homme, qu'il ignorait tout ce dont il parlait, et, ce qui est pire, qu'il ignorait même l'honneur. »

Par de nombreuses citations, il nous le montre constamment aux pieds du premier Napoléon, mendiant sans cesse croix, argent, titres et distinctions : « Ma vive reconnaissance (écrivait-il en 1809) pour l'Empereur me fait un devoir bien doux à remplir, celui de montrer le prix infini que j'attache à *voir des distinctions que Sa Majesté a daigné, dans sa sagesse, accorder à l'épis-*

copat; distinctions si propres à ajouter à la considération dont notre ministère a besoin d'être entouré. »

« Ou je me trompe, Monsieur, ajoute en terminant l'impitoyable Dupanloup, ou le public français qui comprend l'honneur, goûtera peu votre héros. Vous même le flétrissez en ce moment j'en suis sûr. »

Là-dessus, grande colère de M. Grandguillot. « Ah! monseigneur Dupanloup, s'écrie-t-il, vous le prenez sur ce ton, et vous croyez ainsi parvenir à me clouer le bec. Eh bien, nous allons voir! Et d'abord, laissez-moi vous le dire, ce n'est pas bien à vous, évêque, de venir comme ça divulguer au public les innocentes peccadilles de vos illustres prédécesseurs, car c'est l'histoire de l'épiscopat tout entière que vous faites là. Le digne prêtre qui a instruit mon enfance, me disait autrefois, « que le respect de la religion exigeait que l'on respectât ses ministres et que l'on s'attachât au besoin à cacher leurs faiblesses humaines!!! C'était une belle pensée (il appelle cela une belle pensée, lui!). Je regrette, monseigneur, quelle ne vous soit pas venue au moment où vous avez pris la plume. »

Mais enfin, puisque vous m'y forcez, je m'en vais, à mon tour, joliment dire leur fait à tous vos honorables prélats, et démontrer par A plus B que, si monseigneur Rousseau a toute sa vie été un plat courtisan, beaucoup plus avide de hochets et de richesses que de pratiques religieuses, il n'a fait en cela que suivre la tradition et les exemples de toutes les illustrations cléricales, dont s'enorgueillit à un si haut point l'église à laquelle vous appartenez.

« Si je voulais, à votre exemple, Monseigneur, faire abus de citations, il ne me serait pas difficile de vous opposer Bossuet lui-même, Fénelon, Fléchier, Massillon, tous les plus grands noms de l'épiscopat français. Je pourrais publier leurs lettres adressées, les unes à Louis XIV lui-même, les autres au grand Dauphin, celles-ci à un ministre influent, celles-là, hélas! à la maîtresse favorite!! Je pourrais, à mon tour, dépouiller certaines correspondances et fouiller dans certaines archives. Que diriez-vous si j'exhumais des cartons de notre ambassade à Rome, une foule de pièces des plus instructives? Si je vous montrais tel archevêque bien connu, et mort en odeur de sainteté, sollicitant le chapeau de cardinal et reconnaissant que s'il l'obtient, il le devra, non pas au pape, non pas au roi, non pas même à l'ambassadeur, mais à tel commis d'ambassade!... Les victoires de l'Empereur-soldat n'ont pas aveuglé autant d'évêques que les rayons du Roi-soleil. Il me serait pénible de citer les noms et les œuvres des prédicateurs, qui comparèrent l'amant adultère de

Madame de Montespan, non pas seulement à David, à Salomon et à Josias, mais au Messie lui-même. Vos souvenirs classiques, Monseigneur, vous rappelleront, je n'en doute pas, ce que par pudeur je dois sous entendre ici. »

« Mais Monseigneur Rousseau ne se bornait pas à flatter, il réclamait à l'occasion le prix de ses flatteuses : vous nous le montrez sollicitant le titre de baron, puis le titre de chevalier, comme si de pareilles demandes étaient sans précédents dans l'épiscopat! Faut-il donc, Monseigneur, que j'évoque encore une fois les souvenirs de l'ancienne monarchie, que je vous montre à mon tour l'évêque de Meaux, sollicitant pour lui-même et pour l'abbé Bossuet, l'archevêque de Cambrai pour l'abbé Fénelon, l'évêque de Nîmes pour une de ses sœurs, Massillon un peu pour toute sa besogneuse famille? Faut-il que je descende ensuite jusqu'à Monseigneur de Ventimille, archevêque de Paris, et que je produise les innombrables lettres où il réclame de sa sœur, la maîtresse de Louis XV, les plus misérables sommes d'argent? »

« Je pourrais vous dire toutes ces vilaines choses et bien d'autres encore à la charge des nombreux monseigneur, passés et présents, mais Dieu m'en garde, » ajoute en terminant, avec infiniment d'esprit, le très-catholique rédacteur du *Constitutionnel*.

Nous ne demanderons pas à nos lecteurs ce qu'il leur semble de ces deux aimables paroissiens, Dupanloup et Grandguillot, traînant sur la claie, — celui-ci au nom du roi, celui-là au nom de l'empereur, — toute la vénérable corporation des tonsurés; nous leur dirons : que pensez-vous, camarades, de cette pieuse et sainte engeance, se vautrant aux pieds des rois et des puissants du monde, pour en obtenir faveurs et distinctions; de ces vertueux et humbles prélats

«Qu'on voit d'une ardeur peu commune,

« Par le chemin du ciel courir à la fortune. »

De ces révérends ministres d'une religion dont le fondateur a dit :

« On ne peut servir Dieu et l'argent. »

« Il faut être pauvre pour suivre Jésus pauvre, » s'en allant sans plus de vergogne se prosterner aux genoux des courtisanes favorites, afin d'obtenir de ces royales salopes, celui-ci de misérables sommes d'argent, celui-là un bout de ruban ou une feuille de parchemin!!!

O! religions, religions, qu'avez-vous fait de l'être humain?

Et vous, prolétaires, femmes ou hommes, ouvrirez-vous enfin les yeux? comprendrez-vous une bonne fois ce que valent les simagrées religieuses de ces bâteleurs en chapes et en mitres? Finirez-vous par vous apercevoir que toutes les religions (nous ne faisons exception d'aucune) sont de sales

et dégoûtantes sentines, d'ignobles et infâmes tripots, où votre crédulité, votre bonne foi sont exploitées, sont rançonnées par d'habiles et effrontés coquins! Ces hommes qu'on offre à votre respect, à votre vénération comme des modèles de vertus et de sainteté, qu'ont-ils été pendant leur vie, et que sont aujourd'hui leurs successeurs? D'adroits saltimbanques, d'hypocrites et astucieux jongleurs (demandez plutôt à monseigneur Dupanloup et au très-catholique Grandguillot).

Tout cet arsenal de vieux bric-à-brac, toute cette clinquante bimbolotterie qu'ils font miroiter à vos yeux, qu'est-ce autre chose que de la graine de niais jetée en pâture à la foule afin de l'éblouir, de la fasciner, et de là préparer ainsi à mieux gober les stupides boniments qu'il lui plaît de débiter sur cette sempiternelle momie, cette grotesque caricature qu'ils appellent « Dieu? »

Dieu! ce nom seul a causé aux stupides humains plus de maux que tous les fléaux réunis ensemble : à l'heure qu'il est, si espagnols et marocains s'entre-déchirent comme des bêtes fauves, n'est-ce pas au nom de Dieu? Si les boulevards de Paris ont été ensanglantés par les canons impériaux; si Cayenne, Lambessa, etc. etc. ont regorgés de victimes, n'est-ce pas au nom de Dieu? Si l'Autriche, si la Sicile sont couvertes de deuils et de larmes, n'est-ce pas encore au nom de Dieu? Si enfin le père Pie, neuvième du nom, est rentré dans Rome, en 1849, au milieu de monceaux de cadavres moissonnés par la mitraille française, n'est-ce pas encore et toujours au nom de Dieu? Et les dignes ministres de ce Dieu « *infiniment bon, infiniment juste,* » (auteur de tous les maux qui désolent la terre), ne manquent jamais de célébrer, de bénir, de sanctifier même, les auteurs de ces horribles, de ces abominables forfaits!

Dieu! mais qui donc pourrait jamais définir ou expliquer cette étrange, cette burlesque appellation!

Ah! nous n'hésitons pas à le déclarer, Dieu, pour nous, c'est l'incarnation symbolique du mal! et aussi longtemps qu'on n'aura pas brisé l'horrible idole, aussi longtemps qu'on n'aura pas refoulé le monstre dans son antre paradisiaque, d'où, pour le bonheur des humains il n'aurait jamais dû sortir, il n'y aura pas de révolution, il n'y aura pas de liberté, il n'y aura pas d'affranchissement possible!!!

Prolétaires, prolétaires! créateurs de la richesse sociale, vous qui dans la société n'avez d'autres lots que les souffrances et les privations, votre intelligence, votre raison ne se révoltent-elles pas contre tant d'injustice, contre tant d'iniquités?

Ces deux facultés qui distinguent l'homme de l'animal, ne vous inspirent-elles rien à la vue de vos enfants et de la décevante perspective que l'avenir leur réserve? La misère et l'esclavage vous sont imposés par le prêtre au nom de Dieu, par les politiques au nom de la loi. Voulez-vous donc que cette abjecte condition se perpétue à jamais dans la race prolétarienne?—Ah! si toute dignité, tout respect humain ne sont pas éteints en vous, si un cœur d'homme bat encore dans vos poitrines, secouez, secouez cette torpeur, cet engourdissement intellectuel et moral, hideux produits de l'obscurantisme et de la superstition; arrachez-vous, arrachez votre femme et vos enfants à cette pernicieuse, à cette corruptrice influence du prêtre.

La lumière vivifie l'esprit en dissipant les té-

nèbres de l'ignorance. Que chez vous l'étude remplace la prière; que l'humanité soit votre religion; que l'amour de vos semblables soit votre culte; songez que « *pour être honnête homme, il faut être libre,* » c'est-à-dire avoir la pleine connaissance, la pleine possession de soi-même!—Répudiez pour vous et pour les vôtres, tout contact avec ces impures, ces démoralisantes doctrines religieuses que, dès sa plus tendre enfance on inculque à l'être humain, afin de le préparer à supporter avec plus de patience, avec plus de résignation le joug honteux et dégradant du despotisme; et guidés par le flambeau de votre intelligence, votre raison, votre entendement n'étant plus obscurcis par ce fatras de ridicules et abrutissants préjugés, la solution des problèmes de l'avenir — L'AFFRANCHISSEMENT INTÉGRAL DE LA RACE HUMAINE — ne tardera pas à vous apparaître avec toute la simplicité, toute la lumineuse clarté des vérités justes et éternelles.

De ce jour, le destin aura marqué l'heure de tous les despotismes!!!

Depuis quelque temps déjà une mode nouvelle s'est intronisée en Belgique, surtout à Bruxelles. Elle consiste à donner des conférences à propos de tout. Et lorsque le public est invité à venir entendre un orateur exposer ses idées sur un sujet quelconque, c'est à la condition de lui donner raison *toujours* et de l'applaudir *quand même*; l'orateur s'étant réservé le droit de prendre la parole.

Quelque soit donc le désir d'un des auditeurs de faire des observations ou d'adresser des interpellations au citoyen qui occupe la tribune, les convenances lui font un devoir de s'abstenir et de laisser passer, sans les relever, des assertions qu'il juge comme erronées.

Cette façon de procéder peut être avantageuse pour ceux qui donnent des conférences, mais à coup sûr, elle n'est pas de nature à éclairer le public, comme le ferait nécessairement la controverse.

D'autre part, quand ont lieu des réunions publiques, la discussion roule sur un objet déterminé, et un cercle restreint, qu'on ne peut franchir, est tracé à l'émission de la pensée.

Il ne pouvait pas entrer dans les intentions des prolétaires qui ont organisé le meeting du 6 février d'agir de la sorte.

Hommes de liberté, sachant que « du choc de la discussion jaillit la lumière; » leur but est de là provoquer sur les problèmes de l'avenir, et d'explorer des horizons plus larges que ceux qui, parcourus jusqu'à ce jour, en pénétrant au vif des questions sociales.

Pour parvenir à ce but, et comme premier jalon à poser, il était utile, indispensable même, d'établir une ligne de démarcation profonde entre les doctrines « *du progrès lent et méthodique* » — doctrines énervantes s'il en fut, — et les principes larges et féconds, appelés à régénérer l'humanité dans un avenir prochain.

Le pétitionnement organisé pour demander l'abrogation des articles du code pénal sur les coalitions, leur a fourni l'occasion d'éveiller l'attention de leurs camarades sur le peu de valeur de ces doctrines soi-disant progressistes, de les prémunir contre le danger, pour le prolétariat, de se laisser endormir par l'application de palliatifs insignifiants, tandis que le mal grandit de jour en jour.

L'histoire des trente dernières années le démontre suffisamment, et tout homme sincère conviendra que loin d'être améliorée, la condition du travailleur, n'a fait au contraire qu'empirer, depuis que nous jouissons de ce régime qui fait pâmer d'aise nos bons et excellents bourgeois.

Il faut donc à tout prix sortir de cette voie sans issue.

Les prolétaires qui ont lancé la circulaire publiée dans notre dernier numéro et qui ont organisé le meeting, se sont dit : Il faut que l'on sache qu'il existe à Bruxelles des hommes qui veulent marcher en avant, enseignes déployées, des citoyens qui ne craignent pas d'exposer ce qu'ils croient être conforme à la vérité. Ils ont dit à leurs camarades : Voulez-vous être éternellement esclaves du capital? Voulez-vous toujours rester dans la condition douloureuse que vous ont faite les lois, qui pèsent sur vous d'un poids si lourd? Voulez-vous continuer à n'être que des instruments passifs entre les mains de vos maîtres, et courber toujours le front devant l'autorité? Continuez à suivre ceux qui veulent vous guider, et qui sont partisans des réformes anodines, et fabricants de systèmes économiques.

Ce qui était prévu est arrivé, les hommes qui ont provoqué le pétitionnement, ont été froissés de se voir contrecarrés dans leurs petites combinaisons.

Cela ne doit surprendre personne. Il en est toujours ainsi dès qu'on heurte les préjugés, ou lorsque l'on dit crûment la vérité.

Ces messieurs se sont plaints de ce que la circulaire était conçue dans un esprit *désastreux*; que leurs intentions étaient calomniées. Qu'ils étaient disposés à marcher au progrès, mais qu'on ne pouvait obtenir tout à la fois. Qu'ils voulaient eux aussi, l'affranchissement du travail, mais qu'il faut toujours respecter les lois et démolir brique par brique la muraille élevée par l'exploitation. Que le travail étant *une marchandise* (?), si la loi des coalitions n'existant plus, cette *marchandise* augmenterait de valeur, et que ce serait un progrès de réalisé. Que ce n'est pas par les bouleversements que les conditions du travail peuvent s'améliorer, et une foule d'arguments de la même force.

A cela il a été répondu que tout s'enchaîne dans la société. Qu'il est impossible de réaliser quelque chose d'efficace tant que le privilège jouira de ses immunités. Que ce n'est pas seulement une muraille qui doit être renversée, mais bien l'édifice tout entier bâti sur le mensonge et l'iniquité qui doit disparaître à tout jamais, et que ce n'est qu'à cette seule condition que le prolétaire rentrera dans la pleine possession de soi-même et pourra jouir des bienfaits de la liberté. Qu'avant tout il faut qu'il soit bien convaincu que lui seul, par son travail, est utile à ses semblables, et que ceux qui consomment sans produire, vivent à ses dépens.

Tels sont en raccourci les idées émises par ceux qui ont pris part à la discussion.

A présent qu'il a été décidé que d'autres réunions publiques se feront, le but que s'était proposé les organisateurs du meeting est donc atteint; des questions de principes seront discutées.

Nous aurons sans doute l'avantage d'entendre les partisans du progrès lent et méthodique, exposer leurs vues sur ces sujets, et nous saurons à quoi nous entretenir sur l'excellence de leurs doctrines, sur la bonté de leurs systèmes.

Loyauté du National.

Le *National* a consacré quelques lignes rendant compte du meeting du 6 février. Ce journal s'est exprimé en ces termes :

• Un meeting fort important a été tenu dans la soirée du lundi, au local du *Navalorama*, sur la coalition.

• Toutes les nuances de la démocratie militante y étaient représentées par un grand nombre d'adhérents.

• Dans le débat qui s'est élevé au sujet de la propagande contre la loi des coalitions, MM. Coulon, Pellerin et Stache se sont prononcés avec vivacité contre l'agitation, d'après eux déplorable, provoquée dans ces derniers temps contre un abus isolé.

• La continuation de la lutte sur le terrain constitutionnel a trouvé de chaleureux défenseurs dans MM. Demeur, Thys, Jottrand (fils), Moyson, Coët et Steens, dont les arguments ont fini par l'emporter sur les récriminations de leurs adversaires. Répondant à l'appel du président des bronziers, la majorité des membres du meeting a signé, après la séance, une pétition déposée à la sortie de la salle.

L'un des citoyens désigné comme ayant pris une part active à la lutte, lui a adressé la lettre suivante :

A M. le rédacteur en chef du *National*.

Monsieur,

On lit dans votre numéro du 9 février :

J'ignore, M. le rédacteur, qui a pu vous renseigner sur ce qui s'est passé dans la soirée de lundi, mais ce compte-rendu contient des inexactitudes que, dans l'intérêt de la vérité, il importe de relever.

Ces messieurs qui ont si « chaleureusement » pris la défense des principes constitutionnels, auront été fort surpris d'apprendre le succès obtenu par leurs « arguments » sur les « récriminations » de leurs adversaires, plusieurs d'entre-eux ayant quitté la salle avant la fin de la séance, sans se douter le moins du monde du triomphe qui leur était réservé.

Si, répondant à l'appel du président des bronziers, des membres faisant partie de la réunion ont signé la pétition déposée à la sortie, il n'en résulte point que la majorité se soit rendue à son invitation.

Il n'est donc pas plus vrai de dire que les arguments constitutionnels ont prévalu, qu'il n'est conforme à la vérité d'ajouter que la majorité des assistants a signé la pétition.

Si votre correspondant peu infirmier ce que j'avance, je serais désireux de voir comment il pourrait le faire sans altérer de nouveau la vérité.

Du reste, nous n'en avons pas fini avec les réunions publiques, et il sera loisible à toute personne ayant assisté au meeting de me contredire si j'ai dénaturé les faits énoncés plus haut.

Je compte, M. le rédacteur sur votre impartialité pour obtenir l'insertion de quelques lignes qui précèdent, et vous prie d'agréer mes sincères salutations.

Coulon.

Bruxelles, 11 février 1860.

Vous croyez sans doute que *National*, — comme l'y invitait la plus vulgaire loyauté, — s'est empressé de publier la lettre « citoyen Coulon » ?

Erreur, ami lecteur, erreur le grand carré de papier a trouvé bien plus commode de mettre

dans un entrefilet, qu'il « aura égard à cette lettre, dès que l'occasion se présentera de nouveau de parler de la réunion et de son but. »... « que les colonnes du journal appartiennent en ce moment aux événements et aux questions de l'intérêt le plus général, » laissant ainsi accréditer ce fait mensonger, qui est la partie essentielle de son compte-rendu, à savoir que « toutes les nuances de la démocratie militante ont été écrasées par la logique des constitutionnels.

Des prolétaires qui cherchent à rechercher les causes de la misère et de l'oppression qui pèsent sur le monde, qui mettent leurs idées en commun pour trouver les remèdes à y appliquer; vétilles que tout cela! bagatelles indignes de l'attention des journaux du privilège. S'ils daignent s'en occuper, c'est en dénaturant les faits qui ne sont pas conformes aux intérêts de leur coterie, en qui se résume pour eux l'intérêt général.

Lundi prochain, 5 mars, un meeting public aura lieu, à 6 heures du soir, au local du *Navalorama*, rue des Brigittines.

La question qui sera traitée est : le capital.

Nous avons reçu de Paris une correspondance. A notre grand regret, nous sommes obligés d'en ajourner la publication jusqu'au prochain numéro, l'espace nous faisant défaut.

Correspondance particulière du Prolétaire.

Londres, le 26 février 1860.

Citoyen rédacteur,

C'est avec un sentiment de vive satisfaction que j'ai lu dans votre dernier numéro l'appel fait par quelques ouvriers intelligents, aux sentiments et à la raison de leurs frères, contre le mouvement qui se manifeste chez vous, tendant à obtenir de la législature l'abrogation des articles du Code pénal sur les coalitions.

Je ne peux qu'applaudir à la résolution prise par ces travailleurs; ils ont compris leur devoir, et tout ouvrier qui a quelque conscience de sa valeur, devra faire de même.

C'est à ce titre que je vous adresse quelques observations sur le sujet qui les préoccupe, et que je fais suivre d'un abrégé historique de la grève des ouvriers en bâtiments qui vient de se terminer ici, espérant que ce fait qui a une importance incontestable, convaincra du contraire, ceux qui croient voir améliorer leur condition sociale par l'abrogation des articles en question.

Il est évident que l'ouvrier qui raisonne doit, avant d'adhérer à un tel mouvement, se poser cette question :

Quel avantage peut-il en résulter pour moi, admettant même que j'obtienne ce que je demande?

Guidé par ce raisonnement, il ne tardera pas à se convaincre que, la législature à qui il s'adresse, n'est composée que de rentiers, capitalistes, marchands et commerçants, tous parasites en opposition directe avec ses intérêts, et dont le seul but est de le tenir dans l'abjection pour l'exploiter à leur aise, afin de continuer à vivre dans l'abondance et le superflu.

Comment pourrait-il supposer un instant que des hommes, disposés envers lui de la sorte, songeraient à améliorer la condition sociale, dans laquelle ils le tiennent assujéti.

Le penser serait ridicule; le croire absurde.

Il faut que les idées marchent à grands pas en Belgique pour que le rusé bourgeois trouve nécessaire de faire une diversion dans les esprits par des moyens

aussi perfides que ceux qu'il emploie; mais j'aime à croire que tous les ouvriers ne sont pas des « Dauby », et qu'au lieu de respecter le patron « dans sa famille et dans ses pratiques » (pourquoi pas son chien et son chat), ils se respecteront eux-mêmes et ne se laisseront plus traîner à la remorque et servir de marche-pied aux ambitieux.

Prolétaires! sachons-le bien, tout ce qui sort des entrailles de la bourgeoisie ne peut réellement vouloir notre émancipation. C'est une caste odieuse, qui transmet ses iniquités à tout ce qui sort de son sein. Si un bourgeois nous flatte par des beaux discours, s'il nous parle d'améliorer notre sort, — et à cet effet propose des demi-mesures qui ne peuvent qu'amener des déceptions, — alors élevons la voix et crions-lui en face : Arrière traître! il y a assez d'exploiteurs; nous ne sommes plus disposés à en créer de nouveaux.

Si nous voulons réellement notre affranchissement, osons attaquer le mal dans sa racine; ce n'est assurément pas dans quelques articles d'un code pénal qu'il réside; tout code n'est-il pas basé sur le mensonge et l'injustice, au profit des privilégiés.

Le célèbre poète anglais Schakspeare a dit : « La société fait le criminel et le punit pour son crime. » Ce qui est d'une vérité incontestable.

C'est donc dans la mauvaise organisation de la société que le mal réside; c'est parce qu'aujourd'hui le capital est tout et le travail rien, que nous sommes esclaves, et nous ne pourrions devenir des hommes libres aussi longtemps que cet état de choses existe.

Sapons donc dans sa base cette vieille société dans laquelle nous végétons; employons pour cela les moyens qui sont en notre pouvoir, tels que la plume et la parole; éclairons-nous mutuellement par la discussion, en attendant le moment d'agir plus efficacement.

La grève des ouvriers en bâtiments de Londres démontre d'une façon claire et palpable que le travail ne peut lutter contre le capital dans la société actuelle, et nous donne une preuve de plus de ce que nous pouvons attendre de nos bien-aimés patrons.

Ici comme ailleurs, l'hiver est la morte saison pour beaucoup de métiers, surtout pour ceux qui travaillent dans la construction des bâtiments; de sorte que tous les ans, des centaines de ces derniers se trouvent sur le pavé, sans travail et sans pain. Pour obvier à cette calamité, les diverses sociétés, (car chaque partie dans la construction a sa société) nommèrent des délégués pour former un comité (*conférence*) afin de trouver un remède à ce mal.

Après plusieurs séances, la conférence décida que le meilleur remède à y apporter était de réduire les heures de travail de 10 à 9 heures par jour pour la même paie. Par ce moyen, le maître devait augmenter le nombre de ses ouvriers de 10 p. c. et serait à même de les occuper toute l'année. — Par conséquent, plus de morte saison et moins de misère.

Ensuite, il fut reconnu que 10 heures d'un rude travail étaient nuisibles à l'état physique de la plupart des travailleurs; que l'homme, ayant besoin de cultiver son intelligence, une heure de repos de plus, par jour, lui était indispensable.

Ces deux points furent discutés dans des meetings publics, où ils reçurent l'approbation unanime et adoptés comme bases du mouvement.

Des députations furent envoyées chez les patrons pour leur communiquer ces décisions et les discuter ensemble; la plupart y adhérèrent, et à cet effet, demandèrent de suite dix p. c. de plus sur leurs entreprises, en considération de leur perte anticipée. — Cette augmentation leur fut accordée; ils en profitèrent pendant dix mois, sans être obligés de donner un centime de plus à leurs ouvriers, car le mouvement des 9 heures n'était pas encore commencé.

La conférence résolut donc de le mettre en pratique, en commençant par un atelier des plus importants de Londres. Information en fut donnée au patron, afin qu'il pût prendre des mesures en conséquence.

Au lieu de tenir sa parole, comme les ouvriers s'y attendaient, ce patron provoqua la formation d'une as-

sociation parmi les maîtres, laquelle association résolut de renvoyer tous les ouvriers à la fois, à un jour fixé.

Ce jour fut le 6 août.

Par ce fait, 40,000 ouvriers se trouvèrent sans travail. Les maîtres ne s'arrêrèrent pas là. Non content d'avoir ôté le pain à tant de milliers de familles, ils décidèrent que tout ouvrier qui voudrait reprendre son travail, ne serait accepté qu'à condition de signer la déclaration suivante :

« Je déclare n'appartenir, ni être en connexion, avec aucune société ayant pour but le maintien ou la réglementation de la main-d'œuvre, et je reconnais aux maîtres seuls le droit d'en fixer le prix et de diriger leurs travaux comme ils le jugeront convenable, sans que cela puisse autoriser l'intervention de la part des ouvriers. »

Comme vous le voyez, citoyen, ces messieurs voulaient tuer deux mouches à la fois : détruire le mouvement des 9 heures par la faim et l'empêcher de se reproduire, en brisant la chaîne qui unit les ouvriers.

Aussi, cette déclaration excita une indignation générale parmi les travailleurs.

Toutes les sociétés des différents corps de métier nommèrent un délégué pour former un comité, afin de prendre les mesures nécessaires pour supporter la grève; des sommes considérables furent immédiatement votées par chacune d'elles. Cependant, malgré les plus grands sacrifices, il fut impossible d'empêcher la misère de s'introduire parmi ces malheureux producteurs, et un grand nombre d'entre eux ont vu leurs enfants mourir de faim! Je ne crois pas être au-dessous de la vérité en disant que plus de deux cents prolétaires sont morts de misère pendant cette grève.

Deux cents victimes du capital, tuées avec impunité! Quelle horreur!! Et aucun de ces hommes n'a vengé sa femme ou ses enfants! Non, il a vu enterrer ce qui lui était cher, et il a pleuré!

Ah! c'est qu'en Angleterre, les préjugés religieux, le respect des lois sont, par l'habileté des hommes du privilège, si fortement enracinés.

D'autres se sont suicidés pour éviter le sort affreux qui les attendait; d'autres encore ont été condamnés à deux mois d'emprisonnement, pour avoir tenté d'empêcher quelques ouvriers de reprendre le travail sous la déclaration, ce qui prouve que non-seulement les maîtres conspiraient contre eux, mais aussi la magistrature, le clergé et le gouvernement. En un mot, toute cette séquelle qui ne vit que par le vol légalisé.

Vous décrire les souffrances et la misère endurées par ces pauvres prolétaires pendant cette grève est impossible. Et pourtant l'aide de leurs frères ne leur a pas fait défaut durant cette terrible épreuve, car une seule société, celle des mécaniciens, a donné 75,000 fr. toutes les autres en proportion de leur force.

D'après un aperçu donné par un patron, la perte des journées de travail se monte à l'énorme somme de 170,000 livres sterling (3,750,000 fr.) Si à ce chiffre on ajoute l'argent dépensé pour supporter la grève, on trouvera un total de plus de sept millions de francs.

Enfin, après sept mois de lutttes, les maîtres, voyant approcher le printemps, et se trouvant sous l'obligation d'exécuter leurs contrats, résolurent de retirer l'odieuse déclaration, et ayant atteint le but qu'ils s'étaient proposés ils r'ouvrirent leurs ateliers.

Comprenez-vous la monstrueuse infamie d'une telle conduite : la mort de tant de victimes, les souffrances endurées ne les ont point émus; c'est parce que la voix de leur égoïsme parle, c'est parce que le printemps est là et qu'il faut que le travail se fasse, sinon qu'ils sont menacés de la ruine. Ils rouvrirent leurs ateliers, quitte à les refermer de nouveau, quand l'hiver arrivera.

Telle est la triste fin de cette grève si formidable à son début.

Pourtant il y a cela de bon, c'est que la misère qu'elle a engendré et la conduite scandaleuse des patrons a ouvert les yeux aux moins clairvoyants; l'exploiteur a pu être apprécié à sa juste valeur par l'exploité;

une haine implacable s'est enracinée dans le cœur du volé contre son voleur; une guerre à mort s'est déclarée entre le travail et le capital, heureux présage d'un dénouement prochain et radical.

Oui! le but de la révolution future n'est plus douteux ici. De même que sur le continent, le besoin d'une régénération sociale se fait sentir. Les tendances de l'esprit prolétarien sont les mêmes partout. *Guerre au capital!* voilà le mot d'ordre de l'époque.

Je ne crois pas nécessaire, citoyen rédacteur, de m'étendre davantage pour prouver que, bien qu'aucune loi ne punisse les coalitions en Angleterre, les travailleurs n'en sont pas plus heureux. Et si les ouvriers belges obtenaient l'abrogation de ces lois, ils n'en seraient pas moins l'esclave du capital. Chez vous comme ailleurs, c'est le privilège qui règne et gouverne. Renversons-le et mettons à sa place l'égalité. Alors seulement, nous ne serons plus exploités, nous serons des hommes libres.

Encore une fois, si nous voulons réellement notre affranchissement, ne signons plus des pétitions pour des balivernes pareilles. Plus nous tournerons dans ce cercle vicieux, plus nous retarderons l'époque de notre entière délivrance qui ne peut se faire que par la révolution.

Dans l'espoir, citoyen, que vous voudrez bien donner place dans votre journal à cette lettre, je vous prie d'agréer mes salutations fraternelles.

UN ABONNÉ.

Comment on écrit l'histoire.

Un journal français, le *Journal des villes et des campagnes*, ayant dit,—en parlant des bruits qui attribuaient au père Veillot la pensée de venir à Bruxelles continuer l'*Univers*,—« nous croyons devoir et pouvoir déclarer qu'il n'ira pas à Bruxelles, comme on l'a dit, où il rencontrerait les mêmes difficultés qu'en France, » une feuille de cette ville, appartenant à l'honorable corporation des gentlemen de la presse, l'*Echo de Bruxelles*, saisi d'une vertueuse et patriotique indignation, lui répond en ces termes :

« Le *Journal des villes et des campagnes* ferait bien d'expliquer sa pensée lorsqu'il dit que l'*Univers* rencontrerait, dans notre pays, les mêmes difficultés qu'en France. Le *Journal des villes et des campagnes* ne doit pas ignorer que LA PRESSE EST LIBRE EN BELGIQUE, MÊME POUR LES ÉTRANGERS. Il peut demander, à cet égard, des renseignements au Nord et à l'*Universel*.

Il est vraiment fâcheux que l'*Echo* (de la vérité), n'ait pas eu la bonne idée d'indiquer au journal français, comme pouvant également se renseigner sur « la liberté de la presse en Belgique, » les rédacteurs de l'ancien *Drapeau*, du *Crocodile* et du *Prolétaire*; ces citoyens doivent être, ce nous semble, très-compétents sur la matière; ils ont fait pour cela un assez long séjour aux *Petits-carmes*.

Il faut avouer, messieurs de la presse honorable, que vous êtes de fiers blagueurs. Comment! depuis la sortie de prison des citoyens Labarre, Hallaux et Coulon, à peine le coq a chanté trois fois, et vous osez vous écrier que « la presse est libre en Belgique! »

Ignorez-vous donc à votre tour que ces trois rédacteurs de différents journaux, furent condamnés à la prison pour avoir déplu à M. l'empereur de toutes les Frances? Avez-vous oublié certain magistrat instructeur recevant de l'auguste Majesté le prix de sa servile obéissance.

« La presse est libre en Belgique, même pour les étrangers, ajoutez-vous. »

Ah! nous pourrions vous citer bon nombre d'étrangers, nous, qui serait en droit de vous appliquer le mot de Pascal : « *Mentiris impudentissime.* » Récemment encore, n'a-t-on pas expulsé les citoyens Attibert et Beaujoin, l'un accusé d'avoir fourni des notes sur Cayenne, au *Bien-être social*, l'autre d'être le rédacteur en chef de ce même journal.

On disait autrefois : « *Menteur comme un arracheur de dent;* » vous voulez donc, écrivains sans vergogne, que dorénavant on puisse dire : *Menteur comme un journaliste!!!*

Peut-être, après tout, admettez-vous des distinctions; et de même qu'il y a « *fagot et fagot,* » de même aussi, doit-il y avoir à vos yeux, écrivains et écrivains. Ceux-ci ayant le droit de tout dire, ceux-là ayant le droit.... de se taire.

Pourquoi pas? votre constitution dit bien, elle aussi, que « tous les belges sont libres et égaux, » lorsqu'il est constant que les trois quarts de la population (toute la classe des travailleurs), n'ont pas même le droit de fourrer le plus petit bout de leur nez, dans les affaires publiques!

ET VOILA COMMENT ON ÉCRIT L'HISTOIRE.

Nous recommandons particulièrement l'école nouvelle établie pour les enfants par M. Jules Allix, et qui compte déjà plus de cent élèves, petits garçons ou demoiselles,—dont les cours sont entièrement séparés ou distincts.

Les enfants y sont reçus comme externes de 8 heures 1/2 du matin à 4 heures de l'après-midi.

L'enseignement qui sera fait par M. Jules Allix lui-même et permettra aux parents d'accompagner leurs enfants aux cours.

S'adresser à M. Jules Allix, Vieille halle aux blés, n° 12.

Petite correspondance.

Au citoyen R. à Londres.—Reçu votre article. L'abondance des matières nous oblige à en remettre l'insertion au prochain n°.

Au *Libertaire*. — Reçu de votre correspondant de Londres la somme de 25 fr.

LE LIBERTAIRE,

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL,

Publié à New-York,

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au *Libertaire* se font, —non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros. — Prix de 5 numéros 1 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du *Prolétaire*.

LE PROLETAIRE

Abonnement :

Plus de Privilège.

Tout par le travail.

Pour la province :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an 2 fr. 00

Six mois 1 . 00

Trois mois 0 . 50

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Coulon, rue de Middeleer, 18.

Un an 3 fr. 00

Six mois 1 . 50

Trois mois 0 . 80

Pour la Suisse et l'Angleterre,
5 francs par an.MM. les abonnés de la province
peuvent en envoyer
le montant en timbres postes.

LE JOURNAL

est expédié franco

Par la poste.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez
notre correspondant, A. Herben, 10, Cecil street, Mile-end-Road

AVIS.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Proletaire* doivent être expédiés franco, Rue de Middeleer, 18, chez le citoyen Coulon.

Nous prions nos confrères d'envoyer désormais les journaux à la nouvelle adresse ci-dessus indiquée.

Bruxelles, 25 Mars 1860.

Solidarité révolutionnaire.

On lit dans le dernier numéro du *Libertaire* :

Le Libertaire a vidé sa ceinture... Il a déchiré pour la mettre dans ce numéro, sa dernière cartouche, et encore n'avait-elle que la moitié du numéraire voulu. — Comme L'ENFANT GREC demandant de la poudre et des balles, il demande aux révolutionnaires de bonne volonté de la poudre d'or ou du papier fulmi-monnaie pour continuer le feu et faire balle avec l'idée.

— Devra-t-il rester muet? S'adresserait-il à des sourds?

— Les jésuites seuls sauraient-ils faire des millions avec le sou du pauvre?

— Les socialistes n'en sauraient-ils pas faire autant? N'ont-ils pas une obole pour la propagande? Peuvent-ils moins faire pour la chaire de vérité, que leurs antagonistes pour la chaire d'imposture?

— *Le Libertaire* est à l'Eglise nouvelle ce que le jésuite est à l'Eglise ancienne, un radical de la cause. Comme le prêtre de la superstition quêteur pour l'entretien de l'autel, prédicateur de l'idée humanitaire, lui aussi il tend à ses frères en anarchie son escarcelle vide.

— Pour les frais du culte, s'il vous plaît!

Nous répondons avec le plus grand empressement à l'appel du *Libertaire*, et nous ouvrons à cet effet une souscription dans nos colonnes.

Première liste.

Le <i>Proletaire</i> .	5 fr.
Le citoyen Morel, abonné du <i>Libertaire</i> .	5 »
La citoyenne Morel.	4 »
La citoyenne J. B., lectrice du <i>Libertaire</i> .	4 »
La citoyenne C., id.	4 »
La citoyenne B., id.	4 »
La citoyenne M. V.,	4 »
La citoyenne A. P.,	4 »
Le citoyen P. Kevels.	4 »
Le citoyen S. Staatge.	4 »
Un anonyme.	2 »
Idem.	4 »

Songeant, comme toujours, sous l'impression d'un cauchemar incessant, qui se nomme la privation pour les uns, la misère pour les autres, les peines de tous ordres pour d'autres encore, je marchais vers ma destination, quand passant devant une maison de grande apparence, qui sert d'habitation à un riche bourgeois de ma connaissance, je vis entrer un nombre considérable de gens bien mis et à l'air empressé.

Quelle cause extraordinaire peut à cette heure réunir cette bourgeoisie, me demandai-je? Entrons pour nous informer.

Un meeting était cette cause, et j'hésitais à y assister, n'étant pas convoqué, quand le maître du logis m'abordant, me dit : Soyez le bien venu, on va s'entretenir d'idées qui nous intéressent tous, et vous pourrez en tirer quelque fruit.—La séance s'ouvrait et j'écoutai.

La situation exposée par le président est celle-ci : une émeute, une révolte, un mouvement populaire, une insurrection semblent près de triompher de la résistance de l'autorité; les exigences du prolétariat sont exorbitantes.

Les riches effrayés ont couru les uns chez eux pour serrer leur or, leurs obligations ou titres de rente, leurs bijoux, leur argenterie, et fermer la porte aux verrous; les autres, à l'hôtel de ville pour demander qu'on arrête ce mouvement; d'autres, aux divers ministères, mais surtout à l'intérieur et à la guerre; les troupes sont sous les armes, mais tireront-elles sur le peuple d'où elles sont sorties? si elles tirent, le massacre ne deviendra-t-il point général? de la place publique, ces masses dont l'audace s'accroît par le nombre et grandira dans la lutte, se borneront-elles au combat de la rue? ne pénétreront-elles point dans les maisons, et leurs vengeances auront-elles des bornes?

Devant cette perspective, une question se pose en ces termes fort simples : Que devons-nous faire pour conjurer une révolution telle que le prolétariat la veut? ainsi s'exprime le président.

On comprend que ma curiosité excitée par ce début, ait fixé dans ma mémoire tous les détails qui ont suivi cette mise en scène; je me dis à mon tour : Que vont-ils faire?

Toujours les mêmes, ces vieilles créations, ces vieux moules de forme humaine, ne savent procéder que par violence et par ruse; écoutons.

L'un des implacables trouve cette misérable plèbe, cet insolent prolétariat trop heureux d'être affranchi de l'esclavage, qui permettait de jeter à l'eau, pour s'en débarrasser, l'esdave, lorsque

devenu édenté avec l'âge, impropre par conséquent à mâcher et à digérer les aliments grossiers qu'on lui offrait en pâture, il ne pouvait donner, par son travail, un produit suffisant à la cupidité du maître. Il est vrai qu'aujourd'hui le misérable meurt plus ou moins lentement, dans les angoisses morales et les étreintes de la faim; mais il porte le nom d'homme libre, et c'est trop! beaucoup trop!

Qu'on le fusille, qu'on le mitraille, et qu'on soit sans merci! D'ailleurs, est-ce donc pour qu'on capitule avec de pareils animaux, sales, grossiers, essentiellement malfaisants, que l'impôt se perçoit et sert à solder une armée, une gendarmerie, une police? Il faut en finir, il faut sévir impitoyablement.

Mais l'armée hésite, s'écrie, en débutant, le second orateur inscrit. Ces masses populaires couvrent les places, le bruit de leurs plaintes arrive jusque dans les rangs des régiments; les soldats, n'en déplaie à ceux qui se font un titre de l'impôt et de la solde, sont sortis du sein des femmes de ce peuple; ils aperçoivent leurs frères, leur père, leurs anciens camarades dans ces masses; la violence peut tout compromettre. Je suis bien en plein cœur de la question, ajoute-t-il en riant. (*Ecoutez! Ecoutez!*)

Mais il faut savoir faire flèche de tout bois.

Vous connaissez ces Cicérons de meetings, ces doctrinaires du progrès, ces prêcheurs de réformes économiques, ces partisans d'une marche lente et circonspecte, parce qu'ils n'ont jamais souffert de la faim; en un mot, ces brouillons ambitieux, soi-disant défenseurs des intérêts de la classe souffrante; ces hommes assis plus ou moins sincèrement sur cette idée bizarre de l'organisation du travail, par association, qui ne ferait, en soi, que substituer ces associations, c'est-à-dire des boutiques sociétaires de revendeurs, aux boutiques de nos revendeurs ordinaires; ces économistes à courtes vues du crédit à bon marché, dont l'idée a justement pour but, de permettre au détenteur de l'argent, de grossir sa boule, comme si tout grossissement de cette boule ne se prenait pas sur le malheureux travail salarié, mais n'importe! la Providence sait bien ce qu'elle fait; la création de ces brouillons, est une de ses plus heureuses idées! O divine Providence!

Mais en portant sur eux ce jugement, soyons justes : ce sont des avocats, des économistes, des hommes d'écoles diverses; quelques-uns mêmes sont dignes d'en créer. S'ils mettent quelquefois des bâtons dans les rouages gouvernementaux, il faut savoir faire quelque chose, pour eux. On ne

leur donne pas toujours un avancement suffisant.

Comme nous, ils ont des femmes, des maîtresses, des tendances au luxe à satisfaire. Quelques hochets, tels qu'un ruban, une distinction à la boutonnière, sont pour eux un sujet d'ambition; ce sont des hommes comme nous, leurs faiblesses sont légitimes comme les nôtres. Le code civil est pour eux, comme pour nous, comme pour Napoléon III, le gage de la liberté. En effet, le mariage, l'héritage, la propriété immobilière, le capital argent, la prescription même, en faveur de la spoliation la plus criminelle, y trouvent leur sanction. Or, l'autorité ne se compose-t-elle pas de toutes ces choses; retenons-le donc, ces hommes, qu'un instant, j'ai appelés brouillons, sont de vrais, d'implacables conservateurs comme nous.

Ils ont sur nous, l'avantage et l'habileté de se faire orateurs de meetings populaires; de cette manière, ils connaissent et parlent l'argot des masses; ils fréquentent à propos les ouvriers meneurs. Mieux que nous, ils sauront faire prévaloir une pensée de capitulation, dans l'esprit de la plèbe soulevée.

Le travail industriel étant dans le cas de cesser, par suite de l'hésitation des capitaux à rester dans la spéculation, dans l'industrie, et surtout dans les ouvrages de luxe, ces messieurs feront accepter, n'en doutez pas, l'établissement de chantiers et ateliers nationaux, où les commis de magasin, les ouvriers orfèvres, bottiers, tailleurs, imprimeurs et autres travailleront à remuer des terres, à remblayer des lieux marécageux, à creuser et dresser les lits des ruisseaux, à faire le service de manœuvres pour les maçons qui construisent des aqueducs.

Pour ceux des ouvriers qui aiment, disent-ils, l'instruction, on aura des séances de lectures morales, des conférences économiques; s'il le faut, messieurs, on jettera la division dans le prolétariat, au moyen d'annonces auxquelles les vaniteux ne savent pas résister. Quelques poignées de mains distribuées en temps opportun, feront l'affaire. Tout cela vaut mieux que la mitraille; nous en aurons fini avec les émeutiers. Il est encore une ressource accessoire, elle consiste en quelques insinuations calomnieuses contre la sincérité des prolétaires, qui sont convaincus qu'une vraie révolution est le seul moyen d'en finir avec l'autorité, à laquelle ils donnent le nom d'oppression; oui, quelques bonnes et sourdes calomnies complèteront l'œuvre. — Si après cela le peuple n'est pas content, c'est qu'il est trop difficile.

Un tonnerre d'applaudissements suivit aussitôt cette harangue, sans compter les félicitations accourant de toutes les parts de l'assemblée.

A ce bruit et à ce mouvement, je m'éveillai; je rêvais.

Le troisième meeting organisé pour y discuter des questions de principes, aura lieu le lundi, 26 mars, à 7 heures du soir, à la *Lanterne*, rue des Pierres.

Des petites manœuvres policières et autres ont retardé ce meeting. Le chef de l'établissement où s'étaient tenus les deux premières réunions, cédant sans doute à des considérations d'un ordre supérieur, a refusé son local, et il a fallu se mettre à la recherche d'une salle disponible.

On essaie à mettre des bâtons dans les roues et à rendre illusoire le droit de réunion, ainsi que les autres libertés dont nous jouissons; mais ce

sera en vain. Les tentatives faites pour empêcher la propagande des idées sociales n'aboutiront pas et on saura déjouer ces machinations.

L'affluence de monde qui s'est rendu aux précédentes réunions, prouve tout l'intérêt que les prolétaires attachent aux questions d'intérêt général.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant du mouvement des idées élaborées dans ces réunions publiques, et dont l'importance s'accroît chaque jour.

Une demande d'explication.

Dans le meeting tenu par l'*Association générale ouvrière*, le 12 mars, dans la salle du *Navalorama*, un des orateurs (M. A. Demeur) partisan de ces doctrines énervantes si funestes à la marche du progrès; doctrines qui consistent à engager les travailleurs à aller *supplier* leurs maîtres de relâcher un peu la chaîne à laquelle ils sont rivés, a tenu une conduite que nous ne voulons pas qualifier ici.

M. Demeur, emporté par ce sentiment étroit qui fait sacrifier les principes aux mesquines personnalités, n'a pas reculé devant ce fait si peu conforme aux plus simples notions de droiture et de loyauté, de dénaturer la pensée et de tronquer les arguments fournis par les adversaires de ce système de distribution d'opium, mis en pratique par ceux qui ont poussé au pétitionnement contre la loi des coalitions. M. Demeur s'est servi d'un langage qui a surpris l'assistance.

On comprend que ces imputations ne pouvaient passer sans réplique; mais comme les citoyens qui avaient demandé la parole dans ce but n'ont pu être entendus, vu l'heure avancée, ils invitent M. Demeur à assister au meeting qui aura lieu lundi 26 mars, persuadés qu'il se rendra à cette invitation.

Correspondance particulière du Prolétaire.

Paris, le 24 février 1860 (1).

Citoyen rédacteur,

Alca-jecta-est. Entre la sacoche, le goupillon et le fils aîné de l'église, le rétablissement d'ordre, la guerre est déclarée, guerre sourde d'abord, il est vrai, mais implacable et mortelle. L'accord est rompu. L'horrible et sanglante triade est enfin brisée, et ce n'était pas trop tôt.

Désormais, le proverbe : « les loups ne se mangent pas entre eux, » devra aussi, lui, être mis au rancard. Depuis tantôt un mois, en effet, on ne s'occupe, au milieu de cette carnivore espèce, qu'à tailler les griffes et à aiguïser les crocs; aussi, que de mouvement de part et d'autres, que de petits coups de lardoir déjà donnés et reçus. On dirait vraiment que ces malfaisantes créatures ne s'entendent que lorsqu'il s'agit de commettre quelques grands crimes de lèze-humanité.

Allez, messieurs, allez, ne vous gênez pas; préparez ainsi les voies à la révolution qui doit infailliblement vous englober; et surtout n'ayez crainte que le peuple vous dérange. Il est là, c'est bien vrai, qui vous observe, mais pour le quart d'heure, il fait la sourde oreille. Il attend. Le génie révolutionnaire n'a pas encore tinté

(1) Nos lecteurs se rappelleront que nous avons accusé réception d'une correspondance de Paris, qui n'a pu trouver place dans notre dernier n°. C'est pourquoi nous avons maintenu la date du 24 février, jour où elle a été écrite.

l'heure fatale! Encore quelque temps, quelques mois peut-être, et le gigantesque balai populaire aura lancé à tous les vents les débris de la sequelle entière : empire et impériaux, loups-cerviers de la finance et ours mal léchés de la sacristie.

Ah! citoyen rédacteur, la leçon aura été longue et terrible. Aura-t-elle été bonne et décisive au moins? Espérons-le! Ce que je puis vous assurer, c'est que la besogne révolutionnaire sera rude. — Nous avons attendu longtemps, nous sommes disposés à attendre encore s'il le faut, mais vienne le branle-bas général, et tenez pour certain que cette fois nous ne nous arrêterons pas aux bagatelles de la porte. Nous sommes bien décidés à jouer le va-tout social; aussi a-t-il été convenu qu'au moment de descendre dans la rue, chacun de nous doit faire ce que l'on est convenu d'appeler son testament. Oh! c'est chose peu longue à faire pour le prolétaire : presser sur son cœur les êtres qui lui sont chers, leur dire un suprême et peut-être, hélas! un éternel adieu, voilà le testament de *la vile multitude*. Que voulez-vous? Puisqu'il le faut! Et puis, avec un adversaire comme *celui-ci*, il n'y a pas à plaisanter, il faut tuer ou être tué. Il n'y a pas de milieu, car si nous jouons notre va-tout, il sait, *lui*, qu'il joue quitte ou double.

On se répète bien bas dans les ateliers qu'il est déterminé, en cas d'échec, à se retirer dans ses bastilles avec ses soudards, et de là nous menacer d'un bombardement général. Cette rumeur n'a pas été, comme bien vous devez penser, sans causer tout d'abord quelques douloureuses émotions. Mais la réflexion les a bien vite dissipées. — Tant mieux! s'est-on écrié, c'est le moyen d'en finir plus sûrement avec le despotisme et la soldatesque car, « de l'excès de nos maux sortira le remède. » A ses grenades, à ses bombes, nous opposerons la torche enflammée! Qu'en diront les boutiquiers et les propriétaires? Oh! cela nous importe peu.

Ils ont applaudi le vieux Louis-Philippe embastillant Paris; ils ont acclamé toutes les aimables choses commises par Bonaparte, à eux d'en payer les pots cassés!

Quant à nous, on nous envoie des boulets rouges et des fusées à la congrève, nous y répondons par l'incendie. Quoi de plus naturel? La torche à la main, nous parcourerons tous les quartiers de la capitale, et nous verrons bien alors si l'on osera continuer le bombardement d'une ville en flamme. Oui, nous l'avons juré, la France sera libre ou Paris cessera d'être! Il faut que la liberté sorte triomphante de la sanglante mêlée, ou que les derniers vestiges de la cité sacrilège disparaissent à jamais sous les débris fumants de la vengeance populaire!

C'est cruel, c'est horrible, dira-t-on. Qui le nie?

Mais est-ce à nous que doit en incomber la responsabilité? Est-ce nous qui avons fait construire les bastilles, ces monstrueux instruments de destructions? Est-ce nous qui avons créé la tyrannie? Et lorsque cette tyrannie, vaincue dans la rue par les populations qu'elle a la prétention de gouverner, menace de réduire en cendres la ville insurgée, ce serait un crime pour cette population de brûler cette ville, afin d'anéantir le despotisme, et de sauver ainsi la liberté du reste de la nation!!! Et puis « c'est du sein des orages que sort la liberté. »

Lorsqu'en 1812, pour arrêter ces bandes altérées de sang qui, à la suite d'un scélérat couronné, semaient dans toutes les contrées de l'Europe le deuil et l'épouvante, les russes incendièrent leur capitale, qui donc eut jamais la pensée de taxer de cruauté cet acte de haut patriotisme? Eh bien! ce que les moscovites firent au nom de leur patrie en danger, nous hésiterions à le faire, nous, au nom de la liberté menacée?

Quelle terrible, quelle cruelle nécessité pourtant!

Et qui pourrait jamais s'imaginer, en les lisant, que ces lignes ont été écrites (ce n'est pas en mon nom personnel que j'écris) par des hommes aux pensées pures, aux sentiments généreux et affectifs?

O! décevante réalité! Faire du bonheur de l'uma-

nité, sa constante, sa seule préoccupation; aspirer après le jour fortuné où l'instrument de travail ayant remplacé le hideux attirail de mort que traînent à leur suite les despotes, tous les êtres se confondront, sans distinction de race ou de sexe, dans un immense, dans un fraternel embrassement. Rêver enfin pour la race humaine tout un avenir de félicité et de bonheur, de paix et d'amour, de justice et de liberté, et songer que pour posséder, pour jouir de ces biens ineffables, il faut les conquérir au prix des plus sanglants sacrifices. C'est horrible cela; et pourtant l'impérieuse, l'implacable nécessité est là qui commande.

Ah! maudit, maudit cent fois les auteurs de tant de maux, de tant d'afflictions!

Pardonnez, citoyen rédacteur, cette digression qui, sans doute, vous paraîtra intempestive. — Que voulez-vous? Quand je songe qu'il faut refouler au fond de mon cœur tous les sentiments qui en débordent, fermer mon âme aux pures et suaves jouissances de la vie expansive, aux attractifs entretiens de l'intimité, renoncer aux douces joies de l'amitié; qu'il faut enfin faire taire en moi toute cette puissance d'affection, de poésie et d'amour qui, du cerveau au cœur, remue et fait battre toutes les fibres de mon être, et tout cela pour s'aller précipiter au milieu de sanglantes et fratricides luttes. Quand, dis-je, je songe à cela, mon cœur se gonfle d'amertume; de brûlantes larmes emplissent mes yeux, et souvent, à part moi, je m'écrie: O! pourquoi faut-il, pourquoi faut-il?

Allons, prolétaire, allons! Trêves aux rêveries sentimentales reviens à la réalité. Que parles-tu de poésie et d'amour, de vie attractive et d'enivrantes émotions! Ne vas-tu pas t'imaginer que cette harmonieuse existence a été créée pour ta race. Pauvre déshérité de ce monde, est-ce qu'il peut t'être permis à toi de franchir le seuil de ce jardin de délices, de rafraîchir ton âme aux délectables saveurs de ces fruits enchantés!

Vas! paria de la civilisation, ilote du travail, vas t'abreuver aux amères sources de la solitude, savourer les âpres jouissances de l'isolement; recueille-toi au fond de ta mansarde en attendant le moment suprême, — et il est proche. — Déjà, entends-tu dans le lointain cette voix fatidique qui t'appelles: « Soldat du progrès, pionnier de l'avenir, marche! marche! » L'humanité est en travail d'affranchissement, marche, marche à la grande délivrance: la liberté est fille de la canaille, vas te jeter dans les bras de cette vierge aux fulgurantes prunelles, elle ne repoussera pas, elle, le contact de tes lèvres ardentes, de tes convulsives étreintes. Vas!

O! reine des populeux carrefours, vagabonde déesse au sombre génie. O liberté! oui, à toi mon cœur et mon âme; à toi jusqu'à la dernière goutte le liquide coloré qui circule dans mes veines. O! viens, viens, que ta voix puissante vibre à tous les échos, se répercute au cœur des masses souffreteuses; bats la charge, sonne le tocsin des révolutions, tinte le glas funèbre de toutes les tyrannies, de toutes les oppressions, de tous les privilèges; et aussi loin qu'il te plaira de porter le flambeau de la destruction rénovatrice, la dague au poing, la haine au cœur et sans jamais crier merci, je te suivrai!

Et tout ce qui, dans la race plébéienne, sent une fibre d'homme s'agiter sous son épiderme, tout ce qui éprouve encore quelques battements sous la mamelle gauche, se lèvera à ton audacieux appel: cœur, tête et bras, tout par nous sera pour toi voué au sacrifice.

Oui, viens liberté! et qu'à ta provocante apparition, une immense clameur s'élève du sein de la foule frémissante, et qu'un seul cri s'échappe de toutes les poitrines:

VOX POPULI, VOX LIBERTATIS!!!

Et après me direz-vous, citoyen rédacteur?

Je répondrai à cela dans ma prochaine correspondance,

L. L.

A propos d'une polémique dans le Libéraire.

Un monsieur *** a adressé un article: *Qu'est-ce que Dieu? Qu'est-ce que le monde? Qu'est-ce que l'homme?* — au journal le *Libéraire*. Ce dernier ayant cru devoir, en l'insérant, faire suivre le dit article de quelques réflexions critiques, M.***, — on ne comprend pas trop pourquoi, — s'est fâché tout rouge; il a répondu par un second article, dont la conclusion est une série d'impertinences toutes gratuites, à l'adresse du *Libéraire* et de son rédacteur.

La conduite du *Libéraire*, ici comme toujours, a été trop conforme à la vraie liberté, et celle de son antagoniste trop contraire à ce même principe, pour que nous n'intervenions aussi, nous, dans ce débat, afin de faire ressortir ce frappant contraste entre la franche et libre allure des soldats de la révolution prolétarienne, et les déclamations maniérées des *porte-épaulettes de la bourgeoisie*. Nos lecteurs se convaincront une fois encore de cette vérité, à savoir: que les bourgeois seront toujours les bourgeois, c'est-à-dire des metteurs de bâtons dans les roues du char révolutionnaire.

Voici la conclusion de l'article de M.***:

« J'aime la discussion, parce qu'elle m'éclaire. Mais ce que je reproche au *rédacteur-éditeur du Libéraire*, c'est de nous jeter trop souvent son socialisme à travers le corps; c'est son exclusivisme lorsqu'il s'agit d'idées qui ne sont pas les siennes propres; c'est enfin de poser un peu trop à la *Dupin* en arrière de la tribune dont il est *propriétaire*, et encore le vieux Dupin pouvait-il trouver une excuse à son despotisme dans l'influence que pouvait avoir sa vieille perruque sur sa vilaine tête, excuse que le citoyen *rédacteur-éditeur*, qui est dans toute sa virilité, ne peut invoquer. L'exclusivisme va mal à la vigoureuse jeunesse du socialisme, qui, d'ailleurs, ne peut être et ne doit pas être représentée par l'idée d'un seul homme, pas plus que ce seul homme, s'il était épris d'un amour passionné pour la chibouque et le calumet, n'aurait le droit d'obliger ses collaborateurs à ne l'aborder que le calumet ou la chibouque aux lèvres. Je voudrais donc que le *Libéraire* ne comptât pas sur lui seul pour faire la révolution, mais qu'au contraire, il octroyât la parole à tout homme qui se présente à sa tribune avec une idée amie, car je ne crois pas que pour être socialiste, il faille absolument le calquer. »

Certes, nous ne sommes pas toujours d'accord avec le *Libéraire*, nous avons même regretté plus d'une fois de ne pas le voir s'élever dans ses affirmations de pratique révolutionnaire, à la hauteur de ses aspirations théoriques; mais nous avouons n'avoir jamais rien vu dans ses colonnes qui puisse justifier l'incroyable jugement que porte sur lui M.***.

Cette étrange façon d'agir respire au plus haut point son parfum de bourgeoisisme. Il faut croire que dans cette caste, ce vice est endémique; d'ordinaire, en effet, ces messieurs n'admettent de discussion, de liberté que pour eux et leurs amis; et si parfois il leur prend la fantaisie d'honorer de leurs prosaïques rêveries une feuille prolétarienne, c'est à la condition expresse, pour cette *trop heureuse feuille*, de ne jamais se permettre sur leur œuvre que des réflexions élogieuses.

N'en déplaise à M.***, ce n'est point ainsi que doivent fonctionner les champions de la révolution sociale; et puis, la liberté n'est pas une catin embéguinée, qu'il soit absolument nécessaire d'avoir, pour la servir, toujours les mains gantées et

le binoche à l'œil. Nous estimons que la désinvolture un peu débraillée de ses vigoureux amants, sied mieux à son mâle et robuste tempérament que la tenue raide et compassée de ses courtisans empesés.

La transition.

Les temps sont proches. — Dans quelle époque avait-on vu le monde plus agité? — Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, tout est cahos, confusion, désordre; partout les multitudes se remuent et les anciennes institutions tombent; le vieil ordre social, ses mœurs, ses religions, ses lois sont bouleversés devant la brise des idées nouvelles.

Qu'est-ce qui trouble les entrailles de la société présente?

Le désir du bien-être qui se fait sentir parmi les classes souffrantes, l'amour de la liberté qui germe dans le cœur des peuples; désormais, entre l'oppressur et l'opprimé, il n'y aura plus de trêve, et la guerre est le seul état possible dans le sein des nations.

C'est en vain que les pouvoirs existants s'unissent pour arrêter le mouvement qui les emporte. S'ils continuent l'alliance des rois contre la solidarité des peuples, le vieil édifice écroulera tout entier sous le poids de leur tyrannie généralisée; si pour détourner chacun chez soi le cours des événements, ils cherchent à se harceler les uns aux autres, ils ne feront que travailler à leur ruine, et les peuples n'auront qu'à s'en applaudir. Ils peuvent essayer de tous les moyens que la ruse leur suggère, mais ils dansent leur dernière saturnale.

Mais après eux sera-ce la fin de cette société d'exploiteurs et d'exploités?

Prolétaires, c'est à nous de répondre. — Si nous connaissons notre valeur, nous pouvons envisager avec confiance la révolution future; si nous savons vouloir, nous changerons la face des choses; nous pouvons transformer cette société difforme, ce séjour du crime, ce contraste frappant de maîtres et d'esclaves, cette terre que nous avons toujours arrosée de nos sueurs et de nos larmes, en demeure d'harmonie, en terre productive, où l'être humain pourra s'épanouir comme la fleur des champs, dans le développement de ses facultés, et où le peuple sera un et véritable, et par la solidarité de ses intérêts, et par l'expression libre de ses désirs et l'accomplissement de ses volontés.

Tout peut être obtenu, mais il faut que le prolétaire sorte de la morne existence dans laquelle on l'a toujours relégué; il faut que d'être passif il devienne actif, qu'il soit ouvrier de l'intelligence aussi bien que des bras, et qu'il cesse de se laisser remorquer par les hommes et par les choses.

Le triomphe de la liberté n'est assuré qu'à ces conditions; il n'y a que ce chemin, et c'est le moment de l'explorer pour balayer les encombrements qui s'y trouvent.

Les temps sont proches, et les hommes du passé sont toujours disposés à tendre de nouveaux pièges et à forger de nouvelles chaînes.

Ecoutez. — Quel est ce claquement de mains qui parvient à mes oreilles? — J'entends des rires et des bravos. — J'aperçois une assemblée qui applaudit à un individu. Je vois un ouvrier qui en sortant se rongant les poings, pour n'avoir pas eu l'audace de protester. — Qu'y a-t-il, lui demandai-je? — Le gazetier, (1) me dit-il, a employé son éloquence pour manifester une prophétie funeste. — Funeste, lui dis-je! — Jugez-en par la forme.

(1) Le gazetier, ce nom est appliqué par quelques prolétaires au conspirateur Simon Bernard, qui instruisait ceux qui fréquentaient son club, avec la revue des faits de la semaine.

« Que faut-il pour renverser le gouvernement du despote? Quelques hommes en blouse (*toujours en blouse*), une émeute commence, on tape, un coup de feu part, un *vieillard* tombe. Deux heures, rien que deux heures, et Paris est couvert de barricades; deux heures ensuite, et l'homme de décembre et ses complices ont reçu le prix de leurs œuvres; deux heures de plus, et leur propriété se trouve confisquée et *répartie entre ceux qui ont le plus souffert*. »

Bravo! alors le prophète et ceux qui applaudissent ont sans doute souffert?—J'en doute.—N'importe. Toutes les religions nous ont démontré ce qu'il en coûtait que d'adorer les martyrs qui étaient morts, nous nous mettrons en garde contre ceux qui sont vivants.

Entendez-vous ces bons apôtres, comme ils pensent accomplir la révolution future?—Ils osent bien attaquer la propriété, mais c'est pour la changer de mains; ils vous cassent la tête en vous disant que la propriété c'est le vol; ils veulent même déposséder des voleurs, mais c'est pour posséder eux-mêmes; et une fois leur but assuré, nous nous trouverons comme en juin : on fera couler le sang par torrents plutôt que de voir le prolétariat entrer en possession de ses droits.

Merci, messieurs, pour vos souffrances!

Nous sommes convaincus que la propriété individuelle est la source de tous les maux qui depuis la nuit des temps se sont appesantis sur le genre humain.

Nous sommes également convaincus que nous ne pouvons rien attendre de bon, tant que subsistera le principe d'exploitation. Ainsi, nous considérons cette institution comme le plus grand obstacle qui soit dressé sur le chemin de l'avenir.

Si nous voulons décidément notre émancipation, prolétaires, il faut aller droit au but; et si par crainte ou par respect, nous passons à droite ou à gauche, nous n'irons pas loin sans que nous retrouvions la misère plus intense que jamais; et en la léguant à nos enfants, n'en accusons que nous-mêmes, pour notre bêtise et notre lâcheté.

Tous, sans doute, nous désirerions voir s'accomplir sans secousse la révolution sociale, et que l'humanité pût se frayer une voie pour la guider sûrement, sans voir tomber un seul de ses enfants; mais qu'attendre des moyens de destruction établis pour maintenir les peuples dans la servitude! Le bien-être ne peut être conquis sans passer par de vives douleurs et sans avoir à déplorer la mort de nos frères les plus utiles. Ainsi, attendons-nous au combat, comme transition première.

Mais après la fatale nécessité de détruire, vient le devoir de reconstruire, et la solidité de tout édifice nouveau consiste dans la manière de ses fondements.

On a déjà tiré bien des plans, tant bons que mauvais, fait même des essais pour organiser la société future.

J'entends les uns qui, se voyant incapables de se gouverner eux-mêmes, et sans doute ne voulant se donner la peine de rechercher les moyens d'arriver à ce résultat, demander des dictatures, des gouvernements avec leurs pouvoirs législatifs et exécutifs, — langues dorées et tranchants affilés qui laisseront le peuple tout à fait libre, pourvu qu'il ne sorte pas des limites tracées par eux.

D'autres croient établir le communisme tout comme on a établi l'empire, avec toute sa réglementation intérieure, dans le modèle de *la très-sainte Icarie*.

Et d'autres encore ont déjà prêché des triades, formes et formules socialistes, tous avec l'infaillibilité en tête et très-disposés de voir le peuple un être systématisé.

Mais avant tout, je crois, il doit être émancipé.

Et notre émancipation ne peut sortir que de nous-mêmes. Le travail le plus dur est confié au peuple; les barricades sont élevées par ses mains et arrosées de son sang; sur elles, on reconnaît sa souveraineté; il ne faut pas qu'il en descende pour faire garder cette souveraineté par d'autres et se mettre sous leur tutelle.

Au contraire, c'est en ce moment qu'il doit agir par

lui-même, s'il veut fonder une société conforme à ses aspirations.

Que quelques prolétaires énergiques, sortis des barricades, escaladent la plate-forme sur laquelle les despotes ont toujours joué la comédie, et tout en la défendant de l'approche des nouveaux acteurs, qu'ils mettent les rouages à la locomotive révolutionnaire; qu'ils ne présentent pas une proposition, qu'ils ne rendent pas un décret sans être convaincus d'avance que ces mesures sont de nature à satisfaire les besoins de tous et de de toutes

1° Quel est toujours l'endroit faible par où on tient le peuple? Par le ventre, car lorsque le ventre est vide, la cervelle est malade, et la misère engendrant le désordre donne force à la réaction.

— Les objets de première nécessité ne manquent pas : donnez du pain au peuple, assurez à tous les moyens d'existence.

2° Lorsque l'estomac est satisfait, on délibère avec calme et justesse : l'organisation du travail est une chose de première utilité.

— Faites que les travailleurs délibèrent sur toutes les questions relatives à cette organisation, conformément à leurs vœux.

3° Pour produire, il est de toute nécessité que la matière première, l'instrument du travail soit à la portée de tous, et non plus entre les mains de quelques détenteurs.

— Expropriez pour cause d'utilité publique, la propriété immobilière, les mines, les usines avec toutes leurs dépendances, ainsi que tous les instruments de production.

Et lorsque vous aurez délivré le peuple des angoisses de la faim, lorsqu'il pourra délibérer directement sur tous ses intérêts, lorsqu'il aura entre ses mains les objets propres à produire, alors les chemins sont ouverts. Prêchez des systèmes, démontrez des voies meilleures pour rendre l'être humain de plus en plus heureux, si vous êtes dans la vérité, vous trouverez le prix de vos œuvres.

J. R.

Nous avons inséré cet article *in-extenso*, bien que toute la dernière partie soit loin d'être conforme à notre manière de voir. Nous prions notre correspondant de réfléchir une autre fois que notre amour pour la liberté d'émission de la pensée ne saurait aller jusqu'à nous faire admettre des idées erronées, aussi anti-révolutionnaires, que celles qui font la conclusion de son article.

Nécrologie.

Le 9 mars, l'association des *Affranchis* accompagnait au cimetière de Molenbeeck la dépouille mortelle de Charles Van Humbeeck, l'un de ses membres.

Les convictions de Charles Van Humbeeck étaient formées depuis longtemps. Il appartenait à cette pleiade d'hommes qui ont en horreur le despotisme, et qui luttent pour le triomphe de la liberté.

Constamment à la tâche, il avait senti de bonne heure le poids du lourd fardeau que l'exploitation fait peser sur le travail, dont il rêvait l'affranchissement.

Ennemi des préjugés, jugeant à leur valeur les simagrées religieuses, il n'a pas voulu recevoir, — quelques instances qui aient été faites, — aucun de ceux qui exploitent la crédulité, propagent l'erreur et le mensonge pour se rendre nécessaire.

Dans ces circonstances douloureuses où se trouve un prolétaire, lorsqu'à la suite d'une longue maladie, la gêne chez lui fait place à la misère, il

est beau, il est édifiant d'admirer les moyens employés par les *bonnes âmes* pour triompher de la résistance qu'il oppose par lui aux suggestions du clergé.

Voyez-vous ces pieux personnages se glissant près du grabat où gît, cloué par la souffrance, le malheureux patient. Sachant qu'il n'a pas toujours de quoi se procurer les médicaments ordonnés, lui insinuer qu'on est tout disposé à lui venir en aide, « *mais qu'il doit recevoir les secours de la religion et se préparer à mourir dans la paix du seigneur*. »

Marché dégradant, trafic infâme, proposé à la conscience d'un être dont ils supposent les facultés intellectuelles affaiblies par la maladie.

Rendons justice à la mémoire de Charles Van Humbeeck, il est resté ferme jusqu'au dernier moment; et quelques heures avant de terminer sa carrière, il disait se sentir encore assez de force pour faire dégingoler les escaliers, au p'être assez osé pour pénétrer jusqu'à lui.

Son dernier vœu a été pour que sa femme persévère dans la voie démocratique, et qu'elle élève son fils dans les principes révolutionnaires.

Nous donnons la dernière partie d'un *dialogue politique* extrait du *Libertaire*.

... — A propos, vous venez parler de l'éternel, croyez-vous en Dieu?

— Certainement non.

— Et pourquoi?

— Selon moi, pour croire en Dieu, il faudrait qu'il fut prouvé qu'il est tout puissant et par conséquent infaillible, le contraire est prouvé. Ainsi, quand il affirmait que le soleil tournait autour de la terre, la science est venue lui dire qu'il commettait une erreur, que c'était la terre qui tournait autour du soleil, et il a fini par l'avouer. Il prétendait que la terre était plate, que la partie étoilée, que nous voyons au-dessus de nos têtes, était un immense dôme posé sur notre planète : la découverte de l'Amérique lui a prouvé le contraire. Ce pauvre Dieu qui a créé la terre avoue donc qu'il ne sait pas si elle tourne ou si elle est fixe, si elle est plate ou si elle est ronde. Il jouissait seul du droit de se servir du tonnerre, instrument qui fait beaucoup de bruit et avec lequel il effrayait l'espèce humaine. La science vient d'en faire un facteur; en attendant mieux, il porte nos correspondances à domicile, en suivant les fils télégraphiques. Aujourd'hui, ne sachant plus que devenir, Dieu se fait jésuite, il se met à la tête de l'armée française pour la liberté, et à la tête de l'armée autrichienne pour l'absolutisme. Il chante des *Te Deum* à Paris et lance à Vienne l'anathème contre l'armée française. Est-il encore possible de croire en Dieu?

— Peut-on, de nos jours, être révolutionnaire, c'est-à-dire vouloir l'abolition de l'exploitation de l'homme, par conséquent la destruction de l'autorité, et croire en Dieu?

— Evidemment non, puisque Dieu est la source de toute autorité.

— Encore une question pour terminer. Que pensez-vous des révolutionnaires qui se marient à l'église et font baptiser leurs enfants?

— Je pense que ce sont des fripons ou des crétiens.

LE PROLETAIRE

Abonnement : Plus de Privilège. Tout par le travail. Pour la province :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an 2 fr. 00
Six mois 1 . 00
Trois mois 0 . 50

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Coulon, rue de Middeleer, 18.

LE JOURNAL est expédié franco Par la poste.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Cecil street, Mile-end-Road.

Un an 3 fr. 00
Six mois 1 . 50
Trois mois 0 . 80

Pour la Suisse et l'Angleterre, 5 francs par an.

MM. les abonnés de la province peuvent en envoyer le montant en timbres postes.

Bruxelles, 6 Mai 1860.

La société jugée par ses pairs.

C'est le vieux monde du despotisme et de l'exploitation qui s'en va.
C'est un monde nouveau de liberté et de travail qui commence.
(Pensée d'un anarchiste).

Un journal conservateur, l'*Echo de Bruxelles*, publie la correspondance suivante :

Londres, 24 avril.

Nous vivons au jour le jour; bien habile serait l'homme qui pourrait lire dans l'avenir, et même dans un avenir très-rapproché.

Jamais, en effet, la situation politique de l'Europe ne se montra sous un aspect plus incertain à la fois et plus solennel sur plusieurs points; l'esprit des peuples est dans un état indicible de fermentation, triste avant-coureur des agitations et des grands orages. Et que font les gouvernements au milieu de ces signes précurseurs de la tempête? Au lieu de prendre des mesures salutaires, qui puissent calmer les esprits et rétablir l'harmonie dans les relations internationales, ne dirait-on pas que tous les hommes d'Etat de l'Europe ont été atteints du vertige de la littérature diplomatique, tant l'atmosphère politique est obscurcie et embarrassée par une quantité de notes, de circulaires, d'adresses, de protestations, de déclarations et de memorandums, qui tous, loin d'éclaircir les questions, semblent avoir pour mission de tout assombrir, de tout embrouiller?

On dirait autant de parties d'échecs, dont les enjeux, bien aventurés, seraient le bonheur et la tranquillité des peuples, mais dont tous les échiquiers auraient été posés sur des volcans.

Pendant ce temps-là, le bruit souterrain des transformations sociales ou territoriales s'approche et grandit. L'Espagne fermente, l'Italie méridionale s'agite, la Hongrie est menaçante dans la réclamation de ses anciens privilèges; les derniers états vermoulus de l'empire ottoman se brisent de toutes parts. La Russie, la Prusse, l'Autriche, l'Angleterre arment avec précipitation, et la France toujours armée, attend, la main sur la garde de son épée, le cours et l'occasion des événements.

L'invention du suffrage universel, cet engin politique si dangereux, et que le gouvernement français nouveau sait utiliser, tout en transformant la base du droit public et des constitutions diverses, amènera, l'on n'en peut douter, des résultats bien imprévus de ceux même qui ont évoqué, pour le besoin du moment, ce droit primitif des nations à leur naissance. Dans une prochaine lettre, nous reviendrons sur ces graves mais utiles réflexions.

A. C.

Peut-on tracer en termes plus éloquents et plus explicites à la fois, un tableau plus vrai et plus saisissant de la situation présente de l'Europe. Et

c'est à un écrivain bourgeois! et c'est à un journal conservateur que nous empruntons ces lignes!!!

Ah! quand c'est nous révolutionnaires-socialistes qui disons ces choses; quand frappés des nombreux symptômes de dissolutions sociales qui s'amoncellent à l'horizon, nous crions aux prolétaires: Alerte! amis, la société s'en va, la société se meurt, la société s'affaïsse et croule sous le poids de la corruption, de l'iniquité et des crimes de nos maîtres, on nous accuse de pessimisme; on nous dit que nous sommes des oiseaux de mauvais augure, des alarmistes, enfin. Pourtant, que faisons-nous autre chose que ce que fait l'écrivain précité, c'est-à-dire, signaler un fait frappant, palpable pour tous. Ne faut-il pas, en effet, avoir une étonnante exiguité intellectuelle, être doué d'une très-grande dose d'optimisme, pour ne pas s'apercevoir de l'immense, de l'inévitable dégringolade sociale et politique qui se prépare. A quelle époque a-t-on vu autant de signes précurseurs de révolution qu'à l'époque actuelle? Et où est le principe de conservation sur lequel puisse encore s'appuyer le vieux monde de l'exploitation et du privilège?

La morale? — Mais la société est corrompue et gangrenée jusqu'à la moëlle; mais le monde bourgeois, — et hélas! une grande partie du prolétariat lui-même qu'il entraîne à sa suite, — suintent le vice, exudent l'immoralité par tous les pores!

La conscience? — Mais elle n'existe plus que dans la sacoche du spéculateur, ou dans les sentines de la bourse!

La religion? — Mais où en trouver de traces ailleurs que dans l'imagination toquée des fripons et des imbéciles? Il n'est pas un croyant qui ne consente à vendre son Dieu pour un billet de mille francs! On va à la messe aujourd'hui comme on va au cabaret, affaire d'habitude, voilà tout; et le prêtre n'a plus d'autre autorité, d'autre prestige, que ceux que lui donne la fortune. Demandez plutôt au bonhomme Pie et à ses dignes acolytes, les évêques, il vous diront, le premier dans son encyclique, les autres dans leurs mandements que: « pour que la religion et l'église puissent exercer, sur les peuples, une influence salutaire, il est de toute nécessité que ses chefs jouissent de grandes immunités, possèdent de vastes patrimoines, de nombreux capitaux!! »

L'autorité, la loi, la justice? — Demandez à M. Badingue n° 3, et à ses honorables collègues en despotisme, ce qu'ils en ont fait?

Vous le voyez bien, « l'ordre social » n'est plus un principe, un droit, une autorité; ce n'est plus qu'un fait, et un fait brutal encore!

Oh! oui, le correspondant du journal que nous citons en commençant, a bien raison de le dire: « La société officielle, le monde capitaliste et de l'exploitation dansent sur des volcans. » Mais aussi gare à qui devra payer les violons!!!

Et nous camarades, — dirons-nous à l'innombrable famille des travailleurs, nos frères

« en honte, en douleurs, en misère, »

devrons-nous attendre impassibles et les bras croisés, le jour de la grande irruption sociale? Ne devons-nous pas nous préparer pour la moisson future? Les temps sont proches. Le despotisme est en train de filer sa dernière quenouille, de danser sa carmagnole finale.

La révolution, comme la Némésis vengeresse, fait entendre de sourds grondements, présages certains des grandes et salutaires tempêtes.

Prolétaires, alerte! tenons-nous prêts; ayons constamment aussi nous, « la main sur la garde de notre épée (si nous n'avons pas d'épée, nous avons autre chose), et attendons le cours des événements. »

C'EST LE VIEUX MONDE DU DESPOTISME ET DE L'EXPLOITATION QUI S'EN VA.

C'EST UN MONDE NOUVEAU, DE LIBERTÉ ET DE TRAVAIL QUI COMMENCE.

Solidarité révolutionnaire.

SOUSCRIPTION EN FAVEUR DU LIBERTAIRE.

Montant de la première liste.	fr. 20
<i>Seconde liste.</i>	
La citoyenne Martin.	1
La citoyenne S.	2
La famille C.	2
Les citoyens :	
Morvoet.	0 50
G. S.	1
Delestré, ancien condamné politique.	2
Un étudiant de l'Université libre.	1
P. Vandendughen.	0 50
F. Raymaker.	0 50
J. J.	1
F. M.	1
F. V.	1
F. W.	1
E. T.	1
Colinez.	1
N° 107, ex-transporté de Lambessa.	1 50
J. C.	1
C. Van Eeckhoutte.	2
M. G.	0 50
L.	0 50
H.	0 50
M.	0 50
A. R.	0 25
M. B.	0 50
Th. Dugimont.	0 50

Total général 44 25

Le prolétariat doit-il être payé constamment de mots, de discours vides et trompeurs? Devra-t-il suivre toujours, les frères prêcheurs posés sur des doctrines de fabrication plus ou moins nouvelle, récitant avec plus ou moins d'adresse, d'onctuosité, de simplicité, et des apparences de bonhomie, souvent séduisantes, les idées et les boniments, qu'ils ornent du nom de progrès.

A les entendre, progrès signifierait avancement de l'humanité vers sa destinée. Hé bien, soit! mais qu'entendent-ils par ce mot, destinée?

Faut-il admettre avec celui d'entre les théoriciens qui devance tous les autres, en les foulant pour aplanir son passage, que la théorie du progrès soit le chemin de fer de la liberté? Nous le voulons bien.—En ce cas, que signifient ces ravauderies qu'on vous débite à satiété, comme pour nous inspirer le dégoût du raisonnement et surtout du vouloir, nécessaire et vraie locomotive révolutionnaire?

Pour le prolétaire, éclairé enfin sur la vanité des vieux et des vieilleries, il n'est que deux termes qui doivent l'attacher, c'est : révolution et liberté. — Sans autre autorité que son sentiment propre, il limite à ces deux points, toute l'œuvre qu'il soit à accomplir.

• Jusqu'à ce jour, la démocratie a suivi les formes du gouvernement monarchique, la politique monarchique, l'économie monarchique, la philosophie monarchique. •

Ce texte de l'écrivain déjà cité, ne provoque-t-il pas une investigation plus profonde des vues, des pensées, des aspirations des prétendus amis du progrès.

Et si nous pénétrons plus avant dans cette société qui est leur œuvre, ou dont ils sont au moins les souteneurs ardents, tout n'est-il pas également monarchique dans toutes les branches de l'art, la musique, la peinture, le statuaire, le drame, dans la science, dans les productions littéraires et oratoires?

Qu'est-ce que célèbrent, qu'est-ce que recherchent les artistes, les écrivains, les savants, sinon la jouissance, la gloire, la richesse personnelle? Et par quelle voie? En travaillant exclusivement pour les riches, les grands, les rois, en se donnant pour des êtres privilégiés, des génies, des princes de la nature, des immortels. N'ont-ils pas aussi leurs théories du progrès, les artistes. Ne les entend-on pas dans leur esthétique et leur moralisme, nous vanter l'influence de l'art sur l'avenir social, par l'amélioration des mœurs, par la réforme continue des mauvaises tendances, telle que la disposition du pauvre à se plaindre de l'oppression que le riche, pour continuer d'être riche et pour le devenir davantage, lui impose? Ne retrouve-t-on pas en eux, les continuateurs de l'idée platonicienne, qui prétendait supprimer l'amour entre citoyen et citoyenne de sa république, en proscrivant les tons et les modes musicaux les plus propres à exprimer les sentiments de cette affection fondamentale de la vie? Si, comme ce philosophe voulait le faire, ils ne rejettent pas ces modes, ils n'ont pas moins la prétention de procréer cette musique qu'ils appellent céleste, qui s'entend dans les églises, et nous élève (style de bigotterie) jusqu'à la béatitude de la résignation, de la foi et de l'espérance. Aussi, rentrés dans nos mansardes ou dans nos caves, ou dans cet établissement de toutes ces misères, qui s'appelle le ménage et la famille chrétienne, que nous reste-t-il à faire? A manger tristement un pain grossier, ou tel aliment insuffisant à la reproduction de nos forces, en pensant avec colère et dégoût, que le prêtre et tous ses complices artistes et *tutti quanti*, s'entretiennent autour d'un bon dîner, — et en pinçant la cuisse de quelque dévot et gracieuse Hébé, — des charmes mélodiques et de la beauté des accords, que le *maestro* leur a donné le bonheur d'entendre.

Quant aux peintres, ce qu'ils nous représentent, ce sont des combats, des scènes de carnage, des champs de bataille couverts de cadavres du prolétariat, confon-

du pèle mêle avec les chevaux; en même temps que dans une place de leur toile, l'on voit quelque soudard parvenu ou né privilégié, étendu blessé ou mort, mais entouré de figures respectueuses, admiratrices, pleines de regrets de la perte que la patrie en deuil, — image dont on a tant abusé, — vient de faire.

Pour la science, c'est autre chose; son rôle consiste à créer et à fournir les instruments : canons rayés, carabines perfectionnées, ponts qu'en peu d'instants on jette sur une rivière, transports commodes, boulangeries pouvant subvenir en quelques heures à alimenter des centaines de mille hommes, bâtiments de mer cuirassés, artillerie irrésistible, fusées incendiaires, moyens de pointage mathématiquement justes, appréciations admirables d'exactitude du nombre de prolétaires à perdre et à sacrifier, pour arriver en un nombre de jours ou d'heures à prendre une ville, une forteresse ou à les brûler, comme à détruire ou couler un bâtiment de mer ou une escadre. — Le sang humain est la considération la moins importante. C'est par le renom et la gloire des princes, des généraux, des amiraux; c'est par la somme des têtes sacrifiées dans ces boucheries, c'est par la rapidité des résultats obtenus, c'est par la somme de puissance que ces belles œuvres révèlent chez ceux qui en disposent, qu'il importe de frapper les esprits. Les peintres, les musiciens, les écrivains se chargent à l'envi, de propager le retentissement de ces hauts faits.

Prolétaires! c'est le sang des nôtres qui a coulé à flots; c'est le travail de nos mains qui a construit ces engins et machines; c'est par le travail de nos mains que sortent toutes les richesses employées à payer ces folies, ces attentats aux lois de la nature, à en récompenser les auteurs, et à payer les princes de l'art, qui promettent d'en éterniser les *souvenirs glorieux!*

Qu'avons-nous besoin de nous enquérir davantage du sens de ce que nous appellerons aussi, destinée humaine? Sa vraie signification est écrite en nous, dans nos vœux, nos aspirations, nos tendances vers les arts, vers l'étude, vers le bien-être, vers la vie. N'est-ce pas nommer assez la liberté? Et s'il n'est pour l'obtenir qu'un moyen prompt et sûr, la révolution; ces deux termes associés, révolution et liberté, sont à la fois notre destinée et toute notre théorie!

Depuis l'apparition de notre dernier numéro, trois meetings ont eu lieu. Inutile de répéter que dans notre *cher pays de liberté par excellence* (style bourgeois satisfait), il est très-difficile de se procurer un local où l'on puisse tenir des assemblées populaires. Messieurs les chefs d'établissements se laissent si facilement intimider par les autorités (*protectrices des personnes et de la liberté des citoyens*), qu'un simple avertissement suffit pour les décider à refuser leur local.

A l'heure qu'il est, la commission directrice n'a pas encore reçu de réponse définitive et elle n'a pu fixer le jour pour une réunion.

Quant à nous, nous attendons un prochain numéro pour apprécier les idées qui se sont produites dans ces réunions.

Citoyen rédacteur,

Vu l'observation faite par vous sur l'article *la Transition*, je crois en conscience devoir répondre.

Vous considérez la conclusion du dit article comme anti-révolutionnaire; vous trouvez erronée l'idée qui y est manifestée. — Votre franchise ne peut jamais me déplaire, et si je vous adresse quelques observations, c'est dans le but de bien préciser une question sur laquelle on n'est jamais assez éclairé.

Que doit accomplir la révolution?

Elle doit renverser l'édifice du mal qui existe, où occupe un très-grande place *l'autorité*. — Cette institution créée pour tenir l'être humain dans l'enfance perpétuelle, en le faisant une machine dont le moteur soit entre les mains de ceux qui s'en emparent, leur donne tous les moyens de vivre dans l'abondance, et en parasites, aux dépens d'un monde de dupes.

Et cette institution toute anti-humaine qu'elle est, n'en est pas moins acceptée par les peuples ignorants, qui, imbus de ce funeste préjugé, attendent tout d'elle; mais ils ne tarderont pas à comprendre que le mal n'engendre que le mal, et que le bien ne peut jamais sortir d'une institution pareille.

Oui, l'autorité n'existerait pas moins, fut-elle représentée par des aristocrates, des boutiquiers ou des prolétaires. Etant tous également des hommes, pas mauvais dans leur propre nature, mais pouvant se tromper, et abuser des positions qu'on leur fait et du pouvoir qu'on leur donne.

Ainsi, en fait de gouvernement, tout vrai révolutionnaire ne peut en reconnaître d'autre que celui de tous par tous, de soi-même par soi-même. Grands sont les obstacles qui sont dressés devant l'application de ce principe, et cependant l'humanité n'en suit pas moins la route qui y conduit.

Le principe est affirmé, il est le but de tous nos efforts, de toutes nos études. — Il est devant nous, quoiqu'éloigné. Cherchons donc à nous diriger vers lui en faisant le moins de détours possible.

Je vois que l'idée émise dans mon précédent article n'a pas été comprise. La faute en est sans doute de ne l'avoir pas exposée assez clairement.

Je n'avais ni la prétention de préconiser une forme de gouvernement quelconque, ni le désir de voir ce gouvernement composé de prolétaires, pour la même cause que j'ai énoncé plus haut.

Ce que j'avais en vue, c'était plutôt de signaler les besoins les plus urgents, les plus indispensables à satisfaire avant tout. Et comme leur satisfaction n'est pas absolument difficile, j'ai considéré qu'une initiative quelconque, la plus simple serait la plus apte à opérer ce résultat.

Elle est bien loin de moi la pensée de vouloir soutenir cette initiative comme indispensable; ce que je sais, c'est qu'il y a trois grandes questions de vie ou de mort à résoudre, et peu importe par qui ou de quelle manière elles peuvent être résolues. Ce qui me préoccupe le plus, c'est leur accomplissement.

La misère qui en certains moments nous conduit à l'action, n'est pas moins une mauvaise compagne; elle ne donne aux peuples que des idées de désespoir. — La fièvre de la faim tient l'intelligence assoupie, et le malheureux qui en souffre est prêt à s'égarer dans l'erreur et à tomber quelquefois dans le crime. Et si en 48, les rangs de la garde mobile et ceux de la bande moucharde furent si promptement remplis, ce fut parce que les conseils de la misère furent bien pressants. Ainsi, je ne fais que le répéter, le pain est la pierre fondamentale, la première puissance attractive qui nous fait agir. Il faut qu'il soit assuré à tous. Les objets de première nécessité, aussi bien que les moyens pour leur juste répartition, ne manquent pas; ce qu'il manque, c'est *le vouloir*.

Et l'exploitation de l'homme par l'homme? C'est encore enchaîné par la misère, que l'être humain se laisse plus facilement exploiter. — Ayant résolu la première question, la seconde sera bien plus facile et plus immédiate. Lorsqu'on a l'existence assurée, on se sent libre, et le peuple qui jouit de cette faculté sera plus radical dans ses principes. L'organisation du travail sera plutôt et mieux résolue par des hommes compétents, par les travailleurs, que par les économistes politiques et les gens de lettres.

La société du passé a tout fait pour nous diviser; par ce moyen, elle a pu nous river facilement les chaînes de la servitude, occupés que nous sommes, des tristes

nécessités du moment, et livrés au continuel souci du lendemain.

L'union dont nous avons tant besoin se fera d'elle-même lorsque la liberté sera conquise.

Et la démonstration déjà faite de la nécessité de transformer la propriété territoriale individuelle, la possession personnelle des instruments de production, et de leur création en propriétés collectives, se fera accepter par le peuple en masse, lors de ses délibérations sur toutes les questions relatives à l'organisation du travail.

D'autres que lui ne peuvent plus souverainement décréter l'expropriation ou la confiscation de la dite propriété, et appliquer les moyens à sa convenance pour en faciliter la réalisation.

J'ai parlé d'initiative, et quoique je ne la regarde pas comme indispensable, les circonstances peuvent la réclamer. — Voilà en quelques mots comme je la comprends : Que quelques hommes ou femmes énergiques s'assemblent en commission; qu'ils fassent appel à toutes les corporations, à tous les divers ateliers; et tout en barrant le passage à tout spéculateur politique qui essaierait d'opposer des obstacles à la marche de la révolution, qu'ils proposent les mesures les plus utiles pour l'assurer; qu'ils tâchent de pourvoir à tous les besoins matériels du moment (je crois qu'il n'est pas bien difficile d'arriver à ce résultat). Le peuple divisé en section ou en corporation, délibérera sur toutes les questions générales, pendant que la dite commission veillera, et au maintien de l'ordre et à la régularité des communications, ou envoi des délibérations d'une section à l'autre, d'une ville à l'autre, d'un département à l'autre. Peut-être même serait-il bon d'organiser dans chaque corporation une commission composée des plus éclairés sur les questions pendantes, et d'envoyer des délégués de ces commissions à la commission d'initiative centrale, pour l'aider à mettre à exécution les décisions populaires, ou pour la remplacer si elle faisait fausse route.

Telle est cette initiative transitoire telle que je la comprends. Elle n'est pas un gouvernement, elle n'est pas l'autorité, elle ne peut jamais abuser des circonstances. Armée, prétraille et police; prisons, couvents et casernes, malheur au peuple s'il n'en finit immédiatement avec ces édifices, fourmillières de fainéants, de bourreaux de la chair et de l'intelligence.

Un gouvernement peut-il subsister sans ces choses-là ?

Non. A mon point de vue, cette commission d'initiative pour un moment, et changée ensuite en commission administrative, ne peut se maintenir sans être reconnue par le peuple ou nommée par lui, et révocable à volonté.

Citoyen rédacteur, je crois ma tâche terminée pour cette fois. Vous conviendrez avec moi de la difficulté qui existe de pouvoir préciser la marche des événements futurs, et le degré d'intelligence auquel atteindra le peuple lorsque le moment d'agir sera venu.

Ce serait aux prétendus prophètes qui, selon l'avis de certains imposteurs, flanqués de quelques dupes traînés à leur remorque, à pouvoir lire dans l'avenir, et qui prétendent établir une transition sociale, infaillible. Mais la démocratie populaire n'aura jamais à sa solde ces prophètes, ne voulant et ne pouvant pas les payer; il n'y aura que quelques ouvriers qui, voyant ce qui se passe dans les entrailles du volcan populaire, déposeront l'outil pour un moment pour crier : « *Les temps sont proches, préparez-vous !* »

Si ma voix, aussi faible qu'elle est, peut en éveiller une autre d'une force supérieure; si ma pensée jetée sur ces colonnes en fait naître une autre plus lucide, plus vraie et plus juste, mon désir sera parfaitement accompli.

J. R.

Correspondance particulière du Prolétaire.

Paris, 25 avril 1860.

Citoyen rédacteur,

Dans ma dernière correspondance, après vous avoir indiqué les moyens énergiques que le prolétariat parisien est déterminé à mettre en pratique, afin de s'assurer un triomphe définitif lors de la future et très-prochaine trippotée, je terminais par cette question, que je vous faisais m'adresser : « Après, me direz-vous, citoyen rédacteur ? » J'ai promis de répondre; je tiens aujourd'hui ma promesse; car, quelque complet qu'il soit, — le triomphe dans la rue n'est pas, tant s'en faut, — le dernier terme de la révolution; il n'en est, il n'en peut être que le premier jallon. Il est donc nécessaire, indispensable, que nous nous enquerions à l'avance, là où la révolution doit d'abord et immédiatement frapper, afin de fermer tout retour à la réaction et d'assurer le radicalisme de sa marche.

Peut-être, les grands seigneurs de la démocratie officielle, vont-ils se récrier, demander de quel droit des ouvriers osent se permettre de chercher la solution de questions, que toute leur vie ils ont étudié, eux, sans pouvoir parvenir à les résoudre.

A ces républicains podagres, je réponds d'avance : 1° Que les idées n'étant le patrimoine exclusif de personne, chacun est parfaitement libre de les traiter à sa façon. 2° Les ouvriers n'étant pas absolument condamnés à avoir la cervelle aussi creuse, le crâne aussi vide que l'ont d'ordinaire les doctes et savants discoureurs de la caste bourgeoise, rien ne prouve qu'ils ne sont pas plus aptes à traiter, à résoudre les questions révolutionnaires, que ne l'ont été jusqu'à ce jour ces honorables *pédagocrates*. Et puis, si je me trompe, les colonnes de votre journal sont là, citoyen rédacteur (je suis persuadé que vous les ouvririez à tous), à la disposition de ceux dont le cœur est assez ardent, la cervelle assez bien garnie pour oser entrer en lice. Le voudront-ils les grisons fourbus de la vieille école ? Je ne l'espère pas. Leur impuissance, leur mauvaise volonté sont si notoires !!!

Qu'importe; en attendant, entrons en matière.

D'abord et avant tout, quel est le but de la révolution ?

Créer un état de choses, où la liberté de tous, ayant pour corollaire la liberté absolue de chacun, où l'homme maître de sa personne, libre et unique dispensateur des actions de sa vie, ne reconnaîtra plus d'autres lois, d'autres règles que celles de sa libre volonté, de ses spontanées et facultatives aspirations; pour tout dire en un mot, le but de la révolution est de rendre à l'être humain son intégrale et individuelle autonomie !

Ce résultat peut-il d'un seul coup et sans transition aucune être atteint ? Je n'hésite pas à répondre : oui ! Quelque téméraire que puisse paraître cette affirmation, si, au lieu de s'amuser aux compositions routinières, aux traditionnels tatonnements des vieux et impotents fabricants de constitutions, marchands de suffrage universel, de souveraineté du peuple et autres boniments d'égale valeur, on lance le char révolutionnaire dans une voie sûre et radicale, avec l'énergique résolution, l'audacieuse vigueur que doit donner aux âmes fortement trempées, la certitude absolue, la conviction inébranlable que là est le chemin du salut pour tous.

Oh ! dans ce cas, la vieille société aura bien vite râlé son dernier souffle, et la distance qui nous sépare de l'idéal vers lequel nous aspirons sera bientôt franchie.

Quelle est donc cette voie ? quels sont donc les moyens à employer ? — Les uns nous proposent une convention nationale, ou un comité de salut public; d'autres veulent un dictateur; d'autres encore, nous vantent la bonté, l'efficacité d'une commune révolutionnaire; ceux-ci sont pour la législation directe; ceux-là (ainsi que je le lisais dans votre dernier numéro) voudraient que les travailleurs « délibérassent immédiatement sur toutes les

questions qui se rattachent à l'organisation du travail, etc. etc. » On dirait vraiment que l'histoire et l'expérience n'ont rien appris à ces intelligents fabricants de systèmes, et que le parti révolutionnaire n'est composé que de badigeonneurs et de plagiaires.

N'est-il pas étrange, en effet, de voir des hommes dont toute l'existence s'est passée en lutte contre l'autorité et le despotisme, s'évertuer à qui trouvera le meilleur moyen, au jour du triomphe, de reconstituer ce même despotisme sous une autre forme, il est vrai; mais quel qu'en soit la forme, l'autorité sera toujours l'autorité, c'est-à-dire la négation de la liberté; car enfin voyons raisonnons un peu : qu'est-ce que la dictature, sinon l'incarnation la plus redoutable, et en même temps la plus logique de la tyrannie ? Le dictateur n'est-il pas irresponsable ? Et la convention nationale, le comité de salut public, la commune révolutionnaire, ces autres formes du despotisme, qui les nomme ? Le suffrage universel, cet instrument d'autant plus perfide et dangereux qu'il fonctionne avec un semblant de justice et d'équité : tous les citoyens sont électeurs, quoi de plus rationnel ! Aussi, chaque membre élu, se dit-il, se croit-il une émanation, en même temps que le dépositaire de la souveraineté populaire. Essayez donc d'attaquer un tel pouvoir, et vous verrez bientôt la foule des imbéciles auquel se joindra la tourbe des fripons, se ruer sur vous comme une meute affamée, vous accuser de porter atteinte à la souveraineté nationale ! » Que vous dirai je de la *législation directe* ? Ce salmigondis de moderne invention, dont tout le mérite consiste à être insaisissable à l'analyse et incompréhensible dans l'application. — Ses auteurs doivent être des hommes diablement profonds, puisque malgré les meilleures dispositions, nous n'avons pu parvenir encore à les pénétrer. Pour nous persuader de la bonté de ce système, on dit qu'il compte parmi ses adeptes des hommes fort intelligents. Il n'y a là rien de surprenant et qui puisse lui être favorable; les choses les plus absurdes ont toujours eu le privilège de séduire et de passionner les esprits forts : témoins les tables tournantes, parlantes, dansantes, et autres potichomanies. Peut-être, après tout, est-ce le défaut d'intelligence qui nous fait ainsi parler; en tout cas, ce n'est pas manque de bonne volonté, et nous saurions, mes camarades et moi, beaucoup de gré à celui qui voudrait nous éclairer sur la valeur pratique de ce magnifique, et jusqu'à présent si peu intelligible moyen de solution révolutionnaire.

Vous parlerai-je de cette autre balançoire, qui consiste à faire délibérer le travailleur « sur toutes les questions relatives à ses intérêts, etc. » Que vous en dirai-je ? Y a-t-il au monde rien de plus absurde, en effet, de plus anti-révolutionnaire que cette manie qu'ont un grand nombre de révolutionnaires, — dont l'intelligence et le dévouement ne sauraient du reste être révoqués en doute, — de s'imaginer que tout sera sauvé le jour où le peuple vainqueur se décidera à discuter sur la place publique. « Il faut, s'écrient-ils, que le peuple délibère lui-même sur le perron de l'hôtel de ville, derrière les barricades, sur les barricades, autour des barricades. » Pourquoi, pendant qu'ils sont en train, ne nous fourrent-ils pas tout de suite dans les barricades ?

O révolutionnaires, révolutionnaires ! Semblables à l'écureuil en cage, tournez-vous donc toujours la même manivelle ? Ah ! je conçois Sisyphes roulant son rocher, je m'incline devant la persévérance de ces malheureuses, versant constamment de l'eau dans un tonneau sans fond : on ne regimbe pas contre les arrêts du destin ! mais que des hommes intelligents, jouissant de toutes leurs facultés, se condamnent eux-mêmes, de gaieté de cœur, à recommencer toujours et sans cesse la même besogne, et cela malgré les tristes et douloureuses expériences du passé, voilà ce que je ne comprends plus !

Quoi ! ce n'est pas assez d'avoir, depuis soixante ans,

Nous nous disposions à répondre à l'article qui précède, lorsque nous avons reçu une lettre de notre correspondant de Paris, qui traite spécialement la question soulevée par le citoyen R. Notre correspondance parisienne servira donc de réponse aux deux lettres sur la *Transition*.

essayé du gouvernement à toute sauce, il vous faut encore et quand même en replâtrer un nouveau? et vous croyez que la révolution ne saurait être sauvée sans cette carnavalesque et sanglante mise en scène? Mais un gouvernement, un pouvoir, une organisation, c'est toujours, quoi qu'on fasse et qu'on dise, l'autorité; or, je l'ai déjà dit, je le répète, et je défie sur ce point toute controverse, l'autorité, sous quelque forme qu'on la présente, de quelque nom dont on l'affuble, n'est et ne sera jamais que la négation de la liberté! Démocrates, est-ce là le but de vos constants et énergiques efforts? Est-ce là l'idéal que vous voulez atteindre?

On ne délibère pas en pratique révolutionnaire; on fonctionne, on agit. Un peuple victorieux qui s'arrête à discuter sur « les mesures à prendre » est un peuple perdu. La révolution n'a et ne doit avoir ni lendemain, ni temps d'arrêt, ni solution de continuité. Comme la foudre, elle frappe sans crier gare; et pour le vieux monde bourgeois et corrompu, elle ne doit gronder « qu'en tombant sur sa tête? »

(La suite à un prochain numéro).

Encore une leçon à l'adresse des révolutionnaires.

Voici, d'après le *Journal du royaume des Deux Siciles*, le texte de la mise en état de siège de la ville de Messine :

• Une poignée de factieux ayant osé, à la pointe de ce jour, attaquer les troupes royales à coups de fusil, afin de provoquer une insurrection dans cette ville, en excitant les sujets à s'armer contre l'autorité royale, le général commandant d'armes de la province et de la ville de Palerme, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ordonne ce qui suit :

• Art. 1^{er}. La ville de Palerme et son district sont, à dater de ce moment, déclarés en état de siège.

• Art. 2. Les rebelles pris les armes à la main, ainsi que tous ceux qui auront prêté assistance à l'insurrection, seront jugés par un conseil de guerre sommaire, qui, dès ce jour, restera en permanence, en vertu du décret royal du 27 décembre 1858.

• Art. 3. Tous ceux qui détiennent des armes de n'importe quelle nature, devront, dans les vingt-quatre heures de la publication de la présente, les consigner entre les mains de l'autorité militaire, ÉTABLIE SUR LA PLACE BOLOGNI, malgré la permission qu'ils auraient obtenue de la police; cette permission est annulée à partir d'aujourd'hui.

• Art. 4. Pendant le jour, les habitants devront marcher dans les rues isolément. La nuit, depuis une heure, ils devront porter une lanterne ou un fanal.

• Art. 5. Il est défendu aux particuliers de recevoir chez eux des individus qui ne seraient pas leurs parents, et s'ils voulaient loger quelqu'un, ils en demanderont la permission à l'autorité civile.

• Art. 6. Il est interdit de sonner les cloches, soit le jour, soit la nuit, et d'afficher des proclamations séditieuses. Les contrevenants seront jugés sommairement par le conseil de guerre.

• Pendant l'état de siège, les imprimeries resteront fermées.

• Art. 7. Le conseil de guerre de la garnison prendra dès maintenant les fonctions de conseil de guerre permanent.

• Ledit conseil siègera à la maison communale de cette ville.

• Palerme, le 4 avril 1860, à sept heures du matin.

• Signé : GIOVANNI SALZANO. •

Depuis juin 1848, époque où l'assemblée nationale de France, — sur la proposition de l'une des illustrations de la république « honnête et modérée », M. PASCAL DUPRAT, — décréta la mise en état de siège de Paris, afin de décimer, de ré-

duire le prolétariat qui osait revendiquer, les armes à la main, les promesses trahies de février, — ce système gouvernemental semble, à l'instar du choléra, devoir faire le tour du monde. Dire les flots de sang que déjà il a coûté à l'Europe serait chose difficile; nous n'avons garde de l'entreprendre; quant à nous, nous craindrions trop de blesser la modestie du *digne* citoyen sus-nommé, à qui revient tout l'honneur de l'initiative.

Et puis, pourquoi des plaintes, des récriminations? — Les despotes font leur métier, et ils ont raison.

Révolutionnaires! quand donc saurons-nous faire le nôtre?

Depuis douze années, les exemples ne nous ont pas manqué, cependant!

Frapper impitoyablement son ennemi, le décimer, le réduire à l'impuissance, là est tout le secret de la puissance des ennemis du peuple.

PROLÉTAIRES! NE L'OUBLIONS PAS. ET A NOUS L'AVENIR!!!

Décadence de la bourgeoisie.

Le général en chef de l'armée papale, M. Lamoricière, — cet ex-ministre de la république française qui, en juin 48, eut la lâcheté de faire fusiller deux parlementaires à lui envoyé par les insurgés du faubourg Antoine, — vient d'adresser à ses soudards la proclamation suivante :

• Soldats,

• Sa Sainteté le pape Pie IX ayant daigné m'appeler A L'HONORABLE MISSION de vous commander pour défendre ses droits méconnus et menacés, je n'ai pas hésité un instant à reprendre l'épée.

• Aux échos de la vénérable parole qui naguère faisait connaître au monde du haut du Vatican les périls qui entourent le patrimoine de St-Pierre, les catholiques se sont émus, et leur émotion a rapidement gagné d'un bout du monde à l'autre.

• C'est qu'en effet, le christianisme n'est pas seulement la religion du monde civilisé, mais il est aussi le principe et la vie même de la civilisation, et la papauté est le centre du christianisme. Toutes les nations chrétiennes prouvent aujourd'hui qu'elles comprennent ces grandes vérités qui constituent notre foi.

• LA RÉVOLUTION, COMME AUTREFOIS L'ISLAMISME, MENACE AUJOURD'HUI L'EUROPE!!! et aujourd'hui comme autrefois, LA CAUSE DE LA PAPAUTÉ EST CELLE DE LA CIVILISATION ET DE LA LIBERTÉ DU MONDE!!!

• Soldats! ayez confiance et soyez certains que Dieu soutiendra votre courage, en l'élevant à la hauteur de la cause dont il a mis la défense en vos mains. •

Rome, 8 avril 1860.

LA MORT ICI ÈRE.

Hélas! hélas! pauvre bourgeoisie. Voilà donc où tu en es arrivée. N'était-ce point assez de toutes les hontes, de toutes les lâchetés dont, depuis tant d'années, tu nous a donné l'exemple?

Fallait-il encore que ceux d'entre les tiens que tu te plaisais à proclamer les *plus illustres*, vinsent troubler ton agonie, et donner au monde le triste et démoralisant spectacle de tant d'ineptie, jointe à d'aussi horribles fanfaronnades.

Les exemples ne manquent pas. Citons au hasard.

Là, c'est M. Kossuth, l'ex-dictateur de la Hongrie, traitant avec UN BONAPARTE (?) pour l'affranchissement de sa patrie, et organisant une légion de 5.000 de ses compatriotes, qu'il renvoie ensuite sans coup-férir, afin de ne pas déplaire à Sa Majesté française.

Qui pourra jamais dire ce que sont devenus ces malheureux ainsi sacrifiés, obligés de rentrer dans leur pays, sous la griffe de l'autrichien?

Ici, c'est M. Mazzini, ce grand pourfendeur de trônes, ce chef de la république bourgeoise italienne, s'allant prosterner aux pieds de Victor-Emmanuel, au cri de vive le roi!!!

Vient ensuite monsignor Garibaldi, le défenseur de la république romaine, ce soudard ambitieux, qui foule aux pieds la casaque du libre gondotière pour endosser la livrée royale, menaçant de faire fusiller sur l'heure, quiconque parmi ses compagnons d'armes « osera se dire mazzinien ou socialiste. »

Et enfin, pour couronnement de l'œuvre, voici venir M. Lamoricière, l'ex-ministre de la république bourgeoise de 48, qui, moyennant 90.000 fr. par an, vend au pape son corps, son bras et son épée, — il vendrait même sa conscience s'il en avait une, — et proclame la nécessité de refouler la révolution qui, « comme autrefois l'islamisme, menace l'Europe et la liberté du monde. »

Pauvre bourgeoisie, pauvre bourgeoisie! ta carrière, si brillante à son début, devait-elle donc hélas! avoir une si triste fin?

Car il n'y a pas à s'y méprendre, ce sont bien là les signes certains, irrécusables de ta décadence.

Oh! oui, race batarde, hermaphrodite politique, ton règne odieux autant qu'infâme est à jamais passé. Chante, chante comme le cygne annonçant sa fin prochaine; fais hurler par tes sycophantes du sabre et de la plume, ton dernier cri de haine contre la vengeresse et réparatrice révolution. Ta rage impuissante accélérant son ascendante marche, n'en précipitera que plus promptement et plus sûrement ta chute.

Bientôt, sur les débris de ta corruptrice et immorale société, — et pour l'édification des générations futures, — le prolétariat tracera en caractères indélébiles :

ICI POUR LE MALHEUR DE L'HOMME, A RÉGNÉ LA DOMINATION BOURGEOISE!!!

Petite correspondance.

A M. J. G. à Gand — Le *Prolétaire* n'admet pas un Etat où les citoyens, qu'ils soient ou non titrés, puissent s'élever à de « hautes positions », pas plus que nous n'entendons qu'on affuble « d'honneurs » qui que ce soit.

Si vous aviez connu nos principes, vous vous seriez évité la peine d'écrire un article où vous professez de si singulières doctrines en fait d'égalité.

LE LIBERTAIRE,

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL,

Publié à New-York,

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au *Libertaire* se font, — non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros. — Prix de 5 numéros 4 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du *Prolétaire*.

LE PROLETAIRE

Abonnement :

Plus de Privilège.

Tout par le travail.

Pour la province :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an 2 fr. 00

Six mois 1 » 00

Trois mois 0 » 50

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

Un an 3 fr. 00

Six mois 1 » 50

Trois mois 0 » 80

Pour la Suisse et l'Angleterre,
5 francs par an.LE JOURNAL
est expédié franco
Par la poste.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Coulon, rue St-Lazare, 4, à St-Josse-ten-Noode.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez
notre correspondant, A. Herben, 10, Cecil street, Mile-end-RoadMM. les abonnés de la province
peuvent en envoyer
le montant en timbres postes.

AVIS.

Le bureau du journal est transféré rue St-Lazare, 4, faubourg de Cologne.

(St-Josse-ten-Noode.)

Bruxelles, 28 Juillet 1860.

Solidarité révolutionnaire.

SOUSCRIPTION EN FAVEUR DU LIBERTAIRE.

Troisième liste.

Montant des deux premières listes.	fr. 44 25
Les cit. P. P.	1
A. L.	1
Willems.	1
S.	0 25
F. Leduc.	0 50
J. Decoster.	1
C. Delahousse.	1
Vanhussel.	1
M. V.	1
O.	0 50
J. Vandaele,	0 50
C. R.	5
J. Borremans.	1
V. G.	0 50
Maskens.	1
J. B. Louis.	1

Total. 61 50

Avant Février 48, les aspirations du prolétariat vers un ordre de choses supérieur, n'étaient que très-vaguement définies. N'ayant pas comme aujourd'hui conscience de sa force, de sa valeur, il ne pouvait entrevoir que dans un avenir lointain, un changement dans les conditions qui lui sont imposées.

Ces dispositions de l'esprit du prolétariat, étaient le produit de l'éducation politique inculquée par les hommes de la bourgeoisie avancée, aux lumières desquels il avait foi et dont il se croyait le concours assuré pour conquérir la liberté.

Le mauvais vouloir et l'incapacité des uns, la trahison des autres, ne tardèrent point à le désillusionner sur le compte de ses frères aînés; et après les avoir vu à l'œuvre, il comprit qu'il ne devait plus compter désormais que sur ses propres efforts pour opérer la révolution sociale qui, seule, peut l'affranchir de tous les liens qui le maintiennent dans la servitude.

Dès lors, le mouvement des idées prit un nouvel et rapide essor. L'espace parcouru depuis cette époque est immense. C'est à ce point que le prolé-

tariat a laissé bien loin derrière lui ceux qu'il considérait jadis comme des points lumineux destinés à éclairer les horizons nouveaux à parcourir.

Et en effet, plus le cercle des idées s'est élargi chez les fils du travail, plus au contraire il s'est rétréci chez ceux qui voulaient leur servir de guide. Ces derniers, au lieu de s'élever à la hauteur de vues atteintes par les révolutionnaires radicaux, n'ont fait que rétrograder : leurs actes, leurs écrits parlent assez haut pour nous autoriser à constater ce mouvement de recul où ils se sont laissé entraîner.

Un grand enseignement ressort de cette situation morale qui caractérise les diverses fractions qui composent l'armée révolutionnaire; et il est très-instructif de faire ressortir une fois de plus, qu'il est impossible de s'arrêter lorsqu'on est entré dans la voie des concessions.

Dans le camp des radicaux, on maintient haut et ferme le drapeau de la liberté; on la veut complète, absolue; là on ne fait aucune concession; on marche résolument à la destruction de tous les privilèges et on y a juré une guerre implacable au principe d'autorité.

Chez les démocrates autoritaires, on fait volontiers certaines concessions; on se laisse aller à contracter des alliances qui peuvent amener la réussite de telles combinaisons, offrant momentanément quelques chances de succès : dans l'espoir d'obtenir quelques bribes de liberté, on compromet l'avenir.

Témoin ce qui se passe en Italie.

C'est sans doute un magnifique spectacle que l'aspect de vingt millions d'homme se levant pour briser la tyrannie et chasser une foule de despotes de tout grade et de tout accabit qui les oppriment. On conçoit sans peine l'enthousiasme qui s'est emparé des italiens au cri de guerre poussé par l'ancien défenseur de la république romaine, en 49 (Son Excellence Monsignor Garibaldi, à l'heure qu'il est, courtier d'annexions au profit de Sa Majesté Victor-Emmanuel); mais la liberté qui fait courir aux armes les patriotes de la Péninsule, sortira-t-elle triomphante de la lutte engagée en son nom?

Les gens à courte vue et qui se laissent facilement éblouir par le clinquant de la mise en scène, ne doutent pas de son triomphe; à leurs yeux, une cause pour laquelle tant de citoyens sont prêts à s'imposer les plus grands sacrifices, est une cause gagnée.

Nous avons malheureusement des raisons qui nous font envisager les affaires d'Italie tout autre-

ment que ces bonnes âmes qui ne doutent de rien; ces raisons nous donnent la triste conviction que l'heure de son affranchissement n'est pas encore sonnée; de plus, nous croyons que ce qui s'y fait actuellement, ne peut que retarder l'émancipation complète de ce malheureux pays.

Est-ce à dire que les italiens ne sont pas « *mûrs pour la liberté?* » — Evidemment non. Mais pour faire réussir les grandes entreprises révolutionnaires, deux choses sont indispensables : un principe supérieur, de l'audace pour le faire triompher.

Ce n'est point assurément le manque d'audace, de courage et de dévouement qui fera avorter l'œuvre d'affranchissement entreprise par les patriotes italiens, car jamais on n'a déployé plus d'activité, montré plus d'audace, dépensé plus d'héroïsme que ne le font les volontaires qui ont suivi Garibaldi, et avec lesquels rivalisent de zèle et de bravoure les populations insurgées.

Ajoutons que des succès partiels ont été obtenus : l'Autrichien a été chassé de la Lombardie; les tyranneaux de Parme, de Modène, de Florence, etc. ont pris de la poudre d'escampette; le père Pie et son gouvernement sont tous deux bien malades; M. Bomba, deuxième du nom, se trouve si bien dans le *pétrin* qu'il s'est vu forcé de donner une constitution à ses bien-aimés sujets, remède *in-extremis* qui ne l'empêchera pas d'entendre résonner à ses oreilles, comme un glas funèbre, ces mots devenus fameux : « *Il est trop tard!* »

Ce sont déjà de beaux résultats obtenus, dirait-on. Soit. Mais nous allons plus loin. Nous admettons même la Vénétie délivrée du joug autrichien, et tout ce qui reste des anciens gouvernements entièrement expulsé, s'en suivra-t-il que l'unité italienne sera constituée et que les Italiens jouiront des bienfaits de la liberté?

Le croire serait trop absurde; et nous défions tous les Garibaldis du monde de réaliser quelque chose de sérieux, de durable avec le système bâtarde et énervant de la monarchie constitutionnelle.

La république, la république seule est assez puissante pour fonder cette unité tant désirée; sous les vastes plis de son drapeau peuvent se grouper librement toutes les cités italiennes. Tout en conservant leur autonomie, les différentes agrégations de la Péninsule auraient formé une grande fédération républicaine où, les citoyens inspirés par le génie de la liberté, par la haine du despotisme, auraient opposé une barrière invincible aux plans et aux menées liberticides de leurs anciens

despotes, et aux convoitises des ambitieux qui aspirent à les remplacer.

En proclamant la république, vous auriez donné au monde un grand exemple dont les conséquences seraient immense pour l'Europe entière; mais vous ne l'avez pas voulu, messieurs les bourgeois, vous avez préféré vous laisser traîner à la remorque des Cavour, des Victor-Emmanuel, des Bonaparte, plutôt que de vous placer à l'avant-garde des soldats de la liberté et de vous appuyer sur la révolution. Vous vous êtes créé des obstacles qui s'opposent longtemps encore à la réalisation des principes que vous proclamez les vôtres, l'affranchissement de l'Italie et son unité, obstacles qui ont leur cause : 1° dans l'absence d'un principe supérieur, 2° dans l'alliance avec le despotisme.

Ces deux vices attachés aux flancs de la cause italienne, rendront inutiles tous les efforts, et feront tomber à plat l'échaffaudage si laborieusement élevé.

Une fois de plus, il nous aura été démontré qu'en dehors des principes radicaux il n'est que déceptions : on peut obtenir quelques succès éphémères, mais être complètement victorieux, c'est impossible.

Prolétaires, que ces enseignements, que ces leçons qui coûtent si cher nous profitent donc. Qu'au jour de la rénovation, n'oublions pas cette maxime si juste, à savoir : que rien n'est terminé, tant qu'il reste quelque chose à faire.

La liberté ne compose pas avec le despotisme.

« Toute révolution qui n'a pas pour but d'améliorer profondément le sort du peuple, est un crime substitué à un autre crime. »

Ont-ils de l'esprit ces gaillards-là !

Ami lecteur, connaissez-vous le *Grelot* ?

— Non. C'est vraiment fâcheux. Eh bien, permettez-nous de vous renseigner à ce sujet.

Sachez donc que le *Grelot* est une « petite gazette de Bruxelles, » passablement... spirituelle, suffisamment... polie, et surtout ayant la cervelle un peu... épaisse (pardon, c'est solide que nous voulons dire); quant à ses rédacteurs, ce sont gens de fort bonne compagnie, toujours fessés, peignés et épinglés dans le dernier *chic*. Leurs ongles roses taillés en griffes, la fraîcheur et la diaphanéité de leur épiderme, indiquent surabondamment l'usage fréquent et journalier des vinaigres impériaux, orientaux et autres coldcream; en un mot, quand vous voyez sortir de quelque somptueux hôtel un gentleman à la cassure mousseuse, à la mise irréprochable, aux manières séduisantes, les pieds étroitement enserrés dans de fines chaussures, le chef surmonté d'un gracieux couvre-amour, vous pouvez être certain que vous avez devant les yeux un des rupins rédacteurs du bienheureux *Grelot*.

Voulez-vous vous convaincre de ce que nous avançons. Jetez un regard sur la poétique tartine ci-après, que le hasard nous a fait rencontrer dans le dit journal, n° du 20 mai 1860 (Prix : 25 cent. Bureau : rue de Laeken, n° 48).

Puisque nous parlons de hasard, expliquons notre pensée, et disons tout d'abord, — afin de montrer une fois de plus à nos lecteurs la bonne foi et la loyauté de la gent écrivassière, — que jamais aucun de ces honorables gazetiers n'a eu la pudeur de nous adresser un des exemplaires où ils

se permettent quelques gentilles à notre égard. Peut-être, après tout, craignent-ils pour la blancheur immaculée de leur linge, le contact de nos « sales et dégoûtantes guénilles. »

Quoi qu'il en soit, voici la prose en question :

« La proclamation de Mazzini en faveur de la monarchie sarde indigné énormément quelque journal socialiste de cette ville. Il convient de laisser aux *déclamateurs populaires* le soin de faire voir, dans tout son jour, le ridicule du système terroriste. Les meilleurs démocrates ne sont point ceux qui ont l'air de l'être. Il ne suffit pas, pour mériter du peuple, de passer la blouse, d'insulter à l'habit, de se nipper à la bohème, d'être sale, dégoûtant, déguenillé, d'habiter les quartiers infects et d'écrire en mauvais français » que les bourgeois sont un tas de canailles, » il faut encore, aux yeux du journal en question, perdre au besoin la patrie, si son bonheur fait en même temps la fortune passagère de la royauté constitutionnelle. — Je déclare, pour ce qui me concerne, que si le parti républicain acceptait de pareilles doctrines et se ravalait au niveau des *maratistes*, je serais le premier à le condamner, à le combattre même. Le parti républicain représente l'avenir; le bon socialisme sera tôt ou tard appelé à refaire le genre humain; faut-il compromettre notre victoire prochaine et l'honneur de notre drapeau, par des récriminations ampoulées de sanglants appels à la guerre civile ?

« Mazzini est un honnête grand homme, n'en déplaise aux jacobins de ce pays-ci; Mazzini agit noblement et sagement en immolant ses idées, son génie pour ainsi dire, sur l'autel de la patrie; tous ceux qui, de près ou de loin, appartiennent au parti populaire, le loueront de ce qu'il a fait et lui tendront la main à l'occasion. Il est possible que la médiocrité malhabile et soupçonneuse lui gardera rancune; mais les cervelles un peu solides admireront sa politique et son dévouement.

Quelle aménité de langage! quelle grâce dans la forme! quelle élégance de style! Est-il possible d'être à la fois plus spirituel et plus poli! Aimable paroissien, va! comme ça vous a une manière de tourner les choses! Ma parole d'honneur, on reste épâté devant une telle surabondance de logique et de bon sens! Et dire que ça leur vient comme cela tout naturellement et sans préparation aucune! Ah! ce n'est pas nous, gens « nippés à la bohème, » qui pourrions jamais nous exprimer en termes aussi choisis.

Bon Dieu, de bon Dieu, que c'est donc beau d'être instruit et éduqué!

Mais, trêve à la plaisanterie.

Certes, s'il ne s'était agi que de répondre à ce qui nous est personnel dans ces impertinentes drôleries, nous eussions gardé le silence et laissé le champ libre à ces burlesques damoiseaux! N'a pas qui veut le don de nous émouvoir. Nous ne faisons pas à toute espèce de gens l'honneur de les accepter pour adversaires; et puis, nous sommes assez haut placés pour n'avoir pas à craindre d'être incommodés par les jappements de certains roquets.

Mais nous avons juré guerre implacable à l'odieuse bourgeoisie, et nous voulons le poursuivre jusque dans ses grouillements les plus infimes. Or, quel est le véritable motif qui, cette fois encore, le fait agir? Est-ce son grand amour pour Mazzini et Garibaldi? Est-ce le désir exclusif de nous dire des grossièretés? Non. Il s'agit tout simplement de dénier au prolétariat tout droit de manifester sa pensée sans la permission de ses seigneurs et maîtres; et en effet, des gens « qui

se nippent à la bohème, qui sont sales, dégoûtants, déguenillés, qui habitent des quartiers infects, et qui, par-dessus le marché, écrivent en mauvais français, » de tels êtres, disons-nous, n'ont et ne doivent avoir qu'un seul et unique droit, celui de se faire tuer quand il plaît aux « bons socialistes, aux honnêtes grands hommes, » de les lancer dans la rue!

Ecoutez le terrible auteur de l'article s'écrier, dans un accès de patriotique indignation, après boire : « Je déclare, pour ce qui me concerne, que, si le parti républicain acceptait de pareilles doctrines, et se ravalait au niveau des *maratistes*, je serais le premier à le condamner, à le combattre même. »

Hélas! quelle pitié!!

Oui, marquis aux bottes éculées, grands seigneurs au collet crasseux, oui, vous avez raison, répudiez tout contact avec « les *maratistes*, les *terroristes*. » Les doctrines que nous professons n'ont pas été taillées sur le modèle de vos piètres cervelles; et la révolution n'a que que faire dans ses rangs de gens de votre acabit.

Pauvres petits êtres! avez-vous jamais senti les battements fiévreux qui soulèvent la poitrine des athlétiques champions de la liberté? Avez-vous sous l'épiderme chevelue, assez de matière pensante et agissante pour vous permettre d'atteindre les hautes conceptions du radicalisme révolutionnaire?

Allez, allez, muscadins en goguette, saute-ruisseaux du journalisme, criez et tempêtez; gourmandez le prolétariat, afin de le ramener dans le giron de la république « honnête et modérée, » toutes vos élucubrations, toutes vos rodomontades, ne serviront qu'à le raffermir dans la voie radicale où il est entré.

Vous aurez beau faire et beau dire, vous n'êtes et vous ne serez jamais que des cuistres!

Ce qui précède était écrit, lorsque (toujours par le fait du hasard) le *Carillon de Scharbeek* nous est tombé sous les yeux. Cet estimable journal, non moins loyal, non moins logique que son honorable confrère, le *Grelot*, a publié une lettre d'un monsieur de nous bien connu, de laquelle nous extrayons le passage suivant :

« L'imposante démonstration des *ruwarts*, convertis plus rationnellement en *patriotes belges*, a été troublée un instant par un petit nombre de brouillons indigènes, pour ne pas dire d'émissaires étrangers.

« Les mêmes puritains qui, dans leur organe le *Proletaire*, accusaient Mazzini et Garibaldi, de trahison pour ne pas avoir proclamé en Sicile la république au lieu de Victor-Emmanuel, ont prétendu hier supprimer l'adhésion à la royauté, dans la proclamation adressée à tous les vrais belges, pour les conjurer de s'unir contre les intrigues annexionistes, bien autrement dangereuses pour la sécurité et l'intégrité de notre territoire. »

C'est le cas de le dire, l'absurde ici le dispute au ridicule.

Décidément, l'article que nous avons publié concernant les deux renégats italiens, paraît avoir très-désagréablement chatouillé les nerfs de ces bons et gentils petits bourgeois.

Ne leur en déplaise, pourtant, nous ne sommes pas prêts, et les événements non plus (nous le craignons du moins) à changer à ce sujet notre manière de voir; nous sommes convaincus qu'en cela nous ne faisons que devancer le jugement de la *véridique* histoire.

Oui, l'histoire dira aux générations futures, les

honteuses et sanglantes palinodies des chefs actuels de la république bourgeoise; elle clouera au pilori les noms de Mazzini et Garibaldi, ces deux traîtres qui ayant dans leurs mains le sort et la liberté du peuple italien, ont tout sacrifié, tout livré au despotisme. — trahissant à la fois république, indépendance, liberté — sous le vain prétexte de nous ne savons quelle chimérique et irréalisable unité nationale.

L'auteur de la dite lettre, M. Bartels, puisqu'il faut l'appeler par son nom, non content de la publicité du *Carillon*, s'est passé la fantaisie de répandre à profusion, dans le public, une grande feuille de papier imprimée, toute remplie de sottises platitudes et d'odieuses calomnies à notre adresse.

Notre journal étant composé lorsque nous avons reçu ce *factum*, force nous est d'en renvoyer l'analyse au prochain numéro (l'auteur ne perdra rien pour attendre). Nous nous bornerons aujourd'hui à demander à M. *Publicola*, s'il veut nous faire remettre un nombre voulu d'exemplaires (800), afin que nous puissions en faire parvenir à tous nos abonnés.

Si ce digne défenseur de « la religion, de la famille et de la propriété » a la conscience d'avoir accompli une œuvre pie, il doit en désirer la plus grande publicité possible; de notre côté, nous ne désirons rien tant que de pouvoir faire le public juge entre nos adversaires et nous.

Ayant l'habitude de marcher bannière déployée, de combattre à front découvert, nous n'aimons ni les anonymes calomnieurs, ni les cafards hypocrites qui se cachent sous le masque du pseudonyme.

Aussi, persuadés que la vérité et la lumière sont les plus puissants moyens de les réduire au silence, ne cesserons-nous de les appeler devant le tribunal de l'opinion publique.

29^e anniversaire de l'inauguration de Léopold.

- « Quand le maître a bu,
- « Les esclaves sont ivres. »

« Sire,

« Le Conseil provincial de Liège, à l'occasion du 29^e anniversaire de votre règne, vient vous présenter l'hommage de son affection profonde, de sa vénération et de sa reconnaissance.

« Ces 29 années ont été pour le pays une ère de prospérité et de grandeur, de liberté et de progrès en toutes choses. »

Ces phrases sacramentelles se trouvent invariablement inscrites dans toutes les adresses « patriotiques » dont nous sommes inondés depuis quelques jours. On dirait qu'elles ont été stéréotypées pour les besoins de la cause; et le tout couronné par un splendide *gueuleton à cent fr. par tête*, forme le plus séduisant tableau qui se puisse imaginer.

Voilà le langage et les actes officiels. Voyons maintenant les faits sociaux. Toute médaille a son revers :

— « La nommée Anastasie Provost, âgée de 30 ans, couturière, en cette ville, s'est suicidée, hier, par strangulation, dans le grenier de la maison de son beau-frère, demeurant rue d'Anderlecht. On attribue cet acte de désespoir à la misère; le cadavre a été déposé à l'hôpital. »

— On mande d'Anvers, le 16 juillet :

« Un fait regrettable s'est passé samedi dernier dans la Courte rue du Sac. Une femme, mère de quatre enfants,

avait reçu de son propriétaire une sommation de vider les lieux faute par elle de payer lundi 16 juillet les termes échus de son loyer. Exaspérée de cette menace, cette femme se mit à briser ses meubles. La police, prévenue de cette conduite, se rendit sur les lieux, mit les menottes à la femme et la conduisit à l'Amigo. Un quart d'heure après, l'état de cette malheureuse était si inquiétant qu'on crut nécessaire d'envoyer chercher une vigilante et de la faire conduire à l'hôpital. Là les médecins constatèrent qu'ELLE AVAIT COMPLÈTEMENT PERDU LA RAISON.

C'est ici le cas de le dire, le métier tue l'un, les bénéfices engraisent l'autre.

Allons prolétaires! apprêtons-nous à courir à la frontière nous faire rosser par les zouaves de Bonaparte, afin de défendre et consolider un tel état de choses!

Correspondance particulière du Prolétaire.

(SUITE ET FIN.— Voir notre dernier n°.

Pourquoi d'ailleurs organiser, rendre des décrets?

La révolution n'est-ce pas la désorganisation par excellence? Elle est ou elle n'est pas; qu'a-t-elle besoin pour s'affirmer de vos décrets, de vos lois, de vos règlements. Négation absolue, elle s'affirme d'elle-même, et par le seul fait de sa puissance!

Quoi! lorsque dans l'immensité des mondes, chaque atome, chaque molécule du grand tout se meut, vit et fonctionne, sans autre loi, sans autres règles que celles de sa propre nature, l'être humain seul aurait l'esprit assez obtus pour ne pas sentir, pour ne pas comprendre les attractives impulsions qui l'entraînent vers la vie supérieure, vers la vie autonome!!!

Allons, allons, citoyens, arrachons-nous de ce cercle vicieux de gouvernementalisme et d'institutions autoritaires; champions de l'idée nouvelle, jetons au panier toutes les vieilles blagues de la boutique *démocratico-traditionnelle*. Le plagiat sied mal aux jeunes et vigoureuses natures. Arborons résolument et sans réticence aucune le drapeau de la révolution sociale, c'est-à-dire la négation de tout gouvernement, de toute autorité. Affirmons la liberté intégrale, absolue.

Que le char révolutionnaire soit par nous lancé à toute vapeur: La révolution se fait (d'abord!) par et pour le prolétariat, eh bien donc! que le prolétariat, semblable à une avalanche, se précipite, et engloutisse sous ses propres décombres, ce vieil ordre social décrépité et vermoulu; que pas un atome, que pas un vestige de ses institutions ne restent debout. « On ne met pas un morceau neuf à un vieux vêtement, » dit le révolutionnaire Jésus.

Donc, que faut-il faire?

La société se compose de deux éléments hétérogènes en état de rivalité perpétuelle; ces deux éléments dont l'antagonisme est pour ainsi dire la loi de l'existence, peuvent se dénommer ainsi :

La société officielle ou active, et la société non officielle ou passive; l'une jouissant de tous les droits, de tous les privilèges, faisant et imposant les lois; l'autre à laquelle incombe toutes les charges et toutes les servitudes: à la première toutes les douceurs, tous les agréments de la vie; à la seconde toutes les amertumes, toutes les humiliations.

Pour tout dire, en un mot, il y a la société qui possède, jouit et commande, et la société qui travaille, obéit et souffre. Entre ces deux éléments aussi disparates, la conciliation est-elle possible? Evidemment non. La liberté ne compose pas avec le despotisme, le travail ne peut marcher de pair avec le privilège et l'exploitation. L'un doit infailliblement et nécessairement être brisé par l'autre :

Lequel?

Poser cette question c'est la résoudre.

Production, consommation, sont les deux termes qui, avec leur corrolaire indispensable, la circulation ou l'échange, renferment tout le problème de la science

sociale: rendre à l'être humain son intégrale autonomie, ai-je dit plus haut, tel est le but de la révolution; pour l'atteindre, la première et la plus indispensable des conditions, je pourrai même dire la seule, c'est de faire que chaque individu soit en même temps producteur et consommateur. Or, la caste privilégiée que produit-elle? Rien.— Que possède-t-elle? Tout.— Les travailleurs, les exploités, les déshérités, que produisent-ils? Tout.— Que possèdent-ils? Rien.

Il y a donc là une criante injustice, une révoltante iniquité, une monstrueuse anomalie qu'il s'agit de faire disparaître.

Au producteur la production, au travail la jouissance des biens créés par lui. Arrière l'oisiveté et la fainéantise, sus au parasitisme! tel doit être le cri de ralliement révolutionnaire dans la lutte qui se prépare entre les deux éternels et irréconciliables antagonistes, lutte dont le résultat, du reste, ne saurait être douteux. Un peu plus tôt un peu plus tard, le bourgeoisisme doit infailliblement disparaître sous les coups de son implacable adversaire, le prolétariat.

Le travail, lui, peut très bien se passer du capitalisme. En est-il de même de ce dernier vis-à-vis du travail?

Nous pouvons bien être vaincu une fois, dix fois, cent fois même; on peut nous décimer, nous mitrailler à profusion — cela, hélas! s'est déjà vu tant de fois — mais nous supprimer, c'est autre chose; et le despotisme le voulut-il, on ne tarit pas la source qui vous alimente; on ne laisse pas impunément et éternellement en jachère le champ qui vous nourrit; on ne tue pas la poule qui vous pond des œufs d'or!

Or, pour les privilégiés, pour les capitalistes, pour les tyrans, pour toute la race des exploités, enfin, le prolétariat c'est la source alimentaire, c'est le champ nourricier, c'est la poule aux œufs d'or!

Aussi voit-on, nonobstant tout, ces maîtres insolents et superbes, obligés, au nom de l'impérieuse nécessité, de composer avec la *besogneuse canaille*; et malgré mitraillades et échafauds, prisons et exils, nos rangs parviennent-ils toujours à se reformer, plus menaçants, plus impétueux et plus terribles.

Le despotisme est-il dans les mêmes conditions? Qui oserait le soutenir?— Vaincu une seule, une bonne fois, c'en est fait de son existence. Il disparaît à jamais et sans retour possible.

Donc, encore un coup, que faut-il faire?

Ah! il ne suffit pas, citoyen rédacteur, ainsi que le pensent la plupart des révolutionnaires, de renverser un pouvoir, de proclamer la république et la souveraineté du peuple, de décréter l'abolition de la propriété individuelle, l'organisation du travail, la suppression de l'armée et du clergé, la réorganisation de la justice, etc., etc.

Ce sont là sans doute de puissantes modifications à l'ordre de choses actuels, de rudes coups portés, de profondes entailles faites au vieil édifice social, mais ces mesures seraient-elles décisives, et ne serait-ce pas toujours, quoiqu'on fasse et qu'on dise, de véritables replâtrages?

En effet, que sont et que peuvent toutes les réformes, toutes les modifications, quelque radicales d'ailleurs qu'elles puissent paraître dès l'abord, aussi longtemps que restera debout la forteresse autoritaire? Quand on aura rebadigeonné le donjon, récrépi les tours, remis à neuf les murailles, la citadelle en sera-t-elle moins une citadelle?

Elle doit tomber, donc il faut l'abattre.

— Comment?

— Eh! parbleu, en la sapant par la base.

Qu'est-ce qui fait la force de la société actuelle? Est-ce la propriété, le clergé, la magistrature, l'armée? Non. Ce sont ses lois, ses institutions, son organisation enfin: hiérarchie formidable, chaîne sans fin qui s'étend sur le corps social tout entier et enserrme les individus dans les replis de ses mailles innombrables.

Briser ses institutions, détruire ses lois, la désorganiser de fond en comble, doit donc être l'œuvre immédiate de la révolution sociale.

Au lieu de s'amuser, le lendemain du triomphe,

à discuter, à délibérer, à légiférer, il faut que, la torche à la main, la révolution parcourre instantanément et simultanément le pays d'un bout à l'autre; que dans chaque province, chaque arrondissement, chaque canton, chaque commune, que dans toutes les localités enfin, elle fouille et refouille dans toutes les administrations, dans les ministères, les préfectures, chez les receveurs des contributions, les percepteurs, les notaires, les avoués, dans les mairies, les greffes judiciaires, les banques, les caisses hypothécaires et autres, les cours des comptes, les archives, etc. etc.

Qu'elle se saisisse, qu'elle amoncelle, qu'elle fasse un immense feu de joie de toutes les paperasses officielles : lois, décrets, ordonnances, dossiers, registres de toutes sortes, correspondances, livres de la dette publique, rapports, minutes, documents, arrêtés, états concernant les contributions, les propriétés, la police, les dettes, les créances, les obligations de tout ordre, etc., etc., etc., tout ce qui de près ou de loin, directement ou indirectement, participe à l'organisation actuelle.

Cela fait, le triomphe de la révolution est certain; mais aussi longtemps que cela restera à faire, la révolution est à recommencer.

Révolutionnaires, une fois dans votre vie, comprendrez-vous la logique?

93 a détruit la société féodale, en brisant impitoyablement tout ce qui pouvait en rappeler même le souvenir. A nous de faire dans le domaine social, ce que firent nos pères dans le domaine politique.

Nous verrons bien alors si *Madame la réaction* pourra se reconnaître et essayer d'entraver la marche révolutionnaire, au milieu de cette hétéroclite du bourgeoisisme, de cette désorganisation, de cette anarchie sociale.

Et qu'on ne vienne pas arguer de l'incapacité et de l'ignorance des masses pour contester l'efficacité et le radicalisme de ces moyens. Bien mieux que tout le fatras des marchands de panacée sociales universelles, le peuple comprendra que, pour se débarrasser d'une chose gênante, le moyen le plus sûr et en même temps le plus expéditif, c'est de la supprimer.

La destruction n'est pas une science abstraite; par la clarté de sa définition et par la simplicité de sa formule, elle est à la portée de toutes les intelligences. Et aussi longtemps que je n'aurai pas rencontré de contradictoire, — et je doute qu'il s'en présente, — je persisterai à affirmer que ce n'est que dans son application bien comprise et bien entendue, c'est-à-dire dans l'absolue signification du mot, que git la solution du problème révolutionnaire.

Au lieu de rechercher les meilleures formules organisatrices, ce sont les dissolvants sociaux les plus énergiques dont il faut s'enquérir; car il en est des organisations comme des rois, le mieux est de n'en point avoir. Et puis, quel homme aujourd'hui aurait assez d'audace, assez de prétention, pour nous venir dire avec certitude : Voilà la ligne que dans l'avenir l'humanité doit nécessairement et infailliblement suivre.

Au prolétariat seul (et par le prolétariat j'entends ici la collectivité de tous les êtres) appartiendra de résoudre une question aussi grave, aussi décisive; et encore ne le pourra-t-il qu'après avoir au préalable mis à bas, pulvérisé la vieille baraque politico-sociale qui nous régit.

Oni, citoyen rédacteur, le triomphe de la révolution sociale est beaucoup plus facile qu'on ne semble le croire généralement; mais pour cela, il faut que les révolutionnaires consentent à le vouloir. Qu'ils se pénétrant une bonne fois de cette puissante, de cette élémentaire vérité, à savoir : qu'il n'y a, qu'il ne saurait y avoir aucune conciliation, aucun arrangement possible, entre l'avenir et le passé, le travail et le privilège, la liberté et le despotisme.

L'affirmation de l'un entraîne nécessairement la négation de l'autre.

• On ne met pas un morceau neuf à un vieux vêtement. •

Prolétaires! voulons-nous être libres, soyons résolus à ne plus être esclaves!

L. L.

Nous extrayons les passages suivants d'un article du *Libertaire*, intitulé :

Les Grèves d'Esclaves Blancs.

• Vivre en travaillant ou mourir en combattant. •
Les ouvriers lyonnais.

Il est une chose qui témoigne du profond malaise, sinon de la lumineuse intelligence des populations ouvrières de l'Amérique comme de l'Angleterre, ce sont les grèves.

L'agitation pour une idée féconde, l'idée du progrès social, est un bien. L'agitation pour un préjugé agonisant, pour le *statu quo* social, est un mal.

Les grèves, quand elles ne sont qu'une manifestation de la misère pacifique et non le grondement précurseur de l'insurrection, les grèves, quand elles ne sont qu'un sanglot et non le tocsin, les grèves ont cela de pernicieux qu'elles agitent les travailleurs sur une question insoluble et stérile, celle du mouvement de va-et-vient du salaire : l'exploité tenant pour l'élévation, l'exploiteur pour la réduction. On se passionne pour l'effet, c'est-à-dire pour la fluctuation des salaires, tandis que c'est la cause, le salaire lui-même qu'il faudrait supprimer.

En cela, le prolétariat ressemble à l'animal qui mord le bâton dont on le frappe au lieu de mordre le poing qui manie ce bâton.

Aussi, après s'être bien agité dans le vide du refus de travail, après avoir rongé jusqu'à son dernier sou, mis ses hardes en gage, chômé jusqu'à extinction de chaleur naturelle, finit-il, le pauvre ouvrier marron, par reprendre ses travaux aux conditions imposées par le maître; car le maître ayant toujours plus de numéraire en réserve que l'ouvrier, peut toujours attendre et faire grève plus longtemps que lui; et cédât-il un moment, par l'urgence de ne pas laisser inoccupé son instrument de travail, son capital d'exploitation, que, le moment d'après, il ne tarderait pas à revenir sur sa décision et à imposer à l'esclave blanc ou une augmentation de travail pour le prix accordé, ou une réduction de prix pour le travail convenu. L'esclave blanc, par sa victoire d'hier qui lui a fait épuiser toutes ses ressources et jeter dans un des plateaux de la balance ses minces et entières économies, n'est-il pas, et plus que jamais même, pieds et poings liés, à la discrétion du Planteur du nord, du patron industriel?

De pareilles grèves ont encore un autre inconvénient, c'est de décourager le prolétaire, qui finit par reconnaître qu'il a plus perdu que gagné à cette stupide agitation, et de l'empêcher de prendre part, à l'avenir, à tout sérieux mouvement révolutionnaire. Il s'affaisse alors dans son énervelement, il s'y crétinise de plus en plus, et ensuite il faut des miracles d'excitation pour l'en faire sortir.

En principe, je n'hésite pas à condamner les grèves qui n'ont en vue que le salaire, et à les déclarer nuisibles à ceux-là qui les font, quelle qu'en soit l'issue.

Vaincu, l'ouvrier retombe plus bas sous la domination du maître; vainqueur, il s'endort dans les chaînes dorées de son esclavage et perd pour un certain temps jusqu'à l'idée de s'en affranchir; il se façonne au joug ignominieux du salariat qui, — tant que dure l'ouvrage et que la demande est à la hausse, — lui permet de manger et boire, de végéter comme une brute, mais non de vivre comme un homme.

D'ailleurs, par ces grèves, l'amélioration ne peut jamais être que partielle, c'est-à-dire quand un corps de métier s'agit isolément et que les autres restent en repos. Mais si le mouvement devenait général, si tous s'agitaient en même temps pour élever le salaire de chacun à un taux uniforme, ce taux fût-il de dix dollars par jour au lieu de un ou deux comme il l'est maintenant, il s'en suivrait que, loin de réussir à élever le niveau de leur bien-être, ils n'auraient réussi qu'à l'abaisser. Et cela s'explique : les salaires haussant d'une manière générale, les objets de consommation hausse-

raient en proportion du prix des salaires. L'exploiteur, à qui il faut toujours son tant du cent sur les produits, y gagnerait presque seul, le tant du cent sur dix dollars, pour réduit qu'il soit, étant plus considérable ou plus facile à rendre considérable que le tant du cent sur un ou deux dollars. La possibilité de consommation pour les petits consommateurs, qui sont les plus nombreux et qui pour la plupart sont des producteurs, loin d'augmenter, diminuerait, eu égard à l'élévation prodigieuse du prix de revient. La fabrication ou la production ayant moins de débouchés, il faudrait la restreindre; et l'ouvrier, au lieu de chômer six mois de l'année comme dans l'état de choses actuel, chômerait neuf ou dix mois. En définitive, il aurait donc travaillé à son détriment et au bénéfice de l'exploiteur.

L'histoire des grèves modernes, c'est l'histoire du serpent et de la lime. Comme dans la fable, le patron aussi peut dire à l'ouvrier :

Pauvre ignorant, que prétends-tu faire?
Tu te prends à plus dur que toi.

Ouvriers et ouvrières, héroïques gladiateurs des grèves, ces nouveaux cirques dont vous êtes la chair saignante; martyrs du Travail, qui ne recueillez de la confession publique et inoffensive de vos misères, que le rire de Malthus et un surcroît de souffrances; hommes et femmes du prolétariat, cessez de vous immoler en pure perte pour une augmentation de salaire illusoire. O mes frères et mes sœurs, je vous en conjure au nom du Progrès vivant, que l'idée, que l'intelligence révolutionnaire et sociale soit avec vous! En dehors de la sociale révolution, point de salut pour le Travail. Travailleurs, que tardez-vous tant à le comprendre? — Qu'est-ce qu'une simple goutte d'eau, et qu'est-ce que ses tempêtes? Une mouche en rirait, tant c'est peu de chose. L'Océan pourtant n'est qu'un composé de gouttes d'eau, et les tempêtes de ces gouttes d'eau réunies, brisent, comme en se jouant, des hommes et des navires contre les rochers!... Qui vous empêche de vous réunir aussi, de mettre en commun toutes vos forces éparses, toutes vos tempêtes isolées, et d'en faire une force collective, une tempête universelle capable de démater et de démolir et de broyer de la poupe à la proue l'odieux et infâme Capital?

Ici le *Libertaire* entre dans un ordre d'idées où nous ne pouvons pas le suivre : en révolution, tout ce qui n'est pas marqué au coin du radicalisme est un hors-d'œuvre, et nous ne donnons notre concours qu'aux choses pratiquement révolutionnaires.

Notre confrère termine ainsi :

Debout donc, esclaves blancs, bétail humain! debout pour lutter contre le maître notre ennemi, non plus par des grèves de salaire, mais par la force de l'idée révolutionnaire, par l'association et la solidarité entre tous les travailleurs...

Aide-toi, Travailleur, ce n'est pas le ciel qui t'aidera.

LE LIBERTAIRE,

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL,
Publié à New-York,

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au *Libertaire* se font, — non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros. — Prix de 5 numéros 4 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du *Prolétaire*.